

SM/82/145 + Corr. 1  
TRADUCTION

CE DOCUMENT CONTIENT DES  
RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

ARABIE SAOUDITE

Evolution récente de l'économie

Rapport préparé par une mission du Fonds composée de MM. A.S. Shaalan  
(chef de Département du Moyen-Orient : MED), S. Hitti (MED),  
J. Prust (MED), E. Taha (MED) et de S. von Post (MED)

Approuvé par le Département du Moyen-Orient

20 juillet 1982

	<u>Table des matières</u>	<u>Page</u>
Sigles		v
Données de base		vi
I. Revenu national, production et planification		1
1. Evolution globale de la situation économique jusqu'en 1980/81		1
2. Planification du développement		4
a. Premier et Deuxième plans quinquennaux de développement		4
b. Le Troisième plan quinquennal de développement		5
3. Le secteur pétrolier		6
4. Gaz naturel		11
5. Evolution des secteurs non pétroliers		12
a. Industrie		12
b. Agriculture		14
c. Construction		15
II. Prix, salaires et emploi		20
1. Prix et salaires		20
2. Emploi		22

## Table des matières

	<u>Page</u>
III. Finances publiques	25
1. Introduction	25
2. Evolution budgétaire globale	25
3. Recettes budgétaires	26
4. Dépenses budgétaires	27
5. Le budget 1982/83	28
IV. Monnaie et crédit	33
1. Cadre institutionnel	33
2. Evolution monétaire récente	34
3. Opérations des institutions de crédit spécialisées	37
V. Balance des paiements	43
1. Structure et évolution globale	43
2. Echange de marchandises, services et transferts privés	44
3. Aide extérieure, autres mouvements de capitaux et avoirs extérieurs publics	46
VI. Régime des changes et de commerce	51
1. Régime des changes	51
2. Politique commerciale	51
3. Capitaux	52

## Tableaux du texte

1. Composition et croissance du PIB, 1975/76-1980/81	16
2. Taux de croissance annuelle projeté et effectif du PIB réel dans le cadre des premier, deuxième et troisième plans quinquennaux	17
3. Répartition des dépenses publiques civiles prévues dans le cadre des deuxième et troisième plans quinquennaux de développement	18
4. Quelques données relatives au pétrole, 1975-81	19
5. Variations annuelles des principaux indices de prix, 1975/76-1981/82	23
6. Répartition de l'emploi par branches d'activité économique, 1974/75 et 1979/80	24
7. Etat récapitulatif des opérations financières du secteur public, 1976/77-1982/83	30
8. Recettes budgétaires, 1976/77-1982/83	31
9. Dépenses budgétaires, 1976/77-1982/83	32
10. Facteurs influençant l'expansion monétaire, 1975/76-1981/82	39

<u>Table des matières</u>	<u>Page</u>
11. Crédit des banques commerciales, par branches d'activité économique, 1975/76-1981/82	40
12. Principaux ratios prescrits pour les banques commerciales, 1975/76-1981/82	41
13. Prêts nets par les institutions de crédit spécialisées, 1975/76-1981/82	42
14. Etat récapitulatif de la balance des paiements, 1975-81	49
15. Avoirs extérieurs de l'AMAS; avoirs et engagements extérieurs des banques commerciales, 1975/76-1981/82	50

#### Tableaux de l'annexe

16. Concordance des fins de mois du calendrier de l'hégire avec le calendrier grégorien, 1395-1402	53
17. Produit intérieur brut, à prix courants et constants (de 1969/70), 1975/76-1980/81	54
18. Produit intérieur brut, par branches d'activité économique à prix constants (1969/70), 1975/76-1980/81	55
19. Produit intérieur brut, par branches d'activité économique, aux prix courants, 1975/76-1980/81	56
20. Dépenses imputées sur le produit intérieur brut, 1975/76-1980/81	57
21. Structure des coûts du PIB, 1975/76-1980/81	58
22. Production de pétrole brut, 1965-82	59
23. Réserves estimées de pétrole brut et production de l'Aramco, 1960-81	60
24. Prix de vente officiels du brut Aramco (f.o.b. Ras Tanura), 1975-82	61
25. Production d'hydrocarbures raffinés, 1975-81	62
26. Consommation intérieure d'hydrocarbures raffinés, 1975-80	63
27. Volume des exportations pétrolières, 1965-82	64
28. Exportations de pétrole par destination, 1975-81	65
29. Recettes pétrolières de l'Etat, par compagnies, 1965-82	66
30. Production de trois des principales industries, 1976-81	67
31. Principaux projets industriels que la Saudi Basic Industries Corporation est en train de réaliser	68
32. Total cumulatif des licences délivrées pour le développement industriel par le ministère de l'Industrie et de l'Electricité jusqu'au 8 novembre 1980	69

<u>Table des matières</u>	<u>Page</u>
33. Superficie plantée et production des principales cultures, 1975/76-1979/80	70
34. Indices du coût de la vie, 1972-80	71
35. Indices du coût de la vie : ménages à revenu moyen, 1979-82	72
36. Indices du coût de la vie : agglomérations urbaines, 1979-82	73
37. Rémunérations hebdomadaires moyennes dans les établissements privés de Riyad dans les principales catégories professionnelles, 1976-80	74
38. Variations des dépenses intérieures publiques nettes, de la liquidité du secteur privé et du PIB non pétrolier, 1973/74-1980/81	75
39. Dépenses budgétaires par ministères, 1976/77-1982/83	76
40. Transferts et subventions budgétaires, 1976/77-1982/83	77
41. Situation monétaire, 1975/76-1981/82	78
42. Bilan consolidé de l'AMAS, 1975/76-1981/82	79
43. Bilan consolidé des banques commerciales, 1975/76-1981/82	80
44. Bilan consolidé des institutions de crédit spécialisées, 1975/76-1980/81	81
45. Balance des paiements, 1973-80	82
46. Composition des importations, par produits, 1975-81	83
47. Importations financées par les banques commerciales, 1975-81	84
48. Exportations mensuelles à destination de l'Arabie Saoudite déclarées par les pays industriels, 1975-81	85
49. Répartition des importations originaires des pays industriels, 1973-81	86
50. Evolution du taux de change, décembre 1975-avril 1982	87

### Graphique

1. Variations des dépenses publiques intérieures nettes, de la liquidité et du PIB non pétrolier, 1973/74-1980/81	26a
---	-----

### Sigles

ARAMCO	- Arabian American Oil Company
CGC	- Gulf Cooperation Council
OPEC	- Organisation des pays exportateurs de pétrole
PETROMIN	- General Petroleum and Mineral Organization
PIF	- Fonds d'investissement public
REDF	- Caisse de développement immobilier
SAB	- Banque agricole saoudienne
SABIC	- Saudi Basic Industries Corporation
SAMA	- Agence monétaire de l'Arabie Saoudite
SFD	- Fonds saoudien pour le développement
SIDF	- Fonds saoudien de développement industriel

Arabie Saoudite - Données de base

Superficie 2.240.000 kilomètres carrés  
1980/81  
(Pourcentage du PIB total)

Origine du PIB aux prix courants

Secteur pétrolier	69,5
PIB non pétrolier	30,5
Secteur public	(12,8)
Secteur privé	(17,7)

Exercices budgétaires <sup>1</sup>	<u>1976/77</u>	<u>1977/78</u>	<u>1978/79</u>	<u>1979/80</u>	<u>1980/81</u>	Résultats effectifs <u>1981/82</u>
	<u>(Pourcentage)</u>					
Variations annuelles de la production et des prix PIB non pétrolier à prix constants (1969/70)	16,9	14,5	11,2	12,1	12,3	
Secteur public	(12,9)	(13,5)	(13,2)	(10,1)	(6,9)	
Secteur privé	(18,9)	(15,0)	(10,2)	(13,0)	(14,9)	
Indice d'ajustement implicite du PIB non pétrolier <sup>2</sup>	22,4	16,0	7,3	8,9	7,6	
Indice du coût de la vie <sup>2,3</sup> (ménages saoudiens à revenus moyens)	23,0	4,0	1,5	2,4	3,6	
	<u>(Milliards de riyals saoudiens)</u>					

Finances publiques

Recettes	<u>135,9</u>	<u>130,7</u>	<u>131,5</u>	<u>211,2</u>	<u>348,1</u>	<u>366,5</u>
Recettes pétrolières	121,2	114,0	115,0	189,3	319,3	327,9
Autres	14,8	16,7	16,5	21,9	28,8	38,6
Dépenses	<u>128,2</u>	<u>138,0</u>	<u>148,0</u>	<u>188,4</u>	<u>236,6</u>	<u>288,2</u>
Dépenses courantes	43,0	70,6	53,8	58,4	89,7	115,7
Dépenses consacrées aux projets	54,7	66,6	77,0	104,6	123,1	144,3
Transferts aux insti- tutions de crédit spécialisées	30,6	0,8	17,2	25,4	23,7	28,2
Excédent ou déficit (-)	<u>7,7</u>	<u>-7,3</u>	<u>-16,5</u>	<u>22,8</u>	<u>111,5</u>	<u>78,3</u>

Pour mémoire :

Dépenses du secteur public (comptabilité de caisse) <sup>4</sup>	104,6	145,1	147,0	178,4	229,6	...
--	-------	-------	-------	-------	-------	-----

Arabie Saoudite - Données de base (suite)

	<u>1976/77</u>	<u>1977/78</u>	<u>1978/79</u>	<u>1979/80</u>	<u>1980/81</u>	Onze premiers mois <u>1981/82</u>
<u>(Milliards de riyals saoudiens)</u>						
Facteurs ayant une incidence sur l'expansion de la masse monétaire						
1. Variations des avoirs extérieurs (nets)	48,4	2,4	-18,2	45,9	135,1	126,4
2. Variations des dépôts du secteur public (accroissement -)	-31,1	14,4	15,5	-32,8	-118,5	-112,0
3. Crédit au secteur privé	-0,1	2,8	8,5	9,5	11,0	6,3
4. Autres postes (net)	-4,2	-3,3	1,9	-11,4	-12,7	1,1
5. Dépenses intérieures nettes de l'Etat	62,6	94,4	95,3	126,6	143,7	...
6. Etat de la balance des paiements du secteur privé	-45,4	-77,6	-98,0	-113,5	-127,1	...
7. Variations de la monnaie et de la quasi-monnaie <sup>5</sup> (pourcentage par an)	12,9 (52,7)	16,3 (43,6)	7,8 (14,5)	11,3 (18,4)	14,8 (20,4)	21,9 (25,0)
<u>(Milliards de dollars E.U.)</u>						
Avoirs extérieurs (nets) du système bancaire (fin de période)	<u>59,0</u>	<u>61,1</u>	<u>58,2</u>	<u>72,1</u>	<u>112,0</u>	<u>147,3</u>
Avoirs extérieurs de la SAMA	57,4	58,2	56,1	66,7	102,3	133,3
Avoirs extérieurs nets des banques commerciales	1,6	2,9	2,1	5,4	9,7	14,0
	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>
<u>(Millions de barils/jour)</u>						
Production de pétrole brut	8,58	9,20	8,30	9,53	9,90	9,82
En pourcentage de :						
Production de l'OPEP	(27,9)	(29,5)	(27,7)	(30,9)	(36,7)	(43,5)
Production mondiale	(14,4)	(14,8)	(13,2)	(14,7)	(15,9)	(16,8)

Arabie Saoudite - Données de base (fin)

	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>Résultats effectifs 1981</u>
	<u>(Milliards de dollars E.U.)</u>					
Balance des paiements <sup>6</sup>						
Exportations, f.o.b.	35,5	40,2	37,0	58,1	100,8	110,7
Dont : exportations de pétrole	(35,4)	(40,1)	(36,9)	(57,9)	(100,6)	(110,5)
Importations, f.o.b.	-10,4	-14,7	-20,0	-23,5	-28,2	-34,0
Services et transferts privés (nets)	-7,6	-9,8	-15,3	-19,9	-25,6	-24,6
Biens, services et transferts privés	<u>17,6</u>	<u>15,8</u>	<u>1,7</u>	<u>14,6</u>	<u>46,9</u>	<u>52,1</u>
Capitaux du secteur pétrolier (net) et autres investissements directs	0,4	-0,8	0,6	-1,4	-3,2	3,4
Autres capitaux privés (net) et erreurs et omissions	-1,3	-1,5	0,9	-7,8	-8,3	-6,2
Banques commerciales (net)	-0,5	-0,7	-0,6	-1,6	-3,7	-6,3
Aide publique extérieure	-3,3	-3,9	-3,9	-3,5	-5,5	-7,0
Autres capitaux et réserves officiels (augmentation -)	-12,0	-10,5	1,4	-0,4	-26,2	-36,0

<sup>1</sup>Sur la base du calendrier de l'hégire.

<sup>2</sup>Moyennes annuelles.

<sup>3</sup>La méthode de calcul de l'indice du coût de la vie a été modifiée à plusieurs reprises ces dernières années. Les données ci-dessus proviennent du raccordement de plusieurs indices.

<sup>4</sup>Après ajustement des dépenses budgétaires pour tenir compte des opérations nettes des institutions de crédit spécialisées et des décalages entre les données budgétaires et les données monétaires.

<sup>5</sup>Correspond à la somme des postes 1-4 ou des postes 3-6.

<sup>6</sup>Etablie en partie sur les estimations faites par les services du Fonds. Les taux de change annuels moyens suivants (en riyals saoudiens par dollar E.U.) ont été utilisés : 1976 - 3,53 riyals; 1977 - 3,5251 riyals; 1978 - 3,3996 riyals; 1979 - 3,3608 riyals; 1980 - 3,3267 riyals; 1981 - 3,3826 riyals.



## I. Revenu national, production et planification

### 1. Evolution globale de la situation économique jusqu'en 1980/81<sup>1</sup>

La production de pétrole continue d'être la principale activité de l'économie saoudienne. Aux prix courants, sa part dans le PIB total en 1980/81 a atteint près de 70 %, contre 60 % en moyenne les trois années précédentes. Cette augmentation, qui a pour ainsi dire redonné au secteur pétrolier l'importance relative qu'il avait il y a cinq ans, résulte à la fois de la forte hausse de la valeur nominale de la production pétrolière, par laquelle s'est traduit le renchérissement de cette source d'énergie en 1979-80, et de la formidable expansion de la production (tableau 1 du texte et tableau 17 de l'annexe).

L'évolution du secteur pétrolier a joué, directement ou indirectement, un rôle fondamental dans la croissance rapide de l'économie saoudienne au cours de la décennie 70. Toutefois, il est difficile d'évaluer avec précision la contribution de ce secteur. A prix constants, 1969/70 (tels qu'ils sont utilisés dans la comptabilité nationale), la part du secteur pétrolier dans la croissance du PIB n'a été, pour la période de cinq ans qui s'est terminée en 1980/81, que de 30 %. Aux prix courants, elle se situe autour de 70 %. La différence entre ces deux chiffres reflète avant tout l'amélioration très sensible des termes de l'échange liée au relèvement des prix du pétrole en 1979-80. En l'absence de certaines données, on ne peut mesurer qu'approximativement la portée de cette amélioration. Entre 1978 et 1980, la valeur moyenne des exportations de pétrole exprimée en dollars a augmenté d'environ 128 %. Dans le même temps, les prix en dollars des importations sont montés d'environ 29 % selon les estimations des services du Fonds, qui se basent sur les données disponibles concernant les partenaires commerciaux de l'Arabie Saoudite. Les termes de l'échange, mesurés par le rapport entre ces deux indices, se sont donc améliorés de 77 %. En 1978/79, le secteur pétrolier a représenté 57 % environ du PIB, soit une amélioration des termes de l'échange équivalente à 40-50 % du PIB total.

L'accroissement des recettes tirées du secteur pétrolier non seulement a contribué directement à la croissance du revenu par son influence telle que décrite ci-dessus sur la production et les termes de l'échange, mais il a joué en outre un rôle décisif dans l'essor rapide du secteur non pétrolier, qu'il a indirectement favorisé. C'est par le biais des dépenses publiques, dont le montant élevé et croissant a été financé par le produit accru des ventes de pétrole que s'est exercé avant tout cet effet. Les dépenses ont stimulé la demande intérieure, ce qui, vu l'étroitesse de la base productive nationale, a provoqué une

---

<sup>1</sup>L'exercice saoudien commence au milieu de l'année de l'hégire et se termine au milieu de l'année suivante. Conformément au calendrier de l'hégire, il avance d'environ 11 jours chaque année par rapport au calendrier grégorien. L'exercice 1980/81 s'est achevé le 4 mai 1981. On trouvera au tableau 16 de l'annexe une concordance des fins de mois du calendrier de l'hégire avec le calendrier grégorien.

hausse très sensible des importations; leur part dans les dépenses finales de l'Etat a été importante. Les activités de manutention, de distribution et, dans le cas des biens d'équipement, d'installation, liées à la croissance des importations, ont été pour beaucoup dans l'augmentation de la valeur ajoutée intérieure. La demande de produits nationaux ne faisant pas l'objet d'échanges a aussi fortement progressé dans les secteurs des services et de la construction. Ceux-ci ont ainsi connu une expansion qui, facilitée par un apport considérable de main-d'oeuvre étrangère, a contribué au premier chef à celle du secteur non pétrolier, au cours de la décennie passée.

Le taux de croissance du secteur non pétrolier et la pression de la demande s'exerçant sur ce dernier ont considérablement varié ces dernières années. Après avoir vivement augmenté en 1976/77, se situant à près de 15 %, le taux de croissance du PIB total à prix constants est tombé à 6-7 % les deux années suivantes, en raison essentiellement du taux d'accroissement très réduit du volume de la production pétrolière. La progression plus lente des recettes pétrolières qui en est résultée et l'effet conjugué des mesures de stabilisation appliquées par les autorités ont conduit à un sensible ralentissement des dépenses budgétaires en 1977/78 et 1978/79. Ces mesures ont entraîné une décélération de la demande intérieure, provoquant un fléchissement du taux de croissance du PIB non pétrolier, qui est passé de presque 17 % en 1976/77 à environ 11 % en 1978/79. Puis, avec l'élimination des contraintes qui pesaient sur l'offre et l'augmentation des revenus pétroliers, suite au relèvement des cours en 1979-80, les dépenses publiques ont retrouvé un rythme plus soutenu, enrayant ainsi la tendance à la baisse du taux de croissance réel du PIB non pétrolier : celui-ci s'est en effet maintenu à environ 12 % en 1979/80 et 1980/81. Le taux de croissance du PIB total a, lui aussi, quelque peu progressé pendant ces deux exercices, car la production pétrolière a augmenté un peu plus rapidement qu'au cours des deux précédents.

L'expansion du secteur non pétrolier est largement imputable au renforcement de la demande de biens ne faisant pas l'objet d'échanges observé essentiellement dans les services non publics et dans le secteur de la construction<sup>2</sup>. Depuis 1974/75, ces secteurs entrent chaque année pour plus de deux tiers dans la croissance du PIB non pétrolier à prix constants, et les variations de leur taux de croissance sont la principale cause des fluctuations du taux d'accroissement du PIB non pétrolier total. En revanche, la part des secteurs producteurs de marchandises (industrie et énergie) est modeste. Bien que le taux moyen d'accroissement de leur production ait été relativement élevé (jusqu'à plus de 15 % par année dans l'industrie manufacturière pendant la période de cinq ans

---

<sup>2</sup>Dans la classification par branches d'activité économique qui figure aux tableaux 18 et 19 de l'annexe, les "services non publics" représentent les rubriques suivantes : "commerce de gros et de détail, restaurants et hôtels", "transports, entreposage et communications", "finances, assurances, immobilier et services marchands", et "services communautaires, sociaux et personnels".

qui s'est terminée en 1980/81), ces secteurs n'ont que faiblement contribué au taux de croissance global<sup>3</sup> (tableau 18 de l'annexe) car, en termes absolus, ils sont de dimension réduite.

La structure des dépenses est déterminée avant tout par l'évolution de la situation budgétaire. Outre les importants paiements de transfert qu'il fait au titre tant des opérations courantes que de l'investissement, l'Etat effectue l'essentiel des dépenses intérieures finales (tableau 20 de l'annexe) : ainsi sa part dans les dépenses de cette catégorie a été en moyenne de 53 % pour la période de six ans qui s'est terminée en 1980/81. Au cours de cet exercice, les dépenses publiques ont représenté 50 % des dépenses intérieures totales, la part de la consommation dans les dépenses de l'Etat se montant à 45 % de la consommation totale et celle de l'investissement à 64 % de la formation brute totale de capital fixe. La répartition des dépenses entre la consommation globale et l'investissement varie peu depuis quelques années. Entre 1975/76 et 1980/81, la consommation a représenté environ 62 % en moyenne des dépenses intérieures totales, le seul écart enregistré étant dû à la forte hausse des dépenses publiques en 1978/79 et 1979/80. Toutefois, la part de la consommation privée dans les dépenses totales a quelque peu augmenté en 1977/78, puis s'est maintenue à environ 32 %. Dans le même temps, le rapport entre la consommation privée et les revenus autres que publics - à savoir les salaires et l'excédent d'exploitation du secteur non pétrolier (tableau 21 de l'annexe) - a lui aussi augmenté, traduisant peut-être l'atténuation des contraintes matérielles qui pesaient sur l'entrée des importations, vers la fin des années 70. La formation brute de capital fixe a représenté en moyenne 38 % environ des dépenses intérieures totales au cours de la période 1975/76-1980/81, seuls quelques écarts minimes étant enregistrés. L'investissement dans le secteur privé a quelque peu perdu de son importance relative à partir du milieu des années 70, en raison probablement du ralentissement de l'activité dans le secteur de la construction résidentielle, mais sa part dans les dépenses intérieures totales est restée stable : 9 % environ pendant la période de trois ans qui a pris fin en 1980/81.

Bien que la composition des dépenses n'ait guère changé, le ratio de l'épargne intérieure a sensiblement varié, ce qui s'explique avant tout par les fluctuations des recettes pétrolières, lesquelles ne se répercutent sur les dépenses qu'avec retard. L'épargne intérieure (investissement plus exportations nettes) est ainsi tombée progressivement de 68 % du PIB en 1975/76 à 47 % en 1978/79. Puis, avec le gonflement des recettes pétrolières, elle est remontée à 62 % en 1980/81.

---

<sup>3</sup>Bien que ces conclusions restent essentiellement valables quelle que soit la méthode de calcul utilisée, il faut noter que les prix relatifs dans le secteur non pétrolier varient considérablement depuis 1969/70. Mesurer la croissance réelle à prix constants en se fondant sur cet exercice présente donc peut-être un intérêt limité.

## 2. Planification du développement

### a. Premier et Deuxième plans quinquennaux de développement<sup>4</sup>

C'est au cours de l'exercice 1970/71 qu'a été officiellement introduite en Arabie Saoudite la planification du développement. Deux plans quinquennaux se sont achevés depuis et un troisième a commencé en 1980/81. Au cours du Premier plan de développement (1970/71-1974/75), le gros des dépenses - 78 milliards de riyals au total - a été affecté à la mise en place essentiellement de l'infrastructure de base (en particulier les équipements publics) et à l'amélioration des services publics. Le Deuxième plan de développement (1975/76-1979/80), contrairement au précédent, a été élaboré alors que les ressources financières du pays avaient sensiblement augmenté. Ses principaux objectifs étaient d'accroître la capacité d'absorption de l'économie en renforçant considérablement l'infrastructure matérielle et les services sociaux, et à encourager le secteur privé à participer à l'effort de développement en lui offrant des stimulants, d'ordre financier notamment. Le montant total des dépenses publiques effectuées dans le cadre du Deuxième plan - 684 milliards de riyals - a été neuf fois plus important que le montant correspondant pour le Premier plan et elles ont dépassé les prévisions de 37 %, conséquence, dans une certaine mesure, des taux d'inflation élevés enregistrés au début de la période du plan. Bien que les autorités aient freiné la croissance des dépenses publiques totales, notamment les troisième et quatrième années, afin de rétablir la stabilité des prix intérieurs, l'exécution du Deuxième plan a été une réussite dans la plupart des domaines. Le PIB réel non pétrolier a augmenté de presque 15 % en moyenne, dépassant l'objectif fixé à un peu plus de 13 % ainsi que le taux moyen correspondant pour le Premier plan (tableau 2). Des résultats impressionnants ont été obtenus en ce qui concerne l'approvisionnement en eau, l'électricité, le logement, les transports et les communications et les services sociaux. La capacité de dessalement de l'eau est passée de 0,2 million à 63 millions de m<sup>3</sup> par an; la capacité de production d'énergie électrique installée a augmenté de 133 %; plus de 350.000 unités d'habitation ont été construites; le réseau des routes asphaltées s'est étendu de 76 %; les installations portuaires ont connu un grand développement et le nombre des postes d'amarrage a été porté de 24 à 130; celui des lignes téléphoniques est passé de 262.000 à 697.000. Ces investissements d'infrastructure et l'amélioration simultanée des services administratifs se sont soldés par l'élimination virtuelle des goulots d'étranglement au niveau de l'offre (notamment la congestion dans les ports) qui s'étaient formés à partir de 1975, ce qui a largement contribué à rétablir la stabilité des prix intérieurs. Des résultats spectaculaires ont été obtenus aussi dans le domaine du développement des ressources sociales et humaines. On a construit une douzaine de grands hôpitaux (publics et privés), ce qui porte leur nombre à 103. Le nombre des étudiants inscrits a augmenté de 33 % et celui des centres de formation professionnelle a presque triplé, passant à 26.

---

<sup>4</sup>On trouvera des détails sur les buts et les objectifs des deux premiers plans quinquennaux dans les documents SM/76/57, SM/79/94 et SM/81/134.

## b. Le Troisième plan quinquennal de développement

Le Troisième plan quinquennal de développement, qui couvre la période 1980/81-1984/85, ressemble dans les grandes lignes aux deux plans précédents, si ce n'est qu'en matière d'investissement il prévoit une réorientation des priorités en faveur des secteurs productifs et du développement des ressources humaines intérieures. Les principaux objectifs qui lui sont assignés sont les suivants : diversifier la base économique afin d'équilibrer la croissance, développer les ressources intérieures de main-d'oeuvre, renforcer les programmes sociaux et continuer d'encourager le secteur privé à se joindre à l'effort de mise en valeur du pays. Le Troisième plan prévoit des dépenses civiles totales (non compris les paiements de transfert et l'aide extérieure) de 783 milliards de riyals, dont 702 milliards pour les dépenses courantes et les dépenses d'équipement consacrées aux projets de développement, le reste allant aux dépenses administratives, aux subventions et aux réserves d'urgence. Comme le montre le tableau 3, les dépenses de développement prévues font apparaître un net changement d'orientation, au détriment de l'infrastructure matérielle et en faveur du développement des ressources économiques liées aux secteurs productifs, notamment les industries à forte intensité de capital basées sur les hydrocarbures, les industries de transformation légères et les projets agricoles (voir ci-dessous). La proportion des investissements relatifs à l'infrastructure matérielle dans les dépenses totales de développement du secteur public est ramenée de presque 50 % dans le cadre du Deuxième plan à 35 % dans le Troisième plan, tandis que la proportion des investissements dans le développement des ressources économiques est portée de 25 % à 37 %. La part relative des dépenses au titre du développement des ressources humaines (principalement l'éducation et la formation) a quelque peu augmenté (18,5 %), tandis que celle du développement social doit rester approximativement la même : 9 %. Malgré la modification apportée à la répartition des dépenses, le Troisième plan prévoit de renforcer sensiblement l'infrastructure matérielle du pays (routes, ports, aéroports, approvisionnement en eau, production d'électricité et logement). Ce choix, conjugué aux investissements équitablement répartis entre les régions que le secteur public effectuera dans le cadre des grands projets industriels fondés sur les hydrocarbures devrait inciter le secteur privé à investir dans les industries secondaires. L'un des principaux objectifs du Troisième plan est de réduire la dépendance du pays vis-à-vis de la main-d'oeuvre étrangère. Selon les prévisions, 155.000 travailleurs s'ajouteront aux effectifs de la main-d'oeuvre civile, ce qui correspond à un taux annuel de croissance de 1,2 % seulement, on estime en effet que la contribution du secteur de la construction au PIB non pétrolier devrait sensiblement fléchir. Puisque la croissance de la main-d'oeuvre étrangère devrait être quasiment nulle, la progression des effectifs sera essentiellement imputable à l'emploi accru de nationaux. On s'attend que la croissance lente de l'emploi sera compensée en partie par des gains de productivité d'environ 5 % par an; ceux-ci résulteront d'une utilisation plus efficace du stock de capital, d'une amélioration des techniques de gestion et des méthodes d'organisation ainsi que du relèvement du niveau des qualifications découlant de la priorité croissante accordée à la formation de la main-d'oeuvre.

Reflétant surtout les contraintes existant au niveau de la main-d'oeuvre, le Troisième plan a des objectifs de croissance relativement modestes. Le PIB réel non pétrolier n'augmentera que de 6,2 % par an, alors que le taux de croissance annuel moyen avait presque atteint 15 % au cours du Deuxième plan. En dépit du changement d'orientation analysé ci-dessus, l'essentiel de la croissance du secteur non pétrolier reposera sur les secteurs des services, car les projets qui doivent absorber le gros du volume accru des dépenses affectées au développement des ressources économiques se caractérisent par un coefficient de capital élevé; en outre, nombre d'entre eux ne seront pas achevés d'ici la fin de la période couverte par le plan. Le taux de croissance du PIB réel non pétrolier a été supérieur à 12 % au cours de la première année du plan (1980/81), dépassant nettement l'objectif prévu de croissance annuelle; mais la croissance du secteur non pétrolier projetée dans le cadre du Troisième plan reposait sur l'hypothèse d'une contrainte sérieuse de main-d'oeuvre. Or, la politique relative à la main-d'oeuvre étrangère a été appliquée avec souplesse.

### 3. Le secteur pétrolier

L'Arabie Saoudite est le premier exportateur mondial de pétrole depuis 1971 et le troisième producteur de brut et de gaz liquide (après l'URSS et les Etats-Unis). En 1981, sa production a représenté une sixième de la production mondiale de pétrole et près de 44 % de la production totale des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). On estime ses réserves de pétrole brut à un quart du total des réserves mondiales récupérables. Toutefois, de vastes portions du territoire n'ont pas encore été explorées.

L'Arabian American Oil Company (Aramco) est la première société pétrolière mondiale; elle a assuré environ 98 % de la production totale de pétrole brut de l'Arabie Saoudite en 1981 (tableau 4). Le capital de l'Aramco était autrefois détenu par quatre sociétés pétrolières américaines<sup>5</sup>, mais en 1973, le gouvernement saoudien a commencé d'acquérir des actions de cette société. La prise de contrôle intégrale par le gouvernement s'est terminée en 1980. Tandis que les ex-partenaires étrangers continuent d'assurer certains services - notamment la production - et de commercialiser la plus grande partie du pétrole vendu à l'extérieur, depuis quelques années la société pétrolière d'Etat (Petromin) vend des quantités croissantes de pétrole directement aux gouvernements ou aux sociétés pétrolières nationales des pays importateurs. La Petromin se charge aussi du raffinage et de la distribution des produits pétroliers sur le marché national. Elle a fondé des entreprises de forage et de transport par bateau et d'autres sociétés liées à l'industrie pétrolière. Le reste de la production saoudienne de brut provient de deux sociétés opérant dans la zone divisée, que l'Arabie Saoudite partage avec le Koweït. La Getty Oil Company opère dans la partie saoudienne de la zone d'exploitation sur terre, tandis que l'Arabian Oil Company opère dans la partie située au large de la zone divisée

---

<sup>5</sup>Exxon, Socal (Standard Oil Company of California), Texaco et Mobil.



et sa production est répartie également entre l'Arabie Saoudite et le Koweït. La production totale que l'Arabie Saoudite tire des activités de ces deux sociétés a varié ces dernières années entre 200.000 et 300.000 barils par jour puis elle est tombée à environ 150.000 barils par jour au premier trimestre de 1982.

Depuis le début des années 70, l'Aramco poursuit un vaste programme de prospection et de mise en valeur des gisements, de construction d'oléoducs, de terminaux maritimes et autres installations connexes dans ses concessions à terre et en mer (qui représentent environ 10 % de la superficie totale de l'Arabie Saoudite) dans l'est du pays. C'est ainsi que de nouveaux gisements ont été découverts ces dernières années et les réserves prouvées de pétrole brut ont continué d'augmenter malgré le niveau élevé de la production (tableau 23 de l'annexe). Les réserves totales (y compris les réserves probables) étaient estimées, à la fin de 1981, à 50 fois la production de l'Aramco cette année-là. La capacité de production installée de cette société a été sensiblement augmentée et l'on estime que sa capacité actuelle devrait permettre de maintenir la production au taux de 11 millions de barils par jour environ. La nouvelle capacité s'applique essentiellement au brut moyen et lourd, conformément à la politique gouvernementale qui vise à modifier progressivement le ratio de production brut léger/brut lourd, de manière qu'il reflète la composition des réserves. L'un des grands projets réalisés dernièrement dans le secteur pétrolier a été la construction d'un oléoduc de 1.200 km (Petroline) pour le transport du brut à travers la péninsule entre les gisements situés à l'est du pays et un nouveau terminal maritime à Yanbu, sur la mer Rouge. Cet oléoduc, qui a été achevé en 1981, a une capacité initiale de 1,85 million de barils par jour, qui pourrait être renforcée plus tard; autre mode de transport, à côté des expéditions de pétrole à travers le golfe, il a sensiblement réduit les distances entre l'Arabie Saoudite et les principaux pays importateurs de pétrole de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord.

La politique saoudienne en matière de production pétrolière a consisté essentiellement à agir sur le niveau maximal de production autorisé - ou plafond - de l'Aramco. Bien que l'Arabie Saoudite ait déterminé ses prix à l'exportation dans le cadre des décisions adoptées par les pays membres de l'OPEP, elle a toutefois appliqué des prix sensiblement différents de ceux qu'ont pratiqués la plupart des pays membres de l'OPEP en 1979-81. De la fin de 1974 à la fin de 1978, le marché pétrolier mondial a été relativement stable et les fluctuations des prix ont été négligeables. Pendant cette période, la production saoudienne totale de brut a varié entre 7,1 et 9,2 millions de barils par jour, en fonction essentiellement des modifications de la demande mondiale et de la production des autres pays. A partir de 1974, la production totale de l'Aramco a été soumise à un plafond annuel de 8,5 millions de barils par jour, sauf en 1977 où cette disposition a été provisoirement assouplie. Pendant la période 1974-78, la production saoudienne n'a pas suivi une évolution régulière, contrairement aux années précédentes, où elle avait continuellement augmenté (tableau 22 de l'annexe).

La quasi-totalité de la période 1979-81 s'est caractérisée par les tensions et l'instabilité qui ont régné sur le marché mondial du pétrole, par de fortes hausses des prix et par l'absence d'uniformité dans la fixation des prix<sup>6</sup>. Le plafond de production de l'Aramco a été porté à 9,5 millions de barils par jour au premier trimestre de 1979 et maintenu à ce niveau jusqu'à la fin du troisième trimestre de 1980, sauf au deuxième trimestre de 1979, où il a été provisoirement réduit. Le déclenchement, en septembre 1980, des hostilités entre l'Iran et l'Irak a provoqué des tensions sur le marché; le plafond a alors été fixé à 10 millions de barils par jour au dernier trimestre de 1980 et maintenu à ce niveau jusqu'à la fin d'août 1981. Après les réductions momentanées introduites en septembre/octobre 1981, le plafond a été abaissé à 8,5 millions de barils par jour; cette décision, intervenue après la conclusion d'un accord sur l'unification des prix, a pris effet le 1<sup>er</sup> novembre 1981. Suite à un nouveau fléchissement marqué du marché pétrolier au début de 1982, la production maximale autorisée de l'Aramco a été fixée à 7,5 millions de barils par jour en mars 1982 et à 7 millions à partir d'avril 1982.

Pendant presque toute la période 1979-81, la production réelle de l'Aramco s'est approximativement maintenue aux niveaux indiqués ci-dessous. Compte tenu de la production des deux sociétés opérant dans la zone divisée, la production annuelle de brut de l'Arabie Saoudite a augmenté de 15 % en 1979 - soit 9,5 millions de barils par jour - puis encore de 4 % en 1980, soit 9,9 millions de barils par jour (tableau 22 de l'annexe). Bien que la production totale ait dépassé les 10 millions de barils par jour au cours du premier semestre de 1981, elle a légèrement fléchi sur une base annuelle (de 1 %, pour s'établir à 9,8 millions de barils par jour en 1981) du fait de la réduction du plafond de l'Aramco, intervenue vers la fin de l'année. La part de la production saoudienne dans la production totale des pays membres de l'OPEP est passée de 27 % en moyenne pendant la période 1973-78 à environ 37 % en 1980 et à 43,5 % en 1981, car l'Arabie Saoudite a eu une production plus importante que la plupart des autres pays membres de l'OPEP qui ont sensiblement réduit la leur. A la suite des nouvelles réductions dont a fait l'objet, en mars-avril 1982, le plafond de l'Aramco et du ralentissement de la demande de pétrole, la production totale de l'Arabie Saoudite est tombée à guère plus de 8 millions de barils par jour au premier trimestre de 1982, puis à 6,7 millions environ, en avril 1982.

Depuis 1974, la structure des prix officiels à l'exportation des pays membres de l'OPEP est fondée sur un prix uniforme pour le brut le plus courant de l'Arabie Saoudite (Arabian light 34° API - le brut dit "de référence") qui, ces dernières années, a constitué les deux tiers de la production saoudienne totale. De la fin de 1974 à la fin de 1978, le

---

<sup>6</sup>Pour une analyse de l'évolution du marché mondial du pétrole au cours de cette période, voir Perspectives de l'économie mondiale, étude effectuée par les services du Fonds monétaire international, juin 1981 et avril 1982.



prix du brut de référence a été majoré, par décision des pays membres de l'OPEP, d'environ 21 % au total. Les prix des autres catégories de brut ont généralement suivi une évolution parallèle à celle du brut de référence - les disparités de prix traduisant les différences de densité et d'autres caractéristiques telles que la situation géographique des gisements - bien que certains écarts aient été provoqués, par exemple, par des variations de la demande pour telle ou telle catégorie de brut. Cette période de hausse modérée et ordonnée des prix a pris fin au début de 1979. Les deux années suivantes, les pays exportateurs ont, individuellement, relevé fortement leurs prix; les mêmes qualités de brut se vendaient à des prix différents, les pays membres n'étant pas parvenus, au cours des réunions de l'OPEP, à se mettre d'accord sur un tarif unique.

L'Arabie Saoudite a augmenté à neuf reprises les prix de son brut en 1979 et 1980 (tableau 24 de l'annexe), avec effet rétroactif dans la plupart des cas et, au premier trimestre de 1981, ses prix moyens à l'exportation étaient supérieurs d'environ 154 % à ceux qu'elle pratiquait à la fin de 1978. Ils restaient, toutefois, sensiblement inférieurs aux prix appliqués par les autres principaux exportateurs de pétrole pendant cette période; le prix moyen pondéré du pétrole exporté par l'ensemble du groupe des douze principaux pays exportateurs (tel qu'il est mentionné dans Statistiques financières internationales) a augmenté d'environ 170 %.

Après le premier trimestre de 1981, les prix mondiaux du pétrole ont commencé de baisser et le prix moyen appliqué par les pays exportateurs a fléchi au cours des deuxième et troisième trimestres. Les prix de l'Arabie Saoudite, toutefois, n'ont pas varié pendant cette période. Lors de leur réunion du 29 octobre 1981, à Genève, les membres de l'OPEP sont parvenus à un accord général sur l'unification des prix, en vertu duquel l'Arabie Saoudite devait porter le prix du brut de référence de 32 à 34 dollars par baril (nouveau prix unifié de référence), tandis que la plupart des autres pays membres réduiraient les leurs. L'Arabie Saoudite a relevé également les prix de ses principaux autres bruts à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1981. Lors d'une réunion ultérieure en décembre 1981, les pays membres de l'OPEP ont fixé des prix différents selon les qualités, réduisant sensiblement le prix du brut lourd, particulièrement peu demandé. C'est ainsi qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1982, l'Arabie Saoudite a diminué les prix de ses bruts lourds de 50 à 60 cents E.U. par baril. Les 19 et 20 mars 1982, l'OPEP décidait de réduire l'écart de prix entre les bruts légers et les autres bruts et, à partir du 20 mars 1982, l'Arabie Saoudite a baissé le prix de son brut léger Berri de 88 cents E.U. par baril. Ces modifications, estime-t-on, ont eu pour conséquence d'augmenter d'environ 3 % le prix moyen du pétrole exporté par l'Arabie Saoudite entre le premier trimestre de 1981 et le deuxième trimestre de 1982, alors que le prix correspondant pratiqué par l'ensemble du groupe des douze principaux exportateurs de pétrole aurait fléchi de 6 % dans la même période.

Seule une faible fraction de la production saoudienne de brut a été raffinée localement, ces dernières années, dans cinq installations (tableau 25 de l'annexe), la majeure partie ayant été exportée. Bien que l'Arabie Saoudite en exporte aussi une partie, la production de

produits raffinés est de plus en plus utilisée localement, la consommation intérieure ayant en effet vivement progressé ces dernières années (plus de 30 % par année) pour se situer à 174 millions de barils en 1980 (tableau 26 de l'annexe); les données pour 1981 ne sont pas encore disponibles. Les prix intérieurs des produits pétroliers sont bas (le supercarburant vaut environ 24 cents E.U. le litre à Riyad) et n'ont pas changé depuis 1978. La capacité totale des raffineries qui alimentent le marché intérieur est en voie d'expansion et l'on a déjà lancé la construction de grandes installations, destinées tant au marché intérieur qu'extérieur, tandis que d'autres en sont au stade de la planification. Les nouvelles raffineries dont la production est destinée à l'exportation prendront la forme de co-entreprises appartenant à parts égales (50 %) à Petromin et à un partenaire étranger; parmi ces projets figure notamment la construction de trois complexes : l'un à Jubail, d'une capacité de 250.000 barils par jour (en association avec la Royal Dutch Shell) devrait entrer en fonctionnement en 1985; un autre à Rabiq, d'une capacité de 325.000 barils par jour (avec Petrola), devrait être achevé en 1983; le dernier à Yanbu (avec Mobil) d'une capacité de 250.000 barils par jour. En outre, une grosse raffinerie destinée à la consommation intérieure doit être installée à Yanbu. On estime qu'une fois ces projets réalisés, la capacité totale de raffinage de l'Arabie Saoudite atteindra quelque 2 millions de barils par jour vers le milieu des années 80, contre moins d'un million par jour en 1980.

Malgré la forte croissance de la consommation intérieure de pétrole enregistrée ces dernières années, le ratio consommation/production totale est resté faible (environ 5 % en 1980). Aussi les variations annuelles des exportations totales de brut et de produits raffinés ont-elles suivi de près celles des volumes extraits mentionnés ci-dessus (tableau 4 et tableau 27 de l'annexe). Les données relatives à la répartition géographique des exportations de pétrole, qui ne sont disponibles que par grandes régions (tableau 28 de l'annexe), montrent que les principaux clients de l'Arabie Saoudite sont toujours l'Europe occidentale, l'Asie (le Japon surtout) et l'Amérique du Nord.

Ces dernières années, l'évolution des recettes pétrolières de l'Etat saoudien a surtout reflété les variations de la production de brut et des prix à l'exportation indiquées ci-dessus. Le montant des recettes nettes de l'Etat est inférieur à la valeur des exportations, pour la raison essentielle que les paiements aux sociétés productrices (ou les bénéfices qui leur reviennent) et les coûts de production ont augmenté ces dernières années<sup>7</sup>. Les recettes publiques totales ont été plus que multipliées par trois, de 1978 à 1981, passant de 32 à 100 milliards de dollars (tableau 29 de l'annexe).

---

<sup>7</sup>La différence s'explique aussi par le fait que les recettes pétrolières de l'Etat sont enregistrées sur la base des paiements tandis que la valeur des exportations de pétrole est enregistrée sur la base des transactions (comme le montre la balance des paiements). En 1979, le décalage entre les exportations et l'encaissement des recettes a été ramené de deux mois environ à un mois.

#### 4. Gaz naturel

L'Arabie Saoudite possède d'importantes réserves de gaz naturel. Celles qui se situent dans la zone de l'Aramco sont estimées au total à plus de 3.171 milliards de mètres cubes, soit environ 4 % des réserves mondiales totales. La plus grande partie des réserves de gaz prouvées ont été découvertes en même temps que celles de pétrole brut, et la quasi-totalité du gaz est produite avec le pétrole, c'est-à-dire comme gaz associé. Jusque récemment, seule une portion relativement modeste du gaz produit était utilisée, par exemple pour réinjection dans les gisements, ou comme combustible ou matière première pour les industries saoudiennes, la plus grande partie étant passée à la torche.

En 1975, on a commencé les travaux d'un grand projet (le Master Gas System) visant à extraire, transporter et traiter près de 85 millions de mètres cubes de gaz par jour, ce qui représente la majeure partie du gaz associé produit dans la zone de l'Aramco. Ce projet, qui est réalisé par cette dernière, en application d'un contrat passé avec le gouvernement saoudien, comporte la construction d'usines de séparation du gaz et du pétrole aux gisements, de deux nouveaux centres de traitement du gaz à Shedgum et Uthmaniyah, de deux usines de fractionnement final du gaz à Juaymah, sur la côte est, et à Yanbu, sur la mer Rouge, et de gazoducs pour le transport vers les centres de traitement et les usines de fractionnement. Le principal gazoduc (parallèle à l'oléoduc de Petrolina) qui relie les installations des gisements situés dans la partie orientale de l'Arabie Saoudite à Yanbu a été achevé en 1981. L'usine de Juaymah a commencé à fonctionner en 1980, et on compte que celle de Yanbu entrera en exploitation en 1982. Les deux nouvelles usines de fractionnement (et celle de Ras Tanura, déjà construite) produiront des liquides de gaz naturel (LGN, c'est-à-dire du propane, du butane et de la gasoline) destinés à l'exportation, ainsi que de l'éthane qui sera utilisé comme combustible ou matière première par les grandes installations pétrochimiques en voie de construction à Jubail et à Yanbu. Le méthane et le soufre seront utilisés comme combustibles à d'autres fins industrielles, pour le dessalement de l'eau, dans les centrales électriques, ou comme matière première pour la production d'engrais. Ainsi, le Master Gas System fournit le soubassement d'une grande partie du programme saoudien, qui a pour objet de développer les industries de base durant le Troisième plan quinquennal.

En ce qui concerne la phase actuelle de ce projet, la plus grosse partie a été menée à terme, ce qui a porté les exportations totales de LGN d'environ 250.000 barils par jour en 1978 à environ 355.000 en 1980 et environ 440.000 en 1981, faisant de l'Arabie Saoudite le premier exportateur mondial de gaz. On estime que sa capacité totale d'exportations de LGN atteindra 600.000 barils par jour en 1983. La plus grande partie des exportations effectuées dans le cadre du Master Gas System est commercialisée par la Petromin, qui a signé un certain nombre de contrats avec des pays étrangers.

## 5. Evolution des secteurs non pétroliers

### a. Industrie

Le secteur industriel - qui englobe les industries extractives - est relativement peu important : y compris le raffinage du pétrole, il n'a représenté que 15 % du PIB non pétrolier en 1980/81. Toutefois, il progresse rapidement, au taux annuel de plus de 9 % à prix constants depuis 1975/76. Le rythme de croissance de l'emploi a été beaucoup moins soutenu et l'augmentation de la production a reflété essentiellement les gains de productivité rendus possibles par le haut niveau de l'investissement.

Les premières grandes entreprises industrielles établies en Arabie Saoudite se sont consacrées à la production de ciment, d'engrais et d'électricité. La production de ces trois marchandises a augmenté très rapidement ces dernières années (tableau 30 de l'annexe). Celle de ciment a atteint 4,3 millions de tonnes en 1981, soit plus du double du résultat obtenu trois années auparavant. Compte tenu de la mise en chantier, en 1981, de trois nouvelles entreprises et de l'achèvement prévu de deux autres en 1982, on estime que la capacité de production de ciment devrait excéder 8,8 millions de tonnes. La consommation totale de ce produit en 1980, dernière année pour laquelle on dispose de données, a été de 13,2 millions de tonnes. La production d'électricité a, elle aussi, progressé à un rythme rapide, puisqu'elle a été multipliée par quatre pendant la période de cinq ans se terminant en 1981, où elle a atteint plus de 21,4 millions de kilowatts-heures. Afin d'en faciliter encore l'expansion, on est en train de modifier la structure de cette industrie : on prévoit, en effet, d'établir un réseau couvrant tout le territoire et, à cet effet, de créer de grandes sociétés de production dans chaque région par fusion d'unités de moindre envergure. Ces sociétés ont déjà été constituées dans les régions orientale, occidentale et centrale. Il est également prévu d'accroître la production d'engrais dans le cadre des complexes pétrochimiques de Jubail et de Yanbu (voir ci-dessous).

La politique d'industrialisation met surtout l'accent sur le développement des activités à forte intensité de capital, liées aux hydrocarbures - raffinage et production pétrochimiques d'aval. Les installations de traitement du fer et de l'acier sont également en voie d'expansion. Cette stratégie vise à exploiter les abondantes ressources en capitaux et en hydrocarbures - notamment le gaz de torche (chapitre I, section 4) comme source d'énergie et comme matière première - pour créer une capacité industrielle dont les besoins en main-d'oeuvre seront relativement limités; l'Arabie Saoudite pourrait ainsi réduire sa dépendance vis-à-vis de la main-d'oeuvre étrangère. A cet effet, on met en oeuvre des programmes de formation qui permettront de doter les nouvelles installations d'un personnel saoudien nombreux. C'est la Petromin qui est chargée de développer la capacité de raffinage du pétrole, en collaboration avec des partenaires étrangers (chapitre I, section 3). Les projets relatifs à la production pétrochimique d'aval et au traitement du fer et de l'acier sont exécutés par la Saudi Basic Industries Corporation (SABIC), en association - à parts égales généralement - avec des sociétés étrangères. Outre la prise de participation,

le financement est normalement assuré par le Fonds d'investissement public (institution de crédit spécialisée qui consent des prêts au secteur public pour la réalisation de projets industriels et par les marchés financiers internationaux. Presque tous les projets sont locaux dans les nouvelles cités industrielles de Jubail et Yanbu, respectivement situées au nord de Dammam sur la côte est et au nord de Jeddah, sur la mer Rouge. On espère que la création de grandes entreprises manufacturières dans ces deux villes inciteront le secteur privé à y développer des activités secondaires. Le rôle des grands projets liés à la première phase de développement de ces complexes sera de fabriquer des produits pétrochimiques intermédiaires tels que l'éthane et le méthane; on estime leur coût direct à environ 30 milliards de riyals saoudiens. Leur exécution se poursuit conformément au calendrier fixé et la plupart des installations devraient fonctionner vers le milieu des années 80. Le tableau 31 de l'annexe fournit des renseignements à ce sujet. Il est prévu d'utiliser la production de ces unités comme intrants de base au cours de la deuxième phase de développement de l'industrie pétrochimique, où l'on construira des usines affectées à la fabrication de produits finals. Les plans relatifs à ces projets ne sont pas achevés.

On encourage aussi le secteur privé à développer les industries légères. Au milieu de l'année 1980, 2.056 licences avaient été délivrées pour un capital autorisé total de 60,7 milliards de riyals saoudiens; ce chiffre tient compte des projets exécutés par la SABIC (tableau 32 de l'annexe). Sur ce total, 1.170 entreprises avaient déjà été créées avec un capital autorisé de 16,8 milliards de riyals saoudiens. Les entreprises purement privées existant déjà se consacrent principalement à la fabrication de matériaux de construction mais certains articles nécessaires à l'industrie pétrolière, tels que câbles et canalisations, sont déjà produits en quantités importantes. Toutefois, la structure de la production se modifie : tandis que l'on décourage l'extension de la capacité affectée à la production de matériaux de construction, on met de plus en plus l'accent sur les biens de consommation tant durables - montage de climatiseurs - que non durables - produits alimentaires, textiles, produits d'emballage.

Un certain nombre de stimulants sont offerts aux investisseurs privés parmi lesquels : exonération des droits d'entrée sur le matériel, les matières premières et les pièces détachées importées; exonération temporaire de l'impôt sur le revenu des bénéfices réalisés par les partenaires étrangers dans les opérations en association (les personnes physiques et morales de nationalité saoudienne ne sont pas assujetties à l'impôt sur le revenu); traitement préférentiel dans les marchés de l'Etat, alors que les fournisseurs locaux disposent déjà d'un avantage de 10 % sur les prix et la qualité; offre de terrain pour l'implantation d'usines et logements à des loyers symboliques; enfin, dans quelques cas, tarifs protecteurs appliqués aux importations concurrentes (le taux maximum étant de 20 %). En outre, la Banque saoudienne de développement est autorisée à avancer sans intérêt jusqu'à 50 % du coût d'un projet industriel pour une période de 15 ans au maximum.

Les activités de prospection et de mise en valeur de ressources minérales autres que le pétrole et le gaz naturel ou de celles qui entrent dans la fabrication de matériaux de construction comme le granit

et le marbre ont été réduites, bien qu'il existe d'importants gisements. Une carte complète localisant les gisements de substances minérales doit être achevée d'ici 1985. Ceux qui ont été découverts jusqu'à présent recèlent de l'or, de l'argent, du cuivre, de l'uranium, du tungsten, du phosphate, de la bauxite et du fer. Dans la plupart des cas, on n'a pas encore déterminé le degré de rentabilité de leur exploitation, bien qu'on ait commencé d'extraire du minerai de fer à faible teneur et de l'or.

#### b. Agriculture

Le secteur agricole représente moins de 3 % du PIB non pétrolier, bien que son taux de croissance annuel en termes réels ait été d'environ 8 % pendant la période de cinq ans qui s'est terminée en 1980/81. Si son importance relative comme source de revenu a diminué, en revanche, l'agriculture contribue pour une grande part à l'emploi total (20 % en 1979/80). La production se compose essentiellement de céréales et d'un éventail limité de fruits et de légumes (tableau 33 de l'annexe). Bien que les données dont on dispose s'arrêtent en 1979/80, il semble que la production céréalière (notamment le blé) ait progressé très rapidement ces deux dernières années. L'élevage du bétail et de la volaille, qui se fait surtout dans le cadre de grandes entreprises commerciales, prend de plus en plus d'importance. Entre 1978 et 1980, la production d'oeufs et celle de poulets ont augmenté de plus de 50 %. Alors que la production nationale couvre plus des trois quarts de la consommation totale d'oeufs, le pourcentage correspondant pour la consommation de poulets est de moins de 20 % et la dépendance du pays vis-à-vis des importations reste donc élevée.

Entre autres mesures visant à encourager la production agricole, le gouvernement a fourni l'infrastructure (dans le domaine surtout du stockage de l'eau et de l'irrigation) et offert des stimulants économiques. Les possibilités d'exploiter plus intensivement la terre cultivable sont importantes. Les premières études font état d'une superficie cultivable d'environ 4,5 millions d'hectares et d'une zone beaucoup plus étendue d'environ 48 millions d'hectares qui conviendrait au pâturage. Cinq cent mille hectares seulement sont cultivés à l'heure actuelle et le principal obstacle au développement agricole est la pénurie d'eau. Toutefois, on a découvert de vastes nappes phréatiques dans diverses régions du pays. Pour assurer une alimentation suffisante en eau, on envisage de construire un grand nombre de barrages, ceux-ci retiendront l'eau de ruissellement qui, par un procédé d'infiltration reconstituera les nappes souterraines.

Presque tous les domaines qui intéressent la production agricole bénéficient de généreuses subventions de l'Etat. Toute personne remplissant les conditions voulues peut recevoir gratuitement une parcelle de terrain d'une superficie maximale de 500 hectares. Les bâtiments, le matériel et les facteurs de production sont vendus aux exploitants à des prix fortement subventionnés : les engrais, les produits d'alimentation des animaux, les machines et le matériel d'irrigation sont subventionnés à 50 %, les pesticides à 100 %, et l'équipement et les installations nécessaires à l'élevage de la volaille et à la production laitière le sont à 30 %. En outre, la Banque agricole saoudienne (SAB) consent aux

producteurs des prêts à des taux favorables d'une durée d'un an pour l'achat d'intrants, et de 5 à 10 ans pour l'achat de matériel avec une période de grâce de deux ans. Les prêts de la SAB ont vivement augmenté en 1980/81, ils représentent à l'heure actuelle environ 1,5 milliard de riyals saoudiens par année. Les prix versés aux producteurs sont extrêmement favorables, nettement plus élevés que les prix mondiaux correspondants pour ce qui est des principales céréales.

### c. Construction

Le secteur de la construction a joué un rôle important dans l'économie saoudienne à plusieurs égards. Les dépenses consacrées à la construction ont absorbé une grande part des dépenses publiques d'investissement ainsi que de la formation totale de capital fixe. Près de 80 % des dépenses publiques de développement effectuées au cours du Deuxième plan sont allées à la construction - projets d'infrastructure et bâtiments non résidentiels essentiellement. Ces dernières années, la part de la construction dans la formation totale de capital fixe a été tout aussi importante. Source majeure d'emploi, ce secteur a en outre contribué pour plus de 20 % à l'accroissement de l'emploi total au cours du Deuxième plan. Les pressions de la demande y ont été très fortes après 1975, période de croissance rapide des dépenses, et la pénurie de logements et de bâtiments non résidentiels a été l'un des principaux facteurs de hausse des prix. Dans cette même période, l'indice d'ajustement implicite des prix a augmenté beaucoup plus vite dans la construction que dans les autres secteurs. Toutefois, son taux de variation diminue sensiblement depuis peu.

La répartition des activités a changé : en 1979/80, la construction résidentielle n'a représenté qu'environ 10 % de la construction totale, contre plus de 25 % cinq années auparavant. Cette modification se manifeste par une diminution générale des paiements effectués par la Caisse de développement immobilier (REDF), institution de crédit spécialisée dont les prêts à des conditions très favorables ont financé une grande partie de la construction résidentielle privée. Ses décaissements nets, qui ont atteint le chiffre record de 8,8 milliards de riyals en 1976/77, se situent maintenant à environ 6 milliards de riyals par année. Les décaissements nets cumulatifs effectués par la REDF depuis sa création en 1974 jusqu'à la fin de 1980/81 s'élèvent à 37,4 milliards de riyals. On s'attend qu'une fois terminés - à plus ou moins brève échéance - les nombreux grands projets d'infrastructure et une fois absorbée la demande excédentaire sur le marché privé du logement, le secteur de la construction perdra de son importance, au cours du Troisième plan, en termes relatifs comme en termes absolus. De même, son rôle dans la création d'emplois devrait diminuer. Toutefois, la construction continuera d'occuper une place importante parmi les branches d'activité, puisqu'on prévoit de réaliser des investissements d'infrastructure liés au développement des complexes industriels de Yanbu et Jubail, et de poursuivre les travaux d'édification de routes, d'installations médicales et scolaires, de logements - notamment en dehors des centres les plus peuplés. A la fin du Troisième plan, le secteur de la construction devrait encore représenter plus de 20 % du PIB non pétrolier et presque 10 % de l'emploi total. Le gouvernement s'efforce d'encourager les entreprises locales à investir davantage dans ce secteur, en divisant en lots quand il le peut, les marchés importants (qui autrefois auraient plutôt été attribués à des sociétés étrangères).

**Tableau 1. Arabie Saoudite - Composition et croissance du PIB,  
1975/76-1980/81<sup>1</sup>**

Exercices	1395/96 1975/76	1396/97 1976/77	1397/98 1977/78	1398/99 1978/79	1399/1400 1979/80	1400/01 1980/81 <sup>2</sup>
<u>(Composition aux prix courants en pourcentage du total)</u>						
Secteur pétrolier	71,1	66,8	59,8	56,7	65,9	69,5
Secteurs non pétroliers	28,9	33,2	40,2	43,3	34,1	30,5
Privé	(17,3)	(19,7)	(22,7)	(24,8)	(19,4)	(17,7)
Public	(11,6)	(13,5)	(17,5)	(18,5)	(14,7)	(12,8)
PIB	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>
Formation brute de capital fixe <sup>3</sup>	39,4	40,8	42,3	36,7	33,7	40,9
Consommation finale	60,6	59,2	57,7	63,3	66,3	59,1
Secteur privé	(27,4)	(27,0)	(31,0)	(29,0)	(32,3)	(32,6)
Secteur public	(33,2)	(32,2)	(26,7)	(34,3)	(34,0)	(26,5)
Demande intérieure	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>
<u>(Valeur aux prix courants)</u>						
PIB total (milliards de riyals saoudiens)	<u>163,9</u>	<u>203,9</u>	<u>223,8</u>	<u>247,6</u>	<u>383,6</u>	<u>519,1</u>
PIB total (milliards de dollars E.U.)	<u>46,5</u>	<u>57,8</u>	<u>64,1</u>	<u>73,8</u>	<u>114,5</u>	<u>156,3</u>
<u>(Taux de variation annuels en pourcentage)<sup>4</sup></u>						
PIB total (aux prix courants)	<u>17,7</u>	<u>24,4</u>	<u>9,8</u>	<u>10,6</u>	<u>54,9</u>	<u>35,3</u>
Secteurs non pétroliers	68,3	43,1	32,8	19,3	22,0	20,8
Secteur pétrolier	4,9	16,9	-1,7	4,8	80,0	42,8
PIB total (aux prix constants 1969/70)	<u>8,6</u>	<u>14,8</u>	<u>6,2</u>	<u>6,6</u>	<u>10,3</u>	<u>7,8</u>
Secteurs non pétroliers	19,8	16,9	14,5	11,2	12,1	12,3
Secteur pétrolier	1,1	13,2	0,5	2,3	8,5	3,2

Source : données communiquées par le Département central de la statistique, ministère des Finances et de l'Economie.

<sup>1</sup>En valeurs aux producteurs.

<sup>2</sup>Chiffres provisoires.

<sup>3</sup>Y compris les variations de stocks.

<sup>4</sup>Sur la base des valeurs du PIB en riyals saoudiens.



Tableau 2. Arabie Saoudite - Taux de croissance annuelle projeté et effectif du PIB réel dans le cadre des premier, deuxième et troisième plans quinquennaux

(Pourcentage)

	<u>Premier plan<sup>1</sup></u>		<u>Deuxième plan</u>		<u>Troisième plan</u>	
	<u>1970/71-1974/75</u>	<u>1390/91-1394/95</u>	<u>1975/76-1979/80</u>	<u>1395/96-1399/1400</u>	<u>1980/81-1984/85</u>	<u>1400/01-1404/05</u>
	Taux projeté	Taux effectif	Taux projeté	Taux effectif	Taux projeté <sup>2</sup>	Taux effectif <sup>3</sup>
PIB non pétrolier	10,5	11,6	13,3	14,8	6,2	12,3
Etat	(7,0)	(12,7)	(12,9)	(14,7)	(...)	(6,9)
Secteur privé	(12,0)	(11,1)	(13,4)	(14,9)	(...)	(14,9)
PIB du secteur pétrolier	9,1	14,8	9,7	4,9	1,3	3,2
PIB total	9,8	13,5	10,2	9,2	3,3	7,8

Sources : ministère du Plan, The Second Five-Year Development Plan, et Département central de la statistique, ministère des Finances et de l'Economie nationale.

<sup>1</sup>A prix constants (1969/70).

<sup>2</sup>A prix constants (1979/80).

<sup>3</sup>Taux effectif de la 1<sup>ère</sup> année : 1980/81.

Tableau 3. Arabie Saoudite - Répartition des dépenses publiques civiles prévues dans le cadre des deuxième et troisième plans quinquennaux de développement<sup>1</sup>

	Répartition des dépenses de développement			Dépenses du troisième plan Objectifs (Milliards de riyals)
	Deuxième plan 1975/76-1979/80	Troisième plan 1980/81-1984/85		
	Chiffres réels estimés	Objectifs	(Pourcentage du total)	
Développement des ressources économiques	25,1	37,3		261,8
Développement des ressources humaines	15,9	18,5		129,6
Développement social	9,4	3,7		61,2
Développement de l'infra- structure matérielle	49,6	35,5		249,1
Total des dépenses au titre des projets civils	100,0	100,0		701,7
Administration				31,4
Réserves d'urgence et subventions				49,6
Total des dépenses civiles dans le cadre du troisième plan				782,7

Source : ministère du Plan, Third Development Plan, 1980/81-1984/85

<sup>1</sup> Les données du présent tableau ne comportent pas les paiements de transfert, l'aide extérieure et les dépenses non civiles, et ne sont pas comparables aux dépenses projetées dans le cadre du deuxième plan quinquennal ou aux données annuelles relatives aux dépenses budgétaires (voir chapitre III), qui incluent toutes les dépenses publiques.

Tableau 4. Arabie Saoudite - Quelques données relatives au pétrole, 1975-81

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	Chiffres provi- soires 1981
(Millions de barils par jour)							
Production de brut	7,08	8,58	9,20	8,30	9,53	9,90	9,82
Aramco	6,83	8,34	9,02	8,06	9,25	9,63	9,63
Autres compagnies	0,25	0,23	0,18	0,23	0,28	0,27	0,20
Total, en pourcentage de :							
la production mondiale	(12,8)	(14,4)	(14,8)	(13,2)	(14,7)	(15,9)	(16,8)
la production de l'OPEP	(26,0)	(27,9)	(29,3)	(27,7)	(30,9)	(36,7)	(43,5)
(Millions de barils)							
Exportations de pétrole <sup>1</sup>	2.581	3.140	3.324	2.985	3.393	3.555	3.486
Brut	2.406	2.934	3.136	2.807	3.215	3.374	3.292
Produits raffinés <sup>1</sup>	175	206	188	178	178	181	195
Production de produits raffinés	211	258	267	284	305	302	305
Consommation intérieure de produits raffinés	43	58	77	95	125	174	...
(Pourcentage de variation) <sup>2</sup>							
Production de brut	-16,6	21,6	7,0	-9,8	14,8	4,2	-1,1
Exportations de pétrole	-16,7	21,7	5,9	-10,2	13,6	4,8	-1,9
Production de produits raffinés	-11,1	22,1	3,7	6,2	7,4	-0,8	0,7
Consommation intérieure de produits raffinés	33,7	35,2	33,4	22,4	31,9	39,3	...

Sources : tableaux 22, 25, 26 et 27 de l'annexe et diverses publications de l'industrie pétrolière.

<sup>1</sup>Y compris le fuel de soute. Les recettes provenant des ventes de ce combustible sont inscrites au compte services de la balance des paiements (tableau 14 et tableau 45 de l'annexe).

<sup>2</sup>Calculés sur la base des chiffres non arrondis des tableaux de l'annexe.

## II. Prix, salaires et emploi

### 1. Prix et salaires

Les principaux indicateurs des mouvements de prix sont le déflateur implicite du PIB non pétrolier et les deux indices des prix à la consommation. Les méthodes permettant de suivre l'évolution des prix à la consommation ont été modifiées ces dernières années. Jusqu'en 1978, on publiait chaque trimestre un indice du coût de la vie basé sur des enquêtes par sondage effectuées à Riyad : ces enquêtes portaient sur 175 articles, pondérés d'après les résultats d'une enquête menée en 1970 sur le budget des ménages urbains gagnant de 600 à 899 riyals par mois. Cet indice a été remplacé par un indice transitoire qui couvre les ménages dont les dépenses mensuelles se situent entre 2.000 et 7.000 riyals saoudiens; il applique de nouvelles pondérations qui ont été élaborées en fonction des résultats d'une enquête sur les dépenses des ménages urbains effectuée en 1976/77. Cet indice transitoire a été calculé du début de 1978 jusqu'à la fin de 1980. Depuis février 1980, on a établi deux nouveaux indices du coût de la vie fondés sur l'évolution des prix dans les cinq villes principales du pays. L'un couvre les ménages saoudiens à revenu moyen; il reprend l'indice antérieur correspondant à ce groupe, mais sur la base des données de 1979, et apporte quelques modifications supplémentaires aux pondérations calculées d'après les résultats de l'enquête effectuée en 1976/77. Le deuxième indice dénommé "All Cities Index", il reflète le coût de la vie pour l'ensemble de la population, sans distinction de nationalité ni de revenu. Les pondérations utilisées pour ces deux indices ont été modifiées en mars 1982 sur la base d'enquêtes réalisées en décembre 1981 (tableaux 34, 35 et 36 de l'annexe).

Le déflateur du PIB non pétrolier comme les indices du coût de la vie indiquent une forte baisse du taux d'inflation en 1976/77-1978/79, puis une période de hausse continue mais modérée des prix (tableau 5). Dans la période 1978/79-1980/81, le déflateur du PIB non pétrolier a progressé en moyenne d'environ 8 % et l'indice du coût de la vie pour les ménages saoudiens à revenu moyen de moins de 3 %. Parmi les facteurs qui ont concouru à ces résultats, le plus important a été la décélération marquée de la croissance des dépenses budgétaires en 1977-79, période où les autorités ont mis en oeuvre des mesures de stabilisation qui ont nettement ralenti le taux d'expansion de la demande globale. Bien que cet effet n'ait pas duré, ce taux est resté modéré par rapport aux années précédentes et, compte tenu des ressources réelles dont disposait l'économie, la demande s'est maintenue à un niveau acceptable sans provoquer de pressions excessives sur les prix. Le vaste programme d'investissement dans l'infrastructure a beaucoup contribué à assouplir l'offre globale de ressources, les projets d'aménagement portuaire et de création de services de distribution ayant permis, en particulier, d'éliminer les contraintes qui pesaient, jusque-là, sur l'entrée des importations.

En 1980/81, le déflateur implicite du PIB non pétrolier a augmenté de 7,6 %, soit légèrement moins que l'année précédente; les deux indices du coût de la vie ont chacun progressé de moins de 4 % et maintenu ce très faible taux d'accroissement jusqu'en 1981/82 : à la fin de mars

1982, ils étaient inférieurs de 1-2 % à leur niveau de l'année précédente. La baisse du poste "logement" a joué à cet égard un rôle important : au cours des 12 mois qui ont précédé mars 1982, elle a été dans les deux indices de plus de 10 %, reflétant l'élimination quasiment totale de la demande excédentaire de logements. Cette tendance est également confirmée par les résultats de la comptabilité nationale, selon lesquels l'indice d'ajustement implicite pour la propriété de logements a augmenté de moins de 3 % en 1980/81 (dernière année pour laquelle on dispose de données); on s'attend à des résultats analogues en 1981/82.

Le taux de hausse des indices du coût de la vie est, depuis quelques années, sensiblement inférieur à celui du déflateur du PIB non pétrolier. Cet écart résulte en partie de l'application des mesures gouvernementales visant, par l'octroi de subventions directes et indirectes à la consommation, à réduire le taux d'inflation des prix à la consommation, mais qui, par définition, ne devraient pas avoir d'effet direct sur le taux de variation du déflateur du PIB non pétrolier. Qui plus est, la composition du panier d'articles retenus dans l'indice du coût de la vie est sensiblement différente de celle du panier sur lequel repose le déflateur du PIB non pétrolier. Ainsi, certains postes, comme les services publics et la construction, qui ont provoqué une hausse sensible du déflateur du PIB non pétrolier, n'ont probablement eu aucun effet direct important sur les indices du coût de la vie.

Les salaires et les prix semblent avoir suivi, en gros, la même évolution. On dispose des résultats d'enquêtes par sondage sur le niveau et la structure des salaires dans les entreprises privées en Arabie Saoudite pour la période allant de janvier 1976 à juillet 1980, à intervalles de six mois (tableau 37 de l'annexe). Les données portent seulement sur Jeddah, Riyad et Dammam, mais les tendances qu'elles indiquent reflètent aussi l'évolution dans les autres villes. Le salaire hebdomadaire moyen pondéré est passé de 343 riyals en janvier 1976 à 536 riyals en juillet 1980. Le taux d'augmentation a cependant ralenti dans cette période de quatre ans : alors qu'il était de 35,3 % pendant l'année qui a pris fin en janvier 1977, il a baissé de 7,6 % au cours des 12 mois de 1980. Ce phénomène est imputable à un changement dans la composition de la main-d'oeuvre car les salaires nominaux enregistrés ont continué d'augmenter pour la quasi-totalité des catégories de travailleurs; toutefois, seuls les cadres ont bénéficié d'une augmentation sensiblement supérieure à 10 % au cours de la période de 12 mois la plus récente. Le fort afflux de travailleurs étrangers et le ralentissement des dépenses publiques sont les principaux facteurs qui expliquent le rythme modéré de la progression des salaires.

En ce qui concerne le secteur public, un relèvement général de 12 % des traitements est entré en vigueur en octobre 1976; il a été suivi d'une amélioration sensible de la solde des forces armées en mars 1977. En juin 1977, les fonctionnaires ont reçu des augmentations allant de 50 % dans les échelons inférieurs à 10 % dans les échelons supérieurs. Il n'y a eu aucune majoration générale des traitements du secteur public les trois années suivantes, mais des avancements importants ont été accordés au mérite, particulièrement dans les catégories les moins bien

rémunérées. Le budget 1981/82 comporte une augmentation générale des traitements qui va de 35 % à 40 % pour les fonctionnaires et les autres agents de l'Etat, avec effet du début de l'exercice (5 mai 1981).

## 2. Emploi

On ne dispose pas de données complètes et récentes sur la population active et l'emploi en Arabie Saoudite. Les statistiques publiées dans le Troisième plan quinquennal indiquent, pour l'emploi civil total, des effectifs de 2,47 millions en 1979/80 (tableau 6), à savoir 1,41 million de Saoudiens et 1,06 million d'étrangers. Au cours du Deuxième plan (1975/76-1979/80), le pourcentage d'étrangers dans l'emploi total a sensiblement augmenté, passant de 28 à 43 %, et leur part dans l'accroissement total de l'emploi a été supérieure à 75 %. Alors que l'emploi global a augmenté de 7,2 % pendant cette période, l'emploi des étrangers a progressé de 16,5 % et celui des Saoudiens de 2,4 %. L'accroissement relatif de l'effectif de main-d'oeuvre étrangère pendant ces cinq années s'explique en partie par la diminution du taux de participation des Saoudiens à la population active, qui est passé de 69 à 65 %. Ce phénomène est imputable à plusieurs facteurs, notamment l'augmentation du nombre de Saoudiens poursuivant des études et le départ anticipé à la retraite des travailleurs les plus âgés.

La répartition par secteurs de la population active a sensiblement changé au cours du Deuxième plan. La part du secteur des services privés a augmenté d'environ 12 points de pourcentage et représente donc 42 % : en termes absolus, l'effectif employé a doublé dans ce secteur. Dans les secteurs productifs, la construction a occupé presque deux fois plus de travailleurs et sa part dans la population active totale a sensiblement progressé, équivalant à plus de 13 %. En revanche, l'emploi dans l'agriculture a diminué et sa contribution à l'emploi total est passée d'environ 40 % à 24 %. Ce secteur est néanmoins resté le plus important numériquement pour ce qui est de l'effectif employé.

Le nombre de travailleurs étrangers s'est très fortement accru pendant la période du Deuxième plan. Toutefois, bien qu'on ne dispose pas de données précises à ce sujet, il semble que le rythme de progression de la main-d'oeuvre étrangère se soit ralenti ces dernières années et que le taux rapide et soutenu de la croissance reflète une certaine amélioration de la productivité du travail; celle-ci résulterait notamment d'un changement dans la composition de la main-d'oeuvre dû à l'évolution des qualifications. Par ailleurs, même si le taux d'accroissement de la population étrangère a diminué, il est possible que le pourcentage de travailleurs étrangers ait, lui, augmenté. Des dispositions introduites en 1980 ont nettement resserré l'éventail de professions donnant droit aux étrangers de faire venir leur famille en Arabie Saoudite. En 1979 (dernière année pour laquelle on dispose de données officielles), les travailleurs en provenance de pays arabes représentaient environ 56 % de la main-d'oeuvre étrangère totale contre 39 % pour les travailleurs venant de pays asiatiques (y compris le sous-continent indien et l'Asie de l'Est). L'un des principaux objectifs du Troisième plan est de réduire la dépendance de l'Arabie Saoudite vis-à-vis de la main-d'oeuvre étrangère.

Tableau 5. Arabie Saoudite - Variations annuelles des principaux indices de prix,  
1975/76-1981/82

(Pourcentage)

Exercice	1975/76	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81	1981/82
Déflateur implicite du PIB non pétrolier	40,5 (32,0)	22,4 (19,2)	16,0 (10,0)	7,3 (9,4)	8,9 (7,4)	7,6 <sup>1</sup> (7,1) <sup>1</sup>	(...) (...)
Secteur privé	(54,9)	(28,4)	(25,1)	(4,0)	(11,4)	(10,3) <sup>1</sup>	(...)
Secteur public							
Indice du coût de la vie <sup>2</sup>	31,6	23,0	4,0	1,5	2,4	3,7	0,9 <sup>3</sup>
Dont : composante "logement"	(57,7)	(20,8)	(-2,5)	(-6,1)	(3,2)	(-0,6)	(-4,8) <sup>3</sup>
Indice des prix à l'importation en riyals		5,5	7,9	10,2	14,0	8,1	0,4 <sup>1</sup>

Sources : Département central de la statistique, ministère des Finances et de l'Economie nationale; estimations des services du Fonds.

<sup>1</sup>Calculé à partir du tableau 1.

<sup>2</sup>Jusqu'en 1979/80, l'indice reflétait le coût de la vie pour les ménages saoudiens à revenu moyen; il était pondéré en fonction des prix d'une année de base (1979) et publié chaque trimestre du calendrier grégorien. L'indice du coût de la vie a été révisé à plusieurs reprises ces dernières années; les pondérations, en particulier, ont été modifiées en 1978, et il se peut que les données relatives aux deux années suivantes ne soient pas comparables à celles des années précédentes.

<sup>3</sup>Pour 11 mois.

Tableau 6. Arabie Saoudite - Répartition de l'emploi par branches  
d'activité économique, 1974/75 et 1979/80

(Milliers d'employés et pourcentage du total)

	1974/75		1979/80	
	Employés	Pourcentage	Employés	Pourcentage
Secteurs productifs	<u>988,6</u>	<u>56,6</u>	<u>1.107,9</u>	<u>44,8</u>
Agriculture	<u>695,0</u>	<u>39,8</u>	<u>598,8</u>	<u>24,2</u>
Industries extractives	3,4	0,2	7,3	0,3
Pétrole et raffineries	27,4	1,6	36,0	1,5
Industries manufacturières	74,4	4,2	104,2	4,2
Services d'utilité publique	16,1	0,9	31,5	1,3
Construction	172,3	9,9	330,1	13,3
Secteurs des services	<u>511,2</u>	<u>29,3</u>	<u>1.042,3</u>	<u>42,2</u>
Commerce	<u>153,6</u>	<u>8,8</u>	<u>310,6</u>	<u>12,6</u>
Transports	114,5	6,5	214,6	8,7
Services financiers et marchands	13,1	0,8	34,8	1,4
Services communautaires et sociaux	230,0	13,2	482,3	19,5
Etat <sup>1</sup>	<u>246,7</u>	<u>14,1</u>	<u>321,0<sup>2</sup></u>	<u>13,0</u>
Total	<u>1.746,5</u>	<u>100,0</u>	<u>2.471,2</u>	<u>100,0</u>

Source : estimations du ministère du Plan.

<sup>1</sup>Emploi civil seulement.



### III. Finances publiques

#### 1. Introduction

Outre l'administration publique centrale, le secteur public de l'Arabie Saoudite comprend diverses institutions de crédit spécialisées, et de nombreux organismes semi-autonomes (Petromin, la Commission royale pour Jubail et Yanbu<sup>8</sup>, Saudi Arabian Airlines, plusieurs universités, les services d'utilité publique, le Fonds saoudien pour le développement (FSD)<sup>9</sup> et un certain nombre de municipalités). Toutefois, le budget de l'administration publique centrale, en Arabie Saoudite, comprend les opérations financières de tout le secteur public, car la plupart des dépenses encourues par les organismes de ce secteur sont financées par des transferts budgétaires. Ces derniers (non compris les subventions) ont représenté en moyenne environ 22 % du total des crédits budgétaires, durant les six dernières années. Les institutions de crédit spécialisées accordent des prêts à moyen et long terme au secteur privé et à certains organismes du secteur public à des conditions extrêmement avantageuses, surtout pour la création d'entreprises industrielles et commerciales, la promotion immobilière et le financement des projets d'installation de l'électricité<sup>10</sup>.

Les opérations financières du secteur public jouent un rôle de premier plan dans l'économie saoudienne. Outre leur importante contribution directe au PIB non pétrolier (42 % en 1980/81), les dépenses publiques intérieures nettes sont l'un des principaux facteurs qui influencent l'activité économique dans le secteur privé ainsi que l'expansion de la liquidité intérieure. Les liens relativement étroits qui existent entre les variations des dépenses publiques intérieures nettes, l'expansion de la liquidité intérieure et la croissance du PIB non pétrolier sont indiqués par les données que présente le graphique 1.

#### 2. Evolution budgétaire globale

La situation budgétaire de l'Arabie Saoudite et la position globale de trésorerie du secteur public se sont améliorées en 1979/80, et appréciablement renforcées en 1980/81. Le déficit budgétaire, de 7,3 milliards de riyals (3,3 % du PIB total) en 1977/78, s'est élargi à 16,5 milliards de riyals l'année suivante (c'est-à-dire à 6,7 % du PIB total) par suite d'une croissance persistante, quoique en décélération, des dépenses, combinée à une légère baisse des recettes pétrolières en 1977/78 et à une stagnation de ces recettes en 1978/79. En 1979/80, la position budgétaire est passée à un excédent d'environ 23 milliards de riyals (6 % du PIB total), et l'excédent, en très forte progression, est monté à presque 112 milliards de riyals en 1980/81 (tableau 7), du fait

---

<sup>8</sup>Créée pour développer l'infrastructure des deux nouveaux centres industriels de Jubail et Yanbu (voir chapitre I, section 4).

<sup>9</sup>Le FSD accorde des prêts assortis de conditions de faveur aux pays en développement.

<sup>10</sup>Voir le chapitre IV, section 3.

que le taux de croissance des dépenses a été inférieur à la moitié de celui des recettes. Les recettes totales ont augmenté de 137 milliards de riyals (65 %), dont 130 sont provenus du pétrole, grâce, principalement, à la hausse de ses prix.

La position globale de trésorerie du secteur public, mesurée par la variation des dépôts à l'AMAS, a évolué d'une façon analogue à la position budgétaire indiquée ci-dessus, mais elle a davantage changé. En 1977/78, par exemple, la position globale de trésorerie précitée (y compris les dépôts des institutions de crédit spécialisées et des organismes publics autonomes) a présenté un déficit plus élevé que le budget, tandis qu'en 1979/80 c'est le contraire qui s'est produit. Cela tient en grande partie à la différence entre les transferts budgétaires aux institutions de crédit spécialisées (y compris le FSD) et leurs décaissements réels de prêts. Le reste de l'écart a reflété les décalages entre les comptes budgétaires et les comptes monétaires.

Les estimations provisoires pour 1981/82 montrent une chute de 33 milliards de riyals de l'excédent budgétaire, qui provient essentiellement de ce que la croissance des recettes pétrolières s'est considérablement ralentie, à cause, surtout, d'une baisse de la production pétrolière durant la deuxième moitié de l'exercice. En 1981/82, les dépenses budgétaires ont augmenté de 22 %, au lieu de 26 % l'année précédente.

Quand on évalue l'incidence des opérations budgétaires globales sur la demande intérieure en Arabie Saoudite, la variable la plus appropriée est constituée par les dépenses publiques intérieures nettes. Après une augmentation de 52 % en 1977/78, elles ont, les trois années suivantes, progressé, selon estimation, à un taux moyen annuel d'environ 15 %, alors que, pendant la même période, les taux de croissance du PIB non pétrolier sont demeurés élevés, et l'inflation des prix a été modérée (tableau 38 de l'annexe).

### 3. Recettes budgétaires

Les revenus tirés du pétrole et des investissements, surtout du portefeuille d'avoirs extérieurs de l'Etat, constituent environ 97 % des recettes totales (tableau 8). Le reste comprend le produit des impôts sur le revenu<sup>11</sup>, des droits de douane<sup>12</sup>, et de divers prélèvements et

---

<sup>11</sup>En Arabie Saoudite, seules les sociétés étrangères sont redevables de l'impôt sur le revenu. Le taux initial est de 25 % du revenu net jusqu'à 100.000 riyals et passe à 45 % pour les revenus excédant 1 million de riyals. Au 1<sup>er</sup> janvier 1979, les compagnies admises au bénéfice des dispositions de la loi sur l'investissement financier étranger avec participation saoudienne d'au moins 25 % sont exonérées de l'impôt sur le revenu pour une période de dix ans à compter du début de la production, en ce qui concerne les exploitations agricoles et les projets industriels, et pour une période de cinq ans pour tous les autres projets.

<sup>12</sup>En Arabie Saoudite, la majorité des importations sont admises en franchise, ou assujetties à un droit de 3 %. Le taux maximum du droit d'entrée est de 20 %.

redevances administratifs. Comme les recettes pétrolières représentent à elles seules environ 90 % du total, les variations des recettes budgétaires reflètent principalement l'évolution du volume et des prix des exportations pétrolières. Après une baisse de 4 % en 1977/78, les recettes totales n'ont pratiquement pas varié en 1978/79. Elles ont, en revanche, respectivement augmenté de 61 % et 65 % en 1979/80 et 1980/81, surtout par suite de l'accroissement de la production du pétrole et de la hausse des prix. Le revenu des investissements a sensiblement augmenté, lui aussi, ces deux années-là, grâce au niveau élevé des avoirs extérieurs publics et à la hausse des taux d'intérêt à l'étranger. D'après les chiffres effectifs provisoires pour 1981/82, les recettes totales ont atteint 367 milliards de riyals, soit un niveau de 5 % supérieur à celui de l'année précédente. Le ralentissement considérable de la croissance des recettes totales est principalement imputable à la baisse des exportations pétrolières durant la deuxième moitié de l'exercice. Les autres recettes, bien qu'elles ne représentent encore qu'environ 3 % du total, ont plus que triplé entre 1976/77 et 1981/82 (de 3,3 milliards de riyals à 11,8 milliards de riyals), surtout par suite du taux de croissance élevé du PIB non pétrolier, ce qui a suscité un accroissement sensible des importations, et un gonflement des bénéfices des sociétés étrangères qui opèrent en Arabie Saoudite. En 1981/82, la très forte progression des autres recettes (qui sont montées de 4 milliards de riyals à 11,8 milliards de riyals) s'explique en partie par le caractère provisoire des comptes qui incluent une composante momentanée importante (à savoir les traitements et salaires non réclamés) qui est ajustée dans les comptes définitifs.

#### 4. Dépenses budgétaires<sup>13</sup>

L'analyse des tendances des dépenses publiques est gênée par l'absence de données détaillées sur ces dépenses réelles et par la ventilation incomplète des données disponibles entre dépenses ordinaires et dépenses de capital. (Les dépenses de projets incluent des débours à des fins autres que la formation directe de capital.) De plus, à cause

---

<sup>13</sup> Les dépenses budgétaires sont classées en quatre principaux chapitres dans le budget de l'administration centrale. Le chapitre I contient les crédits pour les traitements, salaires et indemnités aux fonctionnaires. Le chapitre II couvre les dépenses affectées aux achats de biens et services par l'Etat. Le chapitre III contient des ouvertures de crédit spéciales qui couvrent les cotisations aux caisses de retraite, les subventions et transferts, les contrats d'entretien et l'aide extérieure décaissée par l'intermédiaire du budget. Le chapitre IV couvre les allocations de crédits au titre des projets de développement et comporte des ouvertures de crédit pour les projets d'investissement en rapport avec la défense. A partir de l'exercice 1978/79, dans le souci d'améliorer la classification des dépenses, le ministère des Finances et de l'Economie nationale a commencé à intégrer les allocations budgétaires aux organismes semi-autonomes (groupées en bloc, jusque-là, sous la rubrique "divers" des dépenses ordinaires) dans la présentation en quatre chapitres précitée. Comme cette reclassification ne pouvait être étendue aux dépenses des années précédentes, les dépenses budgétaires figurant au tableau 9 pour 1978/79 et les années suivantes ne sont pas comparables à celles des années antérieures.

de la reclassification de certains postes, les données relatives aux dépenses que présente le tableau 9 ne constituent pas une série chronologique cohérente des dépenses ordinaires et des dépenses d'équipement du secteur public.

On a assisté au cours de l'exercice 1976/77 à un changement de la tendance expansionniste de la politique budgétaire en Arabie Saoudite; cet infléchissement avait pour but de juguler l'inflation intérieure. Un renforcement du contrôle des dépenses et les retards de mise en oeuvre de certains projets ont contribué à réduire le taux de croissance des dépenses budgétaires de 134 % en 1975/76 à 57 % en 1976/77, et, mieux encore, à une moyenne de 7 % les deux années suivantes. Comme les pressions inflationnistes se sont relâchées, et que les recettes pétrolières ont commencé à augmenter rapidement en 1979, la croissance des dépenses a rebondi à 27 % en 1979/80 et s'est maintenue à peu près à ce niveau en 1980/81.

En ce qui concerne la structure des dépenses budgétaires en 1980/81, plus de la moitié a été consacrée à des projets, et le reste a consisté en dépenses ordinaires et transferts, répartis comme suit : traitements, salaires et indemnités (13 %); subventions et transferts, aide extérieure, transferts aux institutions de crédit spécialisées (10 %); fournitures et services (5 %). Cette année-là, les traitements, salaires et indemnités ont augmenté de 22 % au lieu de 16 % l'année précédente, par suite, essentiellement, de la révision en hausse des échelles de traitement. L'aide extérieure (décaissée directement par le budget), ayant plus que doublé, a atteint presque 25 milliards de riyals. Les paiements au titre des subventions, effectués surtout pour les denrées alimentaires, le secours social et l'électricité, ont doublé, atteignant ainsi 7,9 milliards de riyals (tableau 40 de l'annexe).

D'après les résultats provisoires, les dépenses totales pour 1981/82 ont progressé à un taux légèrement plus lent (22 %) mais leur profil est resté, grosso modo, semblable à celui de l'année précédente excepté une augmentation de 15 % de la part des traitements et salaires et indemnités; les dépenses de ce chapitre ont enregistré une progression de 13 milliards de riyals, à la suite principalement d'un relèvement de 35-40 % des rémunérations, qui a nécessité aussi un ajustement en hausse les indemnités connexes. Les paiements de subventions ont augmenté de presque 5 milliards de riyals, et constitué 4,5 % des dépenses totales au lieu de 3,3 % l'année précédente.

## 5. Le budget 1982/83

Le budget de l'exercice 1982/83, couvrant la période 24 avril 1982-15 avril 1983, équilibre recettes et dépenses à 313,4 milliards de riyals. A ce niveau, les recettes sont de 7,8 % inférieures et les dépenses, de 5,2 % supérieures aux chiffres correspondants du budget 1981/82. Par comparaison avec les chiffres provisoires des recettes et dépenses effectives de 1981/82 qui ont atteint respectivement 366,5 milliards de riyals et 288,2 milliards de riyals, le nouveau budget projette une baisse des recettes de 15 % et une augmentation des dépenses de 8,8 %. La baisse des recettes s'explique surtout par la chute

projetée des recettes pétrolières, fondée sur une production moyenne moins élevée et l'absence de nouvelle hausse des prix à l'exportation. Comme celui de l'an dernier, le nouveau budget affecte environ 60 % des recettes totales aux projets, et le reste aux dépenses ordinaires, y compris les transferts aux institutions de crédit spécialisées ainsi qu'au FSD. Au niveau de 180 milliards de riyals, les dépenses de projets inscrites au budget sont à peu près les mêmes que celles du budget 1981/82, mais d'environ 25 % plus élevées que les résultats provisoires en matière de dépenses de cette année-là.

Tableau 7. Arabie Saoudite - Etat recapitulatif des opérations financières du secteur public, 1976/77-1982/83  
(Milliards de riyals saoudiens)

Exercice	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80	1400/81	1401/82 <sup>1</sup>	1401/82 <sup>1</sup>	1401/82 <sup>1</sup>	1402/83 <sup>2</sup>
1. Recettes budgétaires	135,9	130,7	131,5	211,2	348,1	366,5	340,0	313,4	313,4
a. Recettes pétrolières et revenu de l'investissement	132,6	125,8	125,1	204,0	340,7	354,7	333,1	303,3	303,3
b. Autres recettes	3,3	4,9	6,4	7,2	7,4	11,8	6,9	10,1	10,1
2 Dépenses budgétaires	128,2	138,0	149,0	188,4	236,6	288,2	298,0	313,4	313,4
(Variations en pourcentage)	(57)	(8)	(7)	(27)	(26)	(22)			
3 Excédent ou déficit budgétaire (1-2)	7,7	-7,3	-16,5	22,8	111,5	78,3	42,0	--	--
4. Transferts budgétaires aux institutions de crédit spécialisées et au PSD	30,6	0,8	17,2	25,4	23,7	28,2	...	...	...
5. Décaissements de prêts nets par les institutions de crédit spécialisées et le PSD	16,0	19,6	17,1	17,8	21,2	25,0	...	...	...
6 Dépenses budgétaires ajustées pour tenir compte des opérations des institutions de crédit spécialisées et du PSD (2-4+5)	113,6	156,8	147,9	180,8	234,1	285,0	...	...	...
7. Différences chronologiques et autres écarts <sup>3</sup>	9,0	11,7	0,9	2,4	4,5	...	...	...	...
8. Dépôts du secteur public à l'AMAS (fin de période)	168,9	154,5	139,0	171,8	290,3	...	...	...	...
Pour mémoire									
9. Dépenses totales estimées du secteur public, base encaissement/décaissement <sup>4</sup>	104,6	145,1	147,0	178,4	229,6	...	...	...	...
a. Dépenses en devises <sup>5</sup>	(38,7)	(45,8)	(45,3)	(44,6)	(78,5)	...	...	...	...
b. Dépenses intérieures	(65,9)	(99,3)	(101,7)	(133,8)	(151,1)	...	...	...	...
10. Dépenses intérieures nettes (9b-1b) (Variation en pourcentage)	62,6	94,4	95,3	126,6	143,7	...	...	...	...
	(48)	(51)	(1)	(33)	(14)	...	...	...	...
11. Subventions aux prix et transferts de revenu	2,4	3,0	2,8	4,1	7,9	...	...	...	...
12. Dépenses intérieures nettes de l'Etat au titre des biens et services (10-11)	60,2	91,4	92,5	122,5	135,8	...	...	...	...

Sources : données communiquées par les autorités saoudiennes et estimations des services du Fonds.

<sup>1</sup>Chiffres réels provisoires.

<sup>2</sup>Prévisions budgétaires

<sup>3</sup>Il s'agit principalement de différences chronologiques entre les comptes budgétaires et les comptes monétaires.

<sup>4</sup>Calculées estimativement comme la différence entre les recettes budgétaires et la variation des dépôts du secteur public à l'AMAS.

<sup>5</sup>Estimées sur la base des données relatives aux transactions de change de l'AMAS.

Tableau 8. Arabie Saoudite - Recettes budgétaires, 1976/77-1982/83  
(Millions de riyals saoudiens)

Exercices	Chiffres réels						Estimations budgétaires	
	provisaires						1401/02	1402/03
	1396/97	1397/98	1398/99	1399/1400	1400/01	1980/81	1981/82	1982/83
	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80				
Recettes pétrolières	121.191	114.042	115.078	189.295	319.305	327.898	331.764	268.280
Revenu des investissements	11.418	11.681	10.057	14.715	21.397	26.825	1.330 <sup>1</sup>	35.000
Autres recettes	3.348	4.936	6.370	7.186	7.417	11.813	6.906	10.120
Impôts sur le revenu	(711)	(1.370)	(1.797)	(1.810)	(2.322)	(2.328)	(2.200)	(2.300)
Impôts et droits divers <sup>2</sup>	(783)	(873)	(1.299)	(1.644)	(2.231)	(6.342) <sup>3</sup>	(2.002)	(4.814)
Droits de douane	(1.114)	(1.583)	(1.916)	(2.217)	(2.595)	(2.797)	(2.542)	(2.650)
Divers <sup>4</sup>	(470)	(1.110)	(1.358)	(1.515)	(269)	(346)	(162)	(356)
Total	135.957	130.659	131.505	211.196	348.119	366.536	340.000	313.400

Source : ministère des Finances et de l'Economie nationale.

<sup>1</sup> Revenu des investissements intérieurs seulement.

<sup>2</sup> Y compris les taxes sur les transports, le Zakat et divers droits et patentes.

<sup>3</sup> Y compris 1.700 millions de riyals de recettes transitoires attendant règlement.

<sup>4</sup> Y compris les recettes provenant de la vente et de la location de biens.

Tableau 9. Arabie Saoudite - Dépenses budgétaires, 1976/77-1982/83

(Millions de riyals saoudiens)

Exercices	Chiffres réels				Prévisions budgétaires		
	provisaires				1401/02		
	1401/02				1401/02		
	1396/97	1397/98	1398/99	1399/1400	1401/02	1981/82	1982/83
	1976/77	1977/78	1978/79 <sup>1</sup>	1979/80	1980/81		
Dépenses de fonctionnement	34.494	59.540	47.513	48.661	65.147	90.730	95.586
Traitements, salaires et allocations	(8.390)	(14.569)	(21.400)	(24.730)	(30.149)	(43.252)	(52.807)
Fournitures et services	(4.158)	(5.101)	(9.300)	(10.790)	(12.851)	(15.536)	(21.485)
Divers <sup>2</sup>	(21.946)	(39.870)	(16.813)	(13.141)	(22.147)	(31.942)	(21.294)
Aide extérieure <sup>3</sup>	8.502	11.037	6.289	9.758	24.577	25.000	15.000
Dépenses spécifiques	54.652	66.631	76.954	104.496	123.141	144.263	179.564
Total partiel	97.648	137.208	130.756	162.915	212.865	259.993	230.150
Transferts à des institutions de crédit spécialisées <sup>4</sup>	30.625 <sup>5</sup>	840	17.215	25.448	23.705	28.181	23.250
Total	128.273	138.048	147.971	188.363	236.570	288.174	313.400

Source : ministère des Finances et de l'Economie nationale.

<sup>1</sup> Les dépenses de fonctionnement ont été remaniées de manière à améliorer la classification par chapitre; les données de 1978/79 et après ne sont donc pas comparables aux données des autres années.

<sup>2</sup> Y compris les subventions et transferts aux organismes privés et publics, ainsi que les dépenses générales non retenues ci-dessus. Les données ne comprennent pas les transferts aux institutions de crédit spécialisées qui figurent ci-dessous.

<sup>3</sup> Ce poste ne couvre pas toute l'aide extérieure accordée par l'Arabie Saoudite aux pays en développement, dont, par exemple, les prêts octroyés par le Fonds saoudien pour le développement (FSD).

<sup>4</sup> Y compris les transferts au FSD.

<sup>5</sup> Comprend un transfert de 15 milliards de riyals saoudiens en fin d'exercice.



#### IV. Monnaie et crédit

##### 1. Cadre institutionnel

L'Agence monétaire de l'Arabie Saoudite (AMAS) est l'autorité monétaire centrale du pays. Outre l'exercice de ses fonctions de réglementation, l'AMAS accepte les dépôts de l'Etat et des autres organismes du secteur public; ces dépôts constituent la majorité de ses engagements. Ses actifs consistent presque exclusivement en avoirs extérieurs; les recettes que le gouvernement tire des exportations pétrolières sont déposées à l'AMAS (tableau 42 de l'annexe).

Il y a 12 banques commerciales, dont les deux principales traitent une proportion considérable du total des opérations bancaires; ces deux dernières ont toujours appartenu intégralement à des ressortissants saoudiens. En 1975, les autorités ont adopté une politique de "saoudisation" qui a eu pour objet de transférer la majorité du capital de toutes les banques des ressortissants saoudiens. Dans le cadre de cette politique, les autorités ont empêché les banques dans le capital desquelles la participation locale n'était pas majoritaire d'ouvrir de nouvelles succursales, et d'élargir leur base de capital. Le processus de "saoudisation" est presque achevé, et l'on met la dernière main aux dispositions relatives à la fusion des trois dernières banques dont le capital est détenu en majorité par des étrangers en une seule institution, dont le capital sera augmenté, et qui appartiendra en majorité à des Saoudiens. A mesure que le programme de saoudisation était mis en application, les entraves à l'ouverture de nouvelles succursales ont été progressivement éliminées, et, comme la concurrence entre les banques est plus intense, le nombre des succursales augmente très rapidement : entre septembre 1981 et mai 1982, il est monté de 298 à 365.

Les cinq institutions de crédit spécialisées satisfont une grande partie des besoins de crédit des entreprises du secteur public et du secteur privé. Elles sont la propriété de l'Etat, et leurs opérations sont presque exclusivement financées par des dotations budgétaires. Ces cinq institutions sont le Fonds de développement immobilier (REDF), qui accorde des prêts au titre de la construction de logements privés, le Fonds saoudien de développement industriel (SILF), qui accorde des prêts pour l'expansion industrielle et commerciale, le Fonds d'investissement public, qui accorde des prêts au titre de grands projets industriels entrepris sous l'égide du secteur public, la Banque agricole saoudienne, et la Banque de crédit saoudienne. Les prêts de ces institutions, presque exclusivement à long terme, sont assortis de conditions libérales.

Les changeurs d'argent constituent également une partie importante du système financier. Outre leurs opérations de change, ils acceptent des dépôts et accordent des prêts. On pense qu'ils traitent une fraction appréciable du volume total des affaires dans ces domaines. Jusque récemment leurs activités n'ont fait l'objet d'aucune réglementation ou surveillance officielle, excepté l'obligation de détenir une autorisation. En décembre 1981, cependant, les autorités ont promulgué des règlements officiels pour limiter leurs activités. Il ne sera pas délivré de nouvelles autorisations et les changeurs en activité sont

désormais tenus, dans des délais de trois ans, de cesser d'accepter des dépôts et de procéder à d'autres opérations bancaires. Leurs seules fonctions doivent être le change et le transfert. Comme, en Arabie Saoudite, il n'y a pas de contrôle des changes, il s'est établi des relations étroites entre les marchés financiers intérieurs et les marchés financiers internationaux.

## 2. Evolution monétaire récente

Ces dernières années, l'évolution monétaire a été surtout déterminée par l'interaction de l'effet expansionniste des dépenses publiques intérieures nettes et de l'effet de contraction exercé par le déficit de la balance des paiements du secteur privé. Au cours des années qui ont immédiatement suivi 1973, les entraves matérielles au flux des importations ont servi à limiter ces dernières, et une grande partie des dépenses publiques extérieures nettes s'est traduite dans les augmentations de la masse monétaire, qui a progressé très rapidement. Par la suite, le taux de croissance des dépenses publiques a baissé. De plus, les entraves au flux des importations se sont atténuées, et les sorties de capitaux privés ont augmenté, sous l'influence des taux d'intérêt et d'autres facteurs. Cette évolution s'est soldée en une baisse progressive du taux d'expansion de la liquidité (monnaie et quasi-monnaie), qui est tombé de 74 % en 1975/76 à moins de 15 % en 1978/79. Il est resté modéré, atteignant en moyenne moins de 20 % par an durant la période 1979/80-1980/81 (tableau 10)<sup>14</sup>.

L'augmentation des prêts accordés au secteur privé par les banques est un facteur dont l'importance s'est accrue, mais est assez réduite en termes relatifs. A la suite d'une période de croissance rapide, les créances sur le secteur privé sont montées de l'équivalent d'environ un tiers de l'encours du stock de la monnaie au sens large en 1975/76 à plus de 40 % en 1981/82. Naturellement, comme dans le cas de l'effet générateur de liquidité exercé par les dépenses publiques, la contrepartie de cette progression est, dans une certaine mesure, un déficit plus élevé de la balance des paiements du secteur privé. En raison de la structure de l'économie non pétrolière, et du fait que les prêts à long terme accordés au secteur privé proviennent dans une large mesure des institutions de crédit spécialisées, beaucoup plus de la moitié de l'augmentation du crédit accordé à ce secteur a été affectée aux deux branches suivantes : la construction et le commerce (tableau 11). A la

---

<sup>14</sup>Sauf indication contraire, le taux de l'expansion monétaire se rapporte à une comparaison de l'encours des stocks au début et à la fin de chaque période. Il convient toutefois de noter qu'en raison des variations abruptes d'un mois à l'autre, il y a parfois des différences appréciables entre le taux de la croissance monétaire ainsi calculé, et le taux sur base moyenne annuelle. Ces différences ont été marginales en 1980/81 et 1981/82, mais cela a été moins le cas les années précédentes. En 1978/79, la masse monétaire moyenne a augmenté de 28 % au lieu de 15 % sur base fin d'année. En 1979/80, les pourcentages comparables ont été 18 % et 14 %.

fin de 1980/81, ces deux branches d'activité ont respectivement représenté 20 % et 39 % de l'encours du stock du crédit privé; le taux d'augmentation de ce dernier a baissé chaque année depuis 1978/79. Ce phénomène reflète en particulier un ralentissement des prêts pour la construction et, sans doute aussi, un fléchissement sous-jacent de la croissance des besoins de crédit du secteur privé.

La composition de la liquidité intérieure a changé (tableau 41 de l'annexe). La part de la monnaie au sens étroit (espèces et dépôts à vue) dans la liquidité intérieure totale est tombée de 80 % à la fin de 1975/76 à 72 % à la fin de 1980/81. Ce recul a traduit la baisse de l'importance relative des espèces et des dépôts à vue, le ratio de ces deux éléments étant resté, grosso modo, le même. A mesure que la part de la quasi-monnaie dans la liquidité intérieure totale a augmenté, la vitesse de circulation-revenu de la monnaie a ralenti. Le rapport entre la masse monétaire (sur base moyenne annuelle) et le PIB non pétrolier aux prix courants est descendu de 2,56 en 1975/76 à 1,97 en 1980/81. Cette évolution reflète peut-être l'utilisation croissante du système bancaire intérieur comme dépositaire de l'épargne privée. Dans ce contexte, il y a lieu de noter que, certaines années, une partie appréciable de l'augmentation de la quasi-monnaie a été imputable aux dépôts en devises (tableau 43 de l'annexe). Ces dépôts sont rémunérés à des taux internationalement compétitifs et, du point de vue du déposant, peuvent représenter un substitut du placement de capitaux à l'étranger. La croissance des dépôts en devises a été particulièrement importante en 1980/81, année durant laquelle elle a représenté plus de 40 % de la progression totale de la quasi-monnaie. Outre qu'il sert de plus en plus de dépositaire pour l'épargne, il apparaît également que l'on utilise le système bancaire plus largement pour effectuer des paiements, comme le prouve le fait que la croissance des compensations bancaires a été bien plus rapide que celle des dépenses nominales. Ces deux phénomènes semblent être liés à la rapide expansion du réseau de succursales bancaires notée plus haut.

D'après les indications dont on dispose actuellement, l'évolution monétaire en 1981/82 a été un peu différente, à certains égards, de ce qui s'était passé les années précédentes. Les 11 premiers mois, le taux de croissance de la liquidité intérieure, ayant sensiblement augmenté, a atteint selon estimation 25 %, au lieu de 18,5 % au cours de la période correspondante de l'année précédente. On ne dispose pas de données qui permettraient une analyse complète de cette évolution en termes d'une présentation faisant apparaître séparément les positions de balance des paiements de l'Etat et du secteur privé. Il apparaît néanmoins que la montée du taux de la croissance monétaire en 1981/82 s'explique peut-être en partie par le fait que le secteur privé préfère de plus en plus détenir son épargne financière sous forme de créances sur les institutions financières intérieures plutôt qu'à l'étranger. Ainsi, la part de la quasi-monnaie dans la liquidité intérieure totale est montée de 27,5 % à 31,5 % durant les 11 premiers mois de l'année. Contrairement à ce qui s'est passé en 1980/81, cette augmentation a été entièrement imputable aux dépôts libellés en monnaie locale, du fait que les dépôts en devises ont progressé à peu près au même rythme que l'ensemble de la liquidité intérieure. Ce mouvement a coïncidé avec la hausse qui serait intervenue dans les rendements sur les dépôts libellés en riyals dans un

climat général de concurrence plus marquée entre les banques dans la recherche des dépôts. Dans la mesure où ce facteur a conduit à une rétention plus grande de l'épargne du secteur privé dans le système financier local, les sorties de capitaux ont diminué, ainsi que le déficit de la balance des paiements du secteur privé, par voie de conséquence.

Le taux de croissance des prêts bancaires au secteur privé est tombé de 38 % en 1980/81 à 16 % les 11 premiers mois de 1981/82. La majeure partie de cette baisse s'est expliquée par la réduction de la croissance des prêts au secteur de la construction et à celui des services. Il se peut que cette évolution ait été en partie influencée par l'alourdissement déclaré des coûts afférents aux emprunts bancaires. Il est néanmoins probable que le principal facteur aura été la modération générale de la demande de crédit du secteur privé, occasionnée par le ralentissement du taux de croissance de l'activité économique, surtout dans le secteur de la construction. Ce point de vue est confirmé par le ralentissement des prêts accordés par les deux institutions de crédit qui prêtent le plus au secteur privé, à savoir le REDF et la SIDF; les conditions auxquelles elles prêtent n'ayant pas changé, cela donne à penser que la principale cause du fléchissement dans la croissance de leurs opérations de prêt et des opérations de crédit des banques commerciales est un ralentissement de la demande sous-jacente de crédit.

La composition du portefeuille des banques a sensiblement changé ces dernières années (tableau 12). Après 1978/79, le rapport entre réserves, d'une part, dépôts bancaires et total des actifs, d'autre part, a baissé. Le ratio réserves/dépôts, qui avait été 42,8 % à la fin de 1978/79, est tombé à 12,9 % à la fin de 1980/81. Au cours de la même période le ratio réserves/total des actifs est tombé de 32,9 % à 8,5 %. Ces variations ont amené les autorités à modifier les coefficients de réserves obligatoires générales. En mai 1979, ceux-ci ont été ramenés de 15 % à 12 % pour les dépôts à vue et à 2 % pour les dépôts à terme et les dépôts d'épargne. En février 1980, le coefficient de réserves obligatoires pour les dépôts à vue a été encore réduit et ramené à 7 %. Toutefois, le coefficient des réserves obligatoires supplémentaires, à savoir 50 % de tous les dépôts supérieurs à 15 fois le compte de capital et le compte de réserve d'une banque, n'a pas été modifié. Bien qu'il semble que l'une des raisons du changement dans la position de liquidité des banques commerciales ait été la très forte expansion des prêts privés, comme le montre l'augmentation (49 % à 66 %) du ratio crédits/dépôts entre la fin de 1978/79 et la fin 1980/81, il est probable qu'un autre facteur ne soit pas étranger à ce résultat : la tendance des banques commerciales, à délaisser les actifs de réserve intérieurs au profit d'avoirs extérieurs. Au cours des deux années qui ont pris fin en 1980/81, quand le ratio réserves/dépôts a baissé, le ratio avoirs extérieurs/total des actifs a augmenté, puisque, de 24,7 %, il est monté à 43,8 %. Il est probable que cette variation a été due à l'attrait exercé par les rendements intéressants qui pouvaient être obtenus sur les actifs libellés en devises, par comparaison avec l'absence d'actifs de réserve productifs libellés en monnaie nationale. Ces tendances se sont poursuivies durant les 11 premiers mois de 1981/82. Les rapports entre réserves et dépôts, d'une part, et total des actifs,

d'autre part, ont continué à baisser, et les ratios avoirs extérieurs/total des actifs, à monter. Toutefois, à la différence des années précédentes, le rapport entre les avances et les dépôts a baissé, par suite du fléchissement de la croissance du crédit accordé au secteur privé, comme on l'a dit plus haut.

### 3. Opérations des institutions de crédit spécialisées

Comme source de crédit intérieur en Arabie Saoudite, ces dernières années, les banques commerciales ont été éclipsées par les banques de crédit spécialisées. Les prêts nets accordés par celles-ci ont atteint en moyenne 18 milliards de riyals annuellement au cours des quatre ans qui ont pris fin en 1980/81 (tableau 13), au lieu de 8 milliards de riyals pour les banques commerciales. A la fin de l'année 1980/81, le total des actifs des institutions de crédit spécialisées a été de 15 % supérieur à celui des banques commerciales (tableaux 43 et 44 de l'annexe).

Ces institutions, dont la plupart ont été créées au début des années 70, sont utilisées pour canaliser les fonds du secteur public vers le secteur privé et certains organismes du secteur public. Les plus importantes d'entre elles sont le REDF, le SIDF et le PIF. Le REDF a été créé en 1974 pour financer dans le secteur privé la construction de logements individuels et d'immeubles collectifs, locatifs et hôteliers. Le SIDF, également créé en 1974, accorde du crédit au secteur privé pour la création et l'agrandissement des entreprises industrielles et pour le financement des projets de distribution d'électricité. Le PIF, créé en 1971, finance par des prêts ou des prises de participation les grands projets industriels et commerciaux entrepris par le secteur public, et encourage également le secteur privé à participer à ces projets. La Banque agricole saoudienne (SAB) et la Banque de crédit saoudienne sont de bien moindre importance globale, bien que les activités de la première se soient régulièrement développées ces dernières années dans le cadre de la politique officielle qui encourage l'expansion du secteur agricole. La majeure partie des prêts accordés par les institutions de crédit spécialisées sont à moyen et à long terme et l'intérêt à verser est faible ou nul. Dans bien des cas, ces prêts s'ajoutent au financement fourni par les banques commerciales. Le SIDF, par exemple, n'a pas le droit de financer les fonds de roulement des projets industriels auxquels il apporte son concours.

Après avoir un peu baissé par rapport à leur sommet antérieur en 1978/79 et 1979/80, les décaissements nets effectués par les institutions de crédit spécialisées ont atteint un nouveau chiffre record de presque 20 milliards de riyals en 1980/81. Une baisse des prêts accordés par le REDF a été plus qu'annulée par une augmentation des décaissements effectués par le PIF et la SAB. Excepté pour le REDF, les remboursements de prêts ne constituent pas encore une source importante de fonds pour ces institutions. Les prêts nets accordés durant la première moitié de 1981/82 ont atteint 9,4 milliards de riyals, ce qui donne à penser que le taux annuel des décaissements nets a un peu augmenté par rapport à l'année précédente. Toutefois, la répartition des prêts a été nettement différente. Le taux des décaissements nets effectués par la SAB par suite de l'importance particulière qui a été

accordée au développement agricole, a plus que doublé (chapitre I, section 4), tandis que les autres prêts au secteur privé, surtout par le SIDF et le REDF, ont baissé. La principale raison du niveau total élevé des prêts accordés par les institutions de crédit spécialisées a été, durant la première moitié de 1981/82, un accroissement de presque 2 milliards de riyals des décaissements effectués par le PIF au titre des grands projets industriels entrepris sous l'égide du secteur public. Abstraction faite de cette augmentation, les prêts nets accordés par les autres institutions ont un peu baissé au cours de la première moitié de 1981/82 par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Tableau 10 Arabie Saoudite - Facteurs influençant l'expansion monétaire, 1975/76-1981/82

Exercices	Onze premiers mois						
	1395/96 1975/76	1396/97 1976/77	1397/98 1977/78	1398/99 1978/79	1399/1400 1979/80	1400/01 1980/81	1401/02 1981/82
(Milliards de riyale saoudiens)							
Variations dans							
Monnaie et quasi-monnaie							
Monnaie	10,4 (8,9)	12,9 (11,6)	16,3 (14,1)	7,8 (5,2)	11,3 (5,2)	13,4 (6,5)	21,9 (11,4)
Quasi-monnaie	(1,5)	(1,2)	(2,2)	(2,6)	(6,1)	(6,9)	(10,4)
Avoirs extérieurs (nets)	49,0	48,4	2,4	-18,2	45,9	126,1	126,4
AMAS	(47,6)	(45,6)	(-2,0)	(-15,6)	(35,2)	(120,6)	(110,9)
Banques commerciales	(1,4)	(2,8)	(4,3)	(-2,6)	(10,7)	(10,2)	(15,5)
Dépôts du secteur public	-39,1	-31,1	14,4	15,5	-32,8	-118,5	-112,0
Créances sur le secteur privé	3,1	-0,1	2,8	8,5	9,5	10,8	6,3
Autres postes (net)	-2,6	-4,2	-3,3	1,9	-11,4	0,2	1,1
Postes pour mémoire							
Dépenses intérieures nettes de l'Etat <sup>2</sup>	42,3	62,6	94,4	95,3	126,6	143,7	...
Déficit de la balance des paiements du secteur privé <sup>2</sup>	-32,4	-45,4	-71,6	-98,0	-113,5	-127,1	...
(Pourcentage par an)							
Variations dans							
Monnaie et quasi-monnaie	73,9	52,7	43,6	14,5	18,4	20,4 <sup>3</sup>	25,0 <sup>3</sup>
Monnaie	(83,2)	(59,5)	(45,1)	(11,5)	(10,2)	(13,9)	(18,0)
Quasi-monnaie	(44,6)	(25,3)	(36,0)	(30,9)	(56,2)	(40,4) <sup>3</sup>	(43,3) <sup>3</sup>
(réances sur le secteur privé	57,5	-1,1	33,3	76,0	48,1	37,7	15,6

Source: tableau 41 de l'annexe et estimations des services du Fonds.

<sup>1</sup> Chiffres provisoires<sup>2</sup> L'incidence monétaire de la somme des dépenses intérieures nettes de l'Etat et du déficit de la balance des paiements du secteur privé est, par identité, égale à celle des variations des avoirs extérieurs (nets) et des dépôts du secteur public présentées ci-dessus.<sup>3</sup> Les données relatives à la quasi-monnaie (et par conséquent celles qui concernent le total de la monnaie et de la quasi-monnaie) ont été ajustées à la fin de 1400/01 pour exclure les dépôts des organismes publics autonomes, d'un montant de 6,5 milliards de riyale, ou a effectué un ajustement analogue de 6 milliards de riyale à la fin du onzième mois de 1401/02, dans les deux cas, un contre-ajustement dans "Autres postes (net)".

Tableau 11. Arabie Saoudite - Crédit des banques commerciales, par branches d'activité économique, 1975/76-1981/82

(Millions de riyals saoudiens)

Fin de période	1995/96	1996/97	1997/98	1998/99	1999/2000	2000/01	Premier semestre	
							1400/01	1401/02
	1975/76	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81	1980/81	1981/82
Agriculture et pêche	38	36	74	147	169	232	209	304
Industrie et secteur manufacturier	1.011	1.000	1.161	1.854	2.408	3.460	2.553	3.605
Mines et carrières	30	59	98	274	580	637	727	331
Electricité, eau et autres services d'utilité publique	172	250	279	761	936	1.020	913	1.058
Bâtiment et travaux publics	1.882	1.961	2.388	3.812	5.902	7.513	7.132	8.714
Commerce	3.186	2.808	3.573	5.905	9.905	14.719	12.541	15.144
Transports et communications	209	193	196	429	491	1.080	884	1.017
Finances	122	360	194	333	484	939	653	917
Services	193	152	286	565	864	1.560	1.315	1.609
Divers	1.448	1.133	2.358	4.917	6.766	6.924	5.713	8.301
Total	8.291	7.952	10.607	18.997	28.505	38.084	32.640	41.000

Source Agence monétaire de l'Arabie Saoudite.

Ces données diffèrent des créances sur le secteur privé, comme le montre le bilan consolidé des banques commerciales, les investissements intérieurs effectués par les banques commerciales n'étant pas retenus ici.



Tableau 12. Arabie Saoudite - Principaux ratios prescrite pour les banques commerciales, 1975/76-1981/82

(En pourcentage)

Fin de période	1995/96	1996/97	1997/98	1998/99	1999/1400	1400/01	Juinad 1 <sup>1</sup>	
	1975/76	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81	1400/01	1401/02 <sup>2</sup>
Réserves/dépôts	38,0	51,8	51,4	42,8	19,0	12,9 <sup>3</sup>	15,8	9,8 <sup>4</sup>
Réserves/total des actifs	27,8	34,3	34,9	32,9	13,7	8,5	10,6	7,2
Avances/dépôts	53,5	35,5	31,5	48,9	61,6	65,6 <sup>3</sup>	65,7	54,5 <sup>4</sup>
Avances/total des actifs	39,2	23,9	21,4	37,6	44,6	43,0	44,3	10,2
Avoirs extérieurs/total des actifs	25,0	26,8	28,0	24,7	36,5	43,8	40,0	47,8

Source : Agence monétaire de l'Arabie Saoudite.

<sup>1</sup> Juinad 1 est le onzième mois de l'exercice. En 1980/81, il a pris fin le 4 avril 1981, et en 1981/82, le 25 mars 1982.

<sup>2</sup> Chiffres provisoires.

<sup>3</sup> Les dépôts sont ajustés de façon à exclure 6.471 millions de riyals de dépôts des organismes publics autonomes.

<sup>4</sup> Les dépôts sont ajustés de façon à exclure 5.969 millions de riyals de dépôts des organismes publics autonomes.

Tableau 13. Arabie Saoudite - Prêts nets par les institutions de crédit spécialisées, 1975/76-1981/82

(Millions de riyals saoudiens)

Exercices	1395/96 1975/76	1396/97 1976/77	1397/98 1977/78	1398/99 1978/79	1399/1400 1979/80	1400/01 1980/81	Premier semestre	
							1400/01 1980/81	1401/02 1981/82
Banque agricole	269	407	350	446	585	1.434	572	1.170
Fonds de développement industriel	1.701	2.264	5.091	6.735	6.124	6.191	2.287	1.761
Fonds d'investissement public	1.512	3.843	6.267	3.893	2.760	5.617	1.859	3.806
Fonds de développement immobilier	2.159	8.833	7.303	5.273	7.370	6.416	3.147	2.566
Banque saoudienne de crédit	51	118	18	-39	-53	279	70	110
Caisse de crédit pour entrepreneurs	117	-3	-12	-15	--	--	--	--
Total	5.809	15.462	19.017	6.293	16.786	19.937	7.935	9.413

Sources : Agence monétaire de l'Arabie Saoudite et institutions de crédit spécialisées.

<sup>1)</sup> Décaissements de prêts moins remboursements.

## V. Balance des paiements

### 1. Structure et évolution globale

On trouvera au tableau 14 un état récapitulatif de la balance des paiements, et un état plus détaillé (couvrant la période 1973-80) au tableau 45 de l'annexe. Certains des chiffres repris dans ces tableaux sont sans doute sujets à des marges d'erreur variables. Il serait difficile de donner une description détaillée de l'évolution du compte capital, du programme saoudien d'aide extérieure et des réserves officielles, en raison du manque d'informations complètes et des incertitudes relatives à la position exacte de la ligne de démarcation entre mouvements de capitaux publics et variations des réserves.

La structure de la balance des paiements de l'Arabie Saoudite reflète le rôle déterminant joué par les recettes d'exportation pétrolières, qui ont représenté 85-90 % des recettes totales du compte des opérations courantes au cours des cinq dernières années. La majeure partie du reste consiste en revenus de l'investissement au titre des avoirs extérieurs, qui, tout en ayant augmenté rapidement, n'ont encore fourni que 8 % environ des recettes courantes en 1981. Comme les recettes pétrolières et les revenus de l'investissement vont presque exclusivement au secteur public (et représentent l'essentiel du revenu national de l'Arabie Saoudite), l'utilisation de ces recettes par l'Etat détermine dans une large mesure le niveau des importations de biens et services. Outre ses importations directes considérables, les dépenses intérieures de l'Etat constituent le principal facteur qui influence la demande d'importations du secteur privé. A cause du régime des changes et du commerce libre de toutes restrictions, de la taille relativement faible de la production nationale, et des possibilités limitées en matière d'investissements intérieurs, une grande partie du revenu privé se traduit par une demande de biens et services étrangers ou une épargne détenue à l'extérieur.

La position du compte des opérations courantes et celle de la balance globale des paiements de l'Arabie Saoudite ont sensiblement fluctué ces dernières années, surtout par suite des variations des recettes tirées des exportations de pétrole et des changements intervenus dans la politique en matière de dépenses publiques. Le compte des biens, services et transferts privés<sup>15</sup> a été en excédent chacune de ces

---

<sup>15</sup>Le solde afférent à ces transactions, souvent appelé solde "du compte des opérations courantes", figure à la ligne 3 du tableau 14, et au tableau 44 de l'annexe. Comme la définition de ce compte peut aussi inclure les transferts publics, le total des marchandises, des services, des transferts privés et du montant estimé de l'aide extérieure (dont les transferts publics sont une composante essentielle) figure à la ligne 5 de ces deux tableaux. Ce dernier poste est le solde du compte des opérations courantes dont il est fait état dans les statistiques officielles de balance des paiements de l'Arabie Saoudite.

dernières années, mais le volume de l'excédent a beaucoup varié. Par suite des hausses de prix du pétrole à la fin de 1973 et au début de 1974, l'excédent, en très forte augmentation, a atteint 24 milliards de dollars en 1974. Au cours de la période 1975-78, la valeur des exportations de pétrole n'a qu'assez légèrement augmenté, et une absorption intérieure rapide de l'accroissement des recettes pétrolières, causée par l'augmentation massive des dépenses publiques, a conduit à l'élimination ou presque de l'excédent en 1978; si on inclut l'aide extérieure, un léger déficit a été enregistré cette même année. Durant les trois années suivantes, la valeur des exportations pétrolières a environ triplé par suite des augmentations considérables des prix du pétrole, ainsi que de l'accélération du rythme de sa production. Bien que la politique de dépenses publiques ait été beaucoup plus modérée durant cette période qu'après les augmentations des prix du pétrole de 1973-74, les importations de biens et services ont continué d'augmenter sensiblement, en valeur absolue. Toutefois, l'excédent au titre des biens, services et transferts privés a monté considérablement : de moins de 2 milliards de dollars en 1978 à environ 47 milliards de dollars en 1980 et à un sommet d'environ 52 milliards de dollars en 1981. La production pétrolière ayant été fortement réduite depuis la fin de 1981, les recettes d'exportation pétrolières ont beaucoup baissé au premier semestre 1982.

L'Arabie Saoudite a versé des montants appréciables d'aide extérieure à d'autres pays en développement, ces dernières années. De plus, une grande partie des excédents au titre des transactions courantes a pris le chemin de l'étranger sous forme d'augmentations des avoirs extérieurs nets des banques commerciales et de sorties de capitaux privés. Néanmoins, le total des avoirs extérieurs publics (y compris les réserves et autres actifs) a augmenté chaque année, sauf en 1978. De fin 1973 à fin 1981, ces avoirs sont montés d'environ 118 milliards de dollars à environ 123 milliards de dollars, plus de la moitié de cet accroissement s'est produit en 1980 et en 1981.

## 2. Echange de marchandises, services et transferts privés

Après avoir quadruplé en 1974, la valeur des exportations pétrolières n'a que modérément augmenté : de 30 milliards de dollars cette année-là, elle est passée à environ 37 milliards de dollars en 1978. Cette progression a reflété entièrement une hausse estimative de 25 % du prix moyen à l'exportation, tandis que le volume des exportations pétrolières a fluctué sans présenter aucune tendance nette au cours de la période. La valeur des exportations pétrolières est montée de 57 % en 1979, de 74 % en 1980, et, continuant à monter de 10 %, elle a atteint un niveau approximatif de 110 milliards de dollars en 1981. Ces augmentations massives ont traduit surtout le très fort mouvement ascendant du prix moyen annuel, qui, entre 1978 et 1981, est monté d'environ 156 %. Le volume des exportations pétrolières a sensiblement augmenté aussi (de 20 %) entre 1978 et 1980, mais il a ensuite légèrement baissé (de 2 %) en 1981. On analyse au chapitre I, section 3, l'évolution sous-jacente à ces changements. Les exportations saoudiennes de marchandises autres que le pétrole sont restées insignifiantes, étant donné que l'accroissement de la production non pétrolière a été absorbé dans le marché intérieur. On s'attend néanmoins à ce que le nouveau complexe pétrochimique

et les autres grands projets industriels en cours de construction ou au stade de la préparation (chapitre I, section 5) produisent un volume appréciable de nouvelles recettes d'exportation au cours des prochaines années.

L'augmentation massive des dépenses publiques depuis 1973 s'est soldée par une croissance spectaculaire des importations de biens et services. La valeur des importations de marchandises (f.o.b.)<sup>16</sup> est montée d'environ 2 milliards de dollars en 1973 à 34 milliards de dollars en 1981. Une partie de cette croissance a été liée à des hausses importantes des prix à l'importation, mais a été surtout imputable à l'expansion du volume des importations. La croissance des importations a cependant ralenti peu à peu depuis le milieu de la dernière décennie. En valeur, les importations ont augmenté à des taux moyens annuels de 78 % durant la période 1974-76, de 39 % durant la période 1977-78, et d'un peu moins de 20 % durant la période 1979-81. Ce ralentissement de la croissance des importations s'explique en grande partie par celui du taux de progression des dépenses budgétaires ces dernières années. Alors que l'expansion rapide des importations durant le milieu de la décennie 1970 a produit de graves tensions dans le système de distribution, en particulier un engorgement des principaux ports, ces goulots d'étranglement ont été éliminés durant la deuxième moitié de la décennie grâce à une intervention efficace de l'Etat, et il ne semble pas actuellement qu'il y ait d'obstacles matériels au mouvement des importations.

Les données disponibles sur la composition par produits des importations ne sont pas complètes. Les statistiques officielles du commerce extérieur (tableau 46 de l'annexe) ne couvrent pas certaines importations du secteur public, et les données relatives aux importations financées par l'intermédiaire des banques commerciales (tableau 47 de l'annexe) ne concernent qu'une fraction des importations du secteur privé. Ces deux sources indiquent toutefois que les importations de toutes les principales catégories de biens ont considérablement augmenté ces dernières années, par suite de la croissance rapide des dépenses de consommation et d'investissement en Arabie Saoudite. Les statistiques relatives à la valeur et à la répartition géographique des importations en provenance des pays industriels, tirées des données communiquées par les pays partenaires et couvrant 80 % des importations totales de l'Arabie Saoudite, figurent aux tableaux 48 et 49 de l'annexe. Elles montrent que la rapide croissance des importations totales ces dernières années n'a pas été accompagnée de changements très importants dans la part relative de chaque pays industriel depuis le milieu des années 70. Les principaux fournisseurs parmi ces pays en 1981 ont été les Etats-Unis (27 %), le Japon (22 %), la République fédérale d'Allemagne (10 %), le Royaume-Uni (9 %) et l'Italie (8 %).

Le total des paiements au titre des services et transferts privés a, lui aussi, augmenté rapidement ces dernières années. La croissance des paiements invisibles a partiellement reflété l'accroissement des

---

<sup>16</sup>Les valeurs et les prix des importations de l'Arabie Saoudite sont exprimés en dollars E.U. dans toute la présente section.

versements aux entrepreneurs et bureaux d'études étrangers associés à l'effort de développement, qui s'intensifie, et aux frais de plus en plus lourds qu'entraîne l'entretien du stock de capital considérable accumulé ces dernières années. De plus, les envois de fonds effectués par les travailleurs expatriés (transferts privés) ont rapidement augmenté à cause de la progression continue du nombre de ces travailleurs et de leurs gains moyens, quoique les uns et les autres se soient récemment accrus à un rythme plus modéré. Du fait de la progression du revenu de l'investissement sur les avoirs extérieurs, les recettes au titre des invisibles ont, elles aussi, nettement augmenté. Entre 1978 et 1981, ces recettes se sont accrues de plus de 140 % (atteignant ainsi environ 10,5 milliards de dollars) par suite de la forte expansion des avoirs extérieurs et des niveaux élevés des taux d'intérêt sur les marchés financiers internationaux. Le déficit net sur les services et les transferts privés s'est continuellement élargi jusqu'en 1980, mais on estime qu'il a sensiblement baissé en 1981, du fait que la croissance des paiements au titre des invisibles a ralenti et que le revenu de l'investissement a notablement progressé (tableau 14).

### 3. Aide extérieure, autres mouvements de capitaux et avoirs extérieurs publics

Plus d'un tiers de l'excédent global au titre des biens, services et transferts privés durant la période 1974-81 (environ 190 milliards de dollars) a été acheminé à l'étranger sous forme de transactions en capital du secteur pétrolier, d'accroissements des avoirs extérieurs nets des banques commerciales, de mouvements de capitaux privés et d'aide extérieure publique aux pays en développement. Le total des avoirs extérieurs publics<sup>17</sup>, qui sont détenus et gérés par l'AMAS, a augmenté d'environ 118 milliards de dollars au cours de cette période. Plus de la moitié de cet accroissement s'est produit en 1980 et 1981, années où les avoirs extérieurs publics, ayant augmenté d'un total de 62 milliards de dollars, ont atteint un niveau estimatif d'environ 123 milliards de dollars à la fin de 1981. Ces avoirs ont encore progressé et s'établissaient à 133 milliards de dollars en mars 1982, le dernier mois pour lequel on dispose de données. Les statistiques relatives à la composition de ces avoirs figurent au tableau 15, avec les chiffres qui concernent les avoirs extérieurs nets des banques commerciales. Comme ces derniers ont sensiblement augmenté au cours des trois dernières années, la position des banques à cet égard est montée d'environ 2 milliards de dollars à la fin de 1978/79 à 14 milliards de dollars en mars 1982 (chapitre IV).

Les mouvements de capitaux relatifs au secteur pétrolier ont fortement oscillé, ces dernières années, par suite, surtout, des variations de l'encours, en fin d'année, des crédits à l'exportation, qui ont découlé elles-mêmes du décalage entre les exportations pétrolières et les recettes correspondantes. En 1979 et 1980, cet encours a augmenté à

---

<sup>17</sup>Ces avoirs comprennent les réserves et autres avoirs extérieurs. La ligne de démarcation entre variations des avoirs de réserve et mouvements de capitaux publics n'est pas précise.

cause de la forte hausse persistante des prix des exportations pétrolières depuis la fin de 1978. Comme, toutefois, les prix à l'exportation ont moins augmenté à la fin de l'année, et comme le volume des exportations pétrolières a baissé à la fin de 1981, l'encours des crédits à l'exportation du pétrole a diminué en 1981.

Les investissements extérieurs directs en Arabie Saoudite ont augmenté peu à peu, et l'on estime qu'ils ont atteint un niveau supérieur à 1 milliard de dollars en 1981. Ces investissements ont été encouragés par les stimulants fournis dans le cadre de la loi sur l'investissement financier étranger (chapitre I, section 5 et chapitre VI, section 3). Bien qu'on ne dispose pas de renseignements détaillés, il y a eu ces dernières années des sorties massives de capitaux qui ont notablement augmenté après 1978, en partie à cause de la hausse des taux d'intérêt sur les marchés financiers internationaux. Les autres éléments qui ont contribué à cette évolution ont été la montée des revenus, le fait que le secteur privé a souhaité diversifier ses actifs, et le caractère relativement limité des possibilités d'investissement dans le pays. Il se peut qu'une baisse modérée apparente des sorties nettes de capitaux privés en 1981 ait été en partie associée au fait que le secteur privé a préféré avoir des dépôts libellés en riyals dans les banques locales plutôt que détenir des actifs à l'étranger (chapitre IV, section 2).

L'Arabie Saoudite a fourni ces dernières années des montants importants d'assistance financière aux pays en développement. La majeure partie de cette aide a été apportée sous forme de dons et crédits concessionnels bilatéraux. On estime que, pendant la période 1976-80, elle a atteint un total de 20 milliards de dollars. Les prêts bilatéraux de l'Arabie Saoudite ont sensiblement augmenté durant les deux dernières années. Outre ses flux d'aide bilatérale, l'Arabie Saoudite a été également l'un des principaux bailleurs de fonds de divers organismes régionaux et multilatéraux de développement, tels que le Fonds de l'OPEP et la Banque islamique de développement. De plus, l'Arabie Saoudite a accordé des prêts importants au Fonds monétaire international au titre du mécanisme pétrolier (2.250 millions de DTS) et du mécanisme de financement supplémentaire (1.934 millions de DTS)<sup>18</sup>. En mai 1981, l'Arabie Saoudite a accepté de prêter au Fonds un maximum de 8 milliards de DTS au cours d'une période de deux ans, pour financer la politique d'accès élargi aux ressources du Fonds.

La majeure partie de l'aide bilatérale saoudienne au développement a été fournie sous forme de dons et de prêts de soutien à la balance des paiements, mais une fraction de plus en plus importante de l'aide accordée par le FSD a été affectée à des projets. Ce dernier a été créé

---

<sup>18</sup>En outre, des créances totalisant l'équivalent de 225 millions de DTS dans le cadre du mécanisme pétrolier et de 172 millions de DTS dans le cadre du mécanisme de financement supplémentaire ont été transférées à l'AMAS par la Deutsche Bundesbank en 1980.

en 1974 avec un capital de 10 milliards de riyals, porté à 15 milliards de riyals en novembre 1980 et à 25 milliards de riyals (environ 7,3 milliards de dollars) en juin 1981. Les prêts sont accordés par le FSD à des conditions des plus libérales (normalement leur échéance est de 20 ans, avec un différé d'amortissement de cinq ans, et des commissions allant de 2 à 4 %) concernant surtout les projets d'infrastructure et d'agriculture dans les pays en développement. A la fin de 1981, environ 120 accords de prêts avaient été signés pour un montant total supérieur à 10 milliards de riyals. Les décaissements ont commencé en 1975, et on estime qu'ils ont atteint environ 1,5 milliard de DTS en 1981. Outre les crédits financés avec ses propres ressources, le FSD gère un certain nombre de prêts très libéraux accordés par le gouvernement saoudien.



Tableau 14. Arabie Saoudite - Etat récapitulatif de la balance des paiements, 1975-81

(Milliards de dollars E.U.)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	Chiffres provisaires 1981
1 Commerce de marchandises, f.o.b	21,2	25,1	25,6	17,0	34,5	72,5	76,7
Exportations de pétrole	27,1	35,4	40,1	36,9	57,9	100,6	110,5
Autres exportations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Importations	-6,0	-10,4	-14,7	-20,0	-23,5	-28,2	-34,0
2 Services et transferts privés	-3,8	-7,6	-9,8	-15,3	-19,9	-25,6	-24,6
Recettes	3,3	4,6	6,1	6,5	7,7	11,3	14,9
Revenu des investissements	(1,8)	(2,9)	(4,0)	(4,3)	(4,9)	(7,4)	(10,5)
Secteur pétrolier (combustibles de soude)	(0,6)	(0,7)	(0,7)	(0,5)	(0,8)	(0,9)	(1,0)
Divers	(0,8)	(1,1)	(1,4)	(1,6)	(2,0)	(3,0)	(3,4)
Paiements	-7,1	-12,2	-15,9	-21,8	-27,6	-36,8	-39,5
Prêt et assurance	(-0,9)	(-2,1)	(-2,9)	(-3,4)	(-4,0)	(-5,1)	(-6,1)
Revenu des investissements du secteur pétrolier	(-1,6)	(-2,2)	(-2,4)	(-1,2)	(-2,1)	(-6,9)	(-6,8)
Services privés divers	(-1,7)	(-2,7)	(-3,9)	(-7,2)	(-8,0)	(-6,6)	(-8,1)
Services publics divers, non repris ailleurs <sup>1</sup>	(-2,3)	(-4,2)	(-5,1)	(-7,2)	(-10,2)	(-14,1)	(-13,8)
Transferts privés	(-0,6)	(-1,0)	(-1,5)	(-2,8)	(-3,4)	(-4,1)	(-4,7)
3 Biens, services et transferts privés (1+2)	17,4	17,6	15,8	1,7	14,6	46,9	52,1
4 Aide extérieure publique	-3,1	-3,3	-3,9	-3,9	-3,5	-5,5	-7,0
5. Biens, services, transferts privés et aide extérieure publique (3+4)	14,3	14,3	11,9	-2,2	11,1	41,4	45,1
6. Autres mouvements de capitaux et réserves	-14,3	-14,3	-11,9	2,2	-11,1	-1,4	-4,1
Transactions en capital du secteur pétrolier (net) et autres entrées d'investissements directs	1,9	-0,4	0,8	0,6	-1,4	-3,2	3,4
Banques commerciales (net)	-0,1	-0,5	-0,7	-0,6	1,6	-3,7	-6,3
Autres capitaux privés, erreurs et omissions	0,3	-1,3	-1,5	0,9	-7,8	-8,3	-6,2
Autres capitaux et réserves officiels (augmentation -)2	-16,3	-12,0	-10,5	1,4	-0,4	-26,2	-36,0

Sources Agence monétaire de l'Arabie Saoudite, IMI, Balance of Payments Yearbook et estimations des services du Fonds.

<sup>1</sup> Non compris l'aide extérieure estimée (reprise sous le poste 4).<sup>2</sup> Variations des réserves et autres avoirs extérieurs officiels (surtout à long terme).

Tableau 15. Arabie Saoudite - Avoirs extérieurs de l'AMAS; avoirs et engagements extérieurs des banques commerciales, 1975/76-1981/82

(Milliards de dollars E.U.)

Fin de période	1395/96	1396/97	1397/98	1398/99	1399/1400	1400/01	Onze mois		
	1975/76	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81	1400/01	1401/02	1981/82 <sup>2</sup>
Avoirs extérieurs de l'AMAS	44,5	57,4	58,2	56,1	66,7	102,3	100,9	133,3	
Or	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
DTS <sup>3</sup>	--	--	--	0,1	0,4	0,4	0,4	0,3	
Position de réserve au Fonds <sup>3, 4</sup>	2,6	2,6	2,8	1,9	1,7	2,4	2,4	4,1	
Dépôts en devises <sup>5</sup>	20,7	23,8	18,7	16,1	16,4	24,7	26,4	29,6	
Autres avoirs extérieurs <sup>6</sup>	21,0	30,8	36,5	37,8	48,0	74,6	71,5	99,1	
Avoirs extérieurs nets des banques commerciales	0,7	1,6	2,9	2,1	5,4	9,7	8,4	14,0	
Avoirs	1,5	2,7	4,3	3,8	7,2	12,3	10,8	16,2	
Engagements	-0,8	-1,1	-1,4	-1,7	-1,8	-2,6	-2,4	-2,2	
Total	45,2	59,0	61,1	58,2	72,1	112,0	109,3	147,3	

Source : Agence monétaire de l'Arabie Saoudite.

<sup>1</sup> 14 avril 1981.

<sup>2</sup> 25 mars 1982.

<sup>3</sup> D'après les dossiers du Fonds.

<sup>4</sup> Comprend surtout des prêts au Fonds au titre du mécanisme pétrolier, du mécanisme de financement supplémentaire et de la politique d'accès élargi.

<sup>5</sup> Non compris les devises détenues en garantie des billets en circulation.

<sup>6</sup> Y compris les devises détenues en garantie des billets en circulation.

## VI. Régime des changes et de commerce

L'Arabie Saoudite n'applique pas de restrictions de change et n'impose pas de restrictions commerciales aux importations à des fins de balance des paiements. Elle impose, en revanche, des restrictions de portée limitée aux importations pour des raisons religieuses, sanitaires, ou des motifs de sécurité. Les transactions avec Israël et l'Afrique du Sud sont interdites. Toutefois, en vue d'encourager la création d'industries de substitution des importations, un nombre restreint de produits manufacturés sont soumis à l'importation, à des tarifs de protection dont les taux vont de 3 à 20 %. Les capitaux étrangers investis dans l'agriculture et les co-entreprises dans le secteur industriel sont exonérés d'impôt dans le souci d'encourager le transfert de technologie à l'Arabie Saoudite.

Cette dernière a formellement accepté, le 22 mars 1961, les obligations de l'article VIII, sections 2, 3 et 4 des statuts du FMI.

### 1. Régime des changes

Depuis 1975, le riyal saoudien est rattaché au DTS au taux de 1 DTS = 4,28255 riyals, avec des marges de fluctuation de 7,25 % de part et d'autre de ce taux. Le dollar des Etats-Unis est la monnaie d'intervention et l'AMAS publie chaque jour le cours d'achat et de vente pour le riyal en termes du taux du dollar E.U. Ces taux servent de base aux cours cotés sur le marché, les banques étant autorisées à majorer ou à diminuer de 0,25 % les taux acheteur et vendeur de l'AMAS.

La politique officielle a visé à maintenir un rapport relativement stable entre le riyal et le dollar E.U. tout en maintenant le taux riyal/DTS à l'intérieur d'une marge de 7,25 % de part et d'autre de la parité. De fréquents ajustements ont été effectués au taux riyal/dollar, en général pour compenser partiellement les fluctuations de la valeur du dollar par rapport aux autres monnaies. Jusqu'en mai 1981, ces variations ont encore laissé le taux riyal/DTS à l'intérieur d'une marge de 7,25 % de part et d'autre de la parité. Par la suite, il s'est produit une nouvelle et modeste dévalorisation du riyal par rapport au dollar. Toutefois, les ajustements n'ont pas permis de compenser la hausse de la valeur du dollar par rapport au DTS, et les autorités ont donc, à titre temporaire, laissé le rapport entre le riyal et le DTS s'écarter de plus de 7,25 % de la parité pendant la majeure partie de la période qui s'est écoulée depuis mai 1981. Le plus récent ajustement du taux riyal/dollar a été effectué le 30 juin 1982, date à laquelle ce taux a été fixé à 3,435 riyals = 1 dollar E.U. Compte tenu du taux dollar/DTS alors en vigueur, le taux implicite riyal/DTS a été 3,73934 riyals = 1 DTS, ce qui a représenté un écart de 12,68 % par rapport à la parité (tableau 50 de l'annexe).

### 2. Politique commerciale

La politique commerciale saoudienne continue d'être libérale malgré la protection accordée dans certains cas en vue d'encourager la création d'industries locales de substitution des importations. Aucune licence d'importation n'est exigée, et les devises nécessaires aux versements à l'étranger sont obtenues librement.

Pour encourager le développement de l'industrie en Arabie Saoudite, les droits d'entrée frappant un certain nombre de produits manufacturés ont été relevés ces dernières années jusqu'à concurrence de 20 % ad valorem<sup>19</sup>. La plupart des importations, cependant, continuent d'entrer en Arabie Saoudite en franchise, ou sont assujetties à un taux de 3 %. La protection contre la concurrence étrangère est accordée pour une période de cinq ans lorsque les industriels saoudiens sont, en principe, à même de répondre à 70 % de la demande intérieure, mais les difficultés qu'a présentées la vérification de la capacité réelle ont eu pour conséquence que, dans la pratique, ce critère n'a pas été appliqué uniformément. On tient compte également de la valeur ajoutée locale pour déterminer l'opportunité de la protection douanière.

Excepté la réexportation de certains articles importés qui bénéficient de subventions publiques, qui est interdite, les exportations sont libres de toute restriction. Les recettes d'exportation sont également libres du contrôle des changes.

### 3. Capitaux

Il n'y a pas de contrôle des changes sur les capitaux reçus ou payés par les résidents ou les non-résidents, mais aucun transfert ne peut être effectué à destination ou en provenance d'Israël ou d'Afrique du Sud. Conformément à la loi sur l'investissement financier étranger, certains avantages sont accordés pour les investissements étrangers agréés en Arabie Saoudite. Une libéralisation de cette loi en 1979 a eu pour objet d'encourager le transfert de technologie pour développer les secteurs agricole et industriel. Le nouveau règlement étend l'exonération de l'impôt sur le revenu de cinq à dix ans pour les capitaux étrangers investis dans les co-entreprises agricoles et industrielles, à condition que la participation saoudienne soit aux moins 25 % du capital. L'exonération de cinq ans continue d'être appliquée aux investissements étrangers dans les autres secteurs.

Il y a à Bahreïn un marché offshore en riyals dont l'apparition s'est accompagnée d'une utilisation internationale accrue du riyal, par exemple, par l'intermédiaire de l'émission, par les banques étrangères, d'emprunts et d'obligations libellés en riyals. Pour freiner le mouvement d'internationalisation du riyal, en 1978 l'AMAS a communiqué des directives aux banques étrangères qui sont ses correspondants, leur demandant de solliciter son approbation avant de lancer un emprunt ou une émission d'obligations libellés en riyals. Cette politique est encore appliquée, et les autorités n'approuvent actuellement que les émissions liées aux projets ou activités en Arabie Saoudite. Par une nouvelle mesure visant à décourager l'utilisation internationale du riyal, les autorités ont adopté en 1979 une réglementation aux termes de laquelle tous contrats de travail en Arabie Saoudite dont la valeur dépasse 300 millions de riyals doivent être libellés en devises.

---

<sup>19</sup>En 1981, le taux du tarif douanier appliqué à certains autres articles a été porté à 20 % à des fins de protection industrielle. Ces articles sont les piles sèches, le sel de table et les allumettes.

Tableau 16. Arabie Saoudite - Concorde des fins de mois du calendrier de l'hégire avec le calendrier grégorien, 1395-1402

Années de l'hégire	1395	1396	1397	1398	1399	1400	1401	1402
Dernier jour de Moharram	11 fév. 75	31 janv. 76	19 janv. 77	9 janv. 78	29 déc. 78	19 déc. 79	7 déc. 80	26 nov. 81
Safar	12 mars 75	29 fév. 76	18 fév. 77	8 fév. 78	28 janv. 79	18 janv. 80	6 janv. 81	26 déc. 81
Rabie 1	11 avril 75	30 mars 76	19 mars 77	9 mars 78	26 fév. 79	16 nov. 80	6 fév. 81	25 janv. 81
Rabie 2	11 mai 75	29 avril 76	18 avril 77	7 avril 78	28 mars 79	17 mars 80	6 mars 81	23 fév. 82
Jumad 1	9 juin 75	29 mai 76	18 mai 77	7 mai 78	26 avril 79	15 avril 80	4 avril 81	25 mars 82
Jumad 2 (fin de l'exercice)	9 juil. 75	27 juin 76	16 juin 77	5 juin 78	26 mai 79	14 mai 80	4 mai 81	23 avril 82
Rajab	7 août 75	27 juil. 76	16 juil. 77	5 juil. 78	24 juin 79	13 juin 80	2 juin 81	23 mai 82
Sha'aban	5 sept. 75	25 août 76	14 août 77	3 août 78	24 juil. 79	12 juil. 80	1 <sup>er</sup> juil. 81	21 juin 82
Hamadan	5 oct. 75	23 sept. 76	13 sept. 77	2 sept. 78	22 août 79	11 août 80	31 juil. 81	20 juil. 82
Shawal	3 nov. 75	23 oct. 76	12 oct. 77	1 <sup>er</sup> oct. 78	21 sept. 79	9 sept. 80	29 août 81	19 août 82
Zul Quidah	3 déc. 75	21 nov. 76	11 nov. 77	31 oct. 78	21 oct. 79	9 oct. 80	28 sept. 81	17 sept. 82
Zul Hijjah	1 <sup>er</sup> janv. 76	21 déc. 76	10 déc. 77	30 nov. 78	19 nov. 79	8 nov. 80	27 oct. 81	17 oct. 82

Source : Agence monétaire de l'Arabie Saoudite.

Tableau 17. Arabie Saoudite - Produit intérieur brut, à prix courants et constants (de 1969/70), 1975/76-1980/81<sup>1</sup>

(Millions de riyals saoudiens)

	1395/96 1975/76	1396/97 1976/77	1397/98 1977/78	1398/99 1978/79	1399/1400 1979/80	1400/01 <sup>2</sup> 1980/81
Aux prix courants						
PIB, pétrole exclu	47.323	67.694	89.883	107.239	130.884	158.094
Secteur privé	(28.382)	(40.219)	(50.884)	(61.335)	(74.559)	(91.695)
Secteur public	(18.941)	(27.475)	(38.999)	(45.903)	(56.325)	(66.399)
Secteur pétrolier <sup>3</sup>	<u>116.570</u>	<u>136.249</u>	<u>133.935</u>	<u>140.384</u>	<u>252.705</u>	<u>360.987</u>
PIB, droits d'entrée exclus	163.893	203.943	223.818	247.622	383.590	519.080
A prix constants (de 1969/70)						
PIB, pétrole exclu	15.138	17.692	20.252	22.522	25.239	28.331
Secteur privé	(9.938)	(11.819)	(13.588)	(14.979)	(16.931)	(19.449)
Secteur public	(5.200)	(5.873)	(6.664)	(7.543)	(8.308)	(8.882)
Secteur pétrolier <sup>3</sup>	<u>19.112</u>	<u>21.626</u>	<u>21.513</u>	<u>21.999</u>	<u>23.869</u>	<u>24.631</u>
PIB, droits d'entrée exclus	34.250	39.318	41.765	44.521	49.108	52.962
Pour mémoire :						
Déflateurs implicites :						
PIB, pétrole exclu	312,61	382,62	443,82	476,15	518,58	558,02
Secteur privé	285,59	340,29	374,47	409,47	440,37	471,46
Secteur public	364,25	467,82	585,22	608,55	677,96	747,57
Secteur pétrolier <sup>3</sup>	<u>609,93</u>	<u>630,02</u>	<u>622,58</u>	<u>638,14</u>	<u>1.058,72</u>	<u>1.465,58</u>
PIB, droits d'entrée exclus	478,52	518,70	535,88	556,19	781,12	980,10

Source : Département central de la statistique, ministère des Finances et de l'Economie nationale.

<sup>1</sup>Séries révisées.

<sup>2</sup>Estimation provisoire.

<sup>3</sup>Y compris toutes les activités d'extraction, de transformation et de construction du secteur pétrolier.

Tableau 18. Arabie Saoudite - Produit intérieur brut, par branches d'activité économique à prix constants (1969/70), 1975/76-1980/81

(Millions de riyals saoudiens)

Exercices	1395/96 1975/76	1396/97 1976/77	1397/98 1977/78	1398/99 1978/79	1399/1400 1979/80	1400/01 <sup>1</sup> 1980/81
Agriculture, forêts et pêche	1.221	1.282	1.483	1.550	1.640	1.735
Industries extractives	17.622	19.986	19.797	20.237	21.780	22.621
Pétrole brut et gaz naturel	(17.510)	(19.852)	(19.650)	(20.112)	(21.652)	(22.487)
Divers	(112)	(134)	(147)	(125)	(128)	(134)
Industries manufacturières	2.187	2.479	2.694	2.962	3.226	3.426
Raffinage du pétrole	(1.359)	(1.523)	(1.591)	(1.686)	(1.749)	(1.716)
Divers	(828)	(956)	(1.103)	(1.276)	(1.477)	(1.711)
Electricité, gaz et eau	345	414	546	725	868	1.109
Construction	3.309	4.146	4.582	4.700	5.128	5.461
Commerce de gros et de détail, restaurants et hôtels	2.331	2.881	3.555	4.272	5.349	6.440
Transports, entreposage et communications	1.580	1.929	2.367	2.729	3.118	3.382
Finances, assurances, immobilier et services marchands	2.608	3.075	3.462	3.376	4.306	4.833
Propriété de logements	(1.933)	(2.276)	(2.549)	(2.804)	(3.085)	(3.393)
Divers	(675)	(799)	(913)	(1.072)	(1.222)	(1.440)
Services communautaires, sociaux et personnels	363	413	470	534	611	699
Services publics	2.755	2.813	2.953	3.130	3.334	3.567
Moins : commissions bancaires imputées	-70	-99	-144	-197	-250	-312
PIB en valeurs de production	<u>34.251</u>	<u>39.319</u>	<u>41.765</u>	<u>44.518</u>	<u>49.108</u>	<u>52.962</u>
Droits d'entrée	211	350	263	317	316	304
PIB en valeurs d'acquisition	<u>34.462</u>	<u>39.669</u>	<u>42.028</u>	<u>44.835</u>	<u>49.424</u>	<u>53.266</u>

Source : Département central de la statistique, ministère des Finances et de l'Economie nationale.

<sup>1</sup> Chiffres provisoires.

Tableau 19. Arabie Saoudite - Produit intérieur brut, par branches d'activité économique, aux prix courants, 1975/76-1980/81

(Millions de riyals saoudiens)

Exercices	1395/96 1975/76	1396/97 1976/77	1397/98 1977/78	1398/99 1978/79	1399/1400 1979/80	1400/01 <sup>1</sup> 1980/81
Agriculture, forêts et pêche	1.586	1.866	3.909	4.196	4.648	5.246
Industries extractives	110.095	129.289	127.181	132.218	238.579	342.670
Pétrole brut et gaz naturel	(109.560)	(128.466)	(126.156)	(131.098)	(237.218)	(340.997)
Divers	(535)	(823)	(1.025)	(1.120)	(1.361)	(1.673)
Industries manufacturières	8.173	9.284	9.974	12.615	19.295	26.118
Raffinage du pétrole	(5.962)	(6.221)	(5.908)	(7.442)	(12.828)	(18.027)
Divers	(2.211)	(3.063)	(4.066)	(5.173)	(6.467)	(8.091)
Electricité, gaz et eau	151	144	204	248	271	318
Construction	15.854	25.546	31.959	34.764	43.108	51.689
Commerce de gros et de détail, restaurants et hôtels	6.180	8.507	11.049	13.912	17.760	22.395
Transports, entreposage et communications	4.077	6.775	9.960	12.765	15.749	18.262
Finances, assurances, immobilier et services marchands	8.444	11.130	12.704	16.180	18.815	22.149
Propriété de logements	(5.278)	(6.924)	(7.632)	(9.663)	(10.962)	(12.408)
Divers	(3.166)	(4.206)	(5.072)	(6.517)	(7.853)	(9.741)
Services communautaires, sociaux et personnels	1.989	2.609	3.293	4.155	5.260	6.668
Services publics	7.890	9.720	15.146	18.912	23.384	27.992
Administration publique et défense	(3.914)	(4.998)	(9.204)	(10.688)	(13.545)	(15.330)
Services divers	(3.976)	(4.722)	(5.942)	(8.224)	(9.839)	(12.662)
Moins : commissions bancaires imputées	-547	-928	-1.561	-2.342	-3.279	-4.427
PIB en valeur de production	<u>163.892</u>	<u>203.942</u>	<u>223.818</u>	<u>247.623</u>	<u>383.590</u>	<u>519.080</u>
Droits d'entrée	634	1.114	1.583	1.918	2.217	2.595
PIB en valeur d'acquisition	<u>164.526</u>	<u>205.056</u>	<u>225.401</u>	<u>249.540</u>	<u>385.807</u>	<u>521.675</u>

Source : Département central de la statistique, ministère des Finances et de l'Economie nationale.

<sup>1</sup>Chiffres provisoires.



Tableau 20. Arabie Saoudite - Dépenses imputées sur le produit intérieur brut, 1975/76-1980/81<sup>1</sup>

(Millions de riyals saoudiens aux valeurs courantes d'acquisition)

Exercices	1395/96 1975/76	1396/97 1976/77	1397/98 1977/78	1398/99 1978/79	1399/1400 1979/80	1400/01 <sup>2</sup> 1980/81
Dépenses de consommation	52.786	75.405	101.641	140.512	172.154	186.432
Secteur privé	(23.903)	(34.372)	(54.607)	(68.608)	(83.948)	(102.687)
Secteur public	(28.883)	(41.033)	(47.034)	(71.904)	(88.206)	(83.744)
Formation brute de capital fixe	33.540	51.191	66.891	76.654	97.068	115.355
Secteur pétrolier	(5.422)	(7.316)	(8.053)	(8.222)	(12.264)	(12.475)
Secteur privé non pétrolier	(10.627)	(16.523)	(18.354)	(19.401)	(23.207)	(28.729)
Secteur public non pétrolier	(17.491)	(27.352)	(40.484)	(49.031)	(61.598)	(74.151)
Variations des stocks <sup>3</sup>	780	838	7.612	-7.384	-9.552	13.634
Dépense intérieure totale	<u>87.106</u>	<u>127.434</u>	<u>176.144</u>	<u>209.780</u>	<u>259.670</u>	<u>315.421</u>
Exportations de biens et services	120.284	140.321	140.762	147.236	258.488	366.713
Moins : importations de biens et services	-42.863	-62.699	-91.505	-107.476	-132.351	-160.460
PIB aux prix d'acquisition	<u>164.527</u>	<u>205.056</u>	<u>225.401</u>	<u>249.540</u>	<u>385.806</u>	<u>521.675</u>
Pour mémoire :						
Formation brute de capital fixe	33.540	51.191	66.891	76.654	97.068	115.355
Construction	(26.889)	(37.684)	(51.543)	(63.412)	(77.805)	(91.529)
Matériel de transport	(3.539)	(5.491)	(6.391)	(6.756)	(6.997)	(7.449)
Machines	(2.798)	(7.546)	(7.778)	(5.926)	(11.601)	(15.582)
Autres, équipement	(314)	(470)	(1.179)	(560)	(665)	(795)

Source : Département central de la statistique, ministère des Finances et de l'Economie nationale.

<sup>1</sup>Séries révisées.<sup>2</sup>Estimations provisoires.<sup>3</sup>Y compris erreurs et omissions.

Tableau 21. Arabie Saoudite - Structure des coûts du PIB, 1975/76-1980/81

(Millions de riyals saoudiens  
aux prix courants)

Exercices	1395/96 1975/76	1396/97 1976/77	1397/98 1977/78	1398/99 1978/79	1399/1400 1979/80	1400/01 <sup>1</sup> 1980/81
Salaires	25.007	35.458	50.676	61.140	75.299	90.177
Secteur privé	(15.901)	(24.186)	(33.390)	(39.383)	(48.206)	(57.382)
Etat <sup>2</sup>	(7.891)	(9.720)	(15.146)	(18.912)	(23.384)	(27.992)
Secteur pétrolier	(1.215)	(1.552)	(2.140)	(2.845)	(3.709)	(4.802)
Excédent d'exploit- tation <sup>3</sup>	140.419	170.271	175.626	188.854	311.897	432.479
Secteur non pétrolier	(26.114)	(37.138)	(45.708)	(53.159)	(65.563)	(78.261)
Secteur pétrolier	(114.305)	(133.133)	(129.918)	(135.695)	(246.334)	(354.218)
Impôts indirects moins subventions	-900	-673	-902	-456	-1.390	-981
PIB aux prix d'acquisition	<u>164.526</u>	<u>205.056</u>	<u>225.400</u>	<u>249.538</u>	<u>385.806</u>	<u>521.675</u>

Source : Département de la statistique, ministère des Finances et de l'Economie nationale.

<sup>1</sup>Estimation provisoire.

<sup>2</sup>Producteurs de services publics seulement.

<sup>3</sup>Y compris la consommation de capital fixe.

Tableau 22. Arabie Saoudite - Production de pétrole brut, 1965-82

(Millions de barils)

	Aramco	Getty Oil Co.	Arabian Oil Co.	Total	Production quotidienne moyenne, total
1965	739,1	33,0	32,8	804,9	2,21
1966	873,3	30,2	46,1	949,7	2,60
1967	948,1	25,1	50,6	1.023,8	2,80
1968	1.035,8	23,2	54,8	1.113,7	3,04
1969	1.092,3	22,7	58,8	1.173,9	3,22
1970	1.295,0	28,7	62,6	1.386,7	3,80
1971	1.641,6	33,7	65,3	1.740,6	4,77
1972	2.098,4	28,5	75,0	2.202,0	6,02
1973	2.677,1	23,5	71,9	2.772,6	7,60
1974	2.996,5	29,8	68,7	3.095,1	8,48
1975	2.491,8	31,2	59,5	2.582,5	7,08
1976	3.053,9	29,7	55,7	3.139,3	8,58
1977	3.291,2	32,0	34,8	3.358,0	9,20
1978	2.944,0	29,4	56,3	3.029,7	8,30
1979	3.376,4	30,2	72,6	3.479,2	9,53
1980	3.525,3	28,5	70,0	3.623,9	9,90
1981	3.513,2	27,0	45,6	3.585,8	9,82
1978					
1er trimestre	697,2	7,6	11,3	716,1	7,96
2ème trimestre	673,6	6,7	9,7	690,0	7,58
3ème trimestre	681,5	7,6	15,5	704,6	7,66
4ème trimestre	891,7	7,5	19,8	919,0	9,99
1979					
1er trimestre	853,7	7,6	19,0	880,3	9,78
2ème trimestre	774,3	7,6	18,5	800,4	8,80
3ème trimestre	873,9	7,4	17,7	899,0	9,77
4ème trimestre	874,5	7,6	17,4	899,5	9,78
1980					
1er trimestre	865,1	7,3	18,6	891,0	9,79
2ème trimestre	864,5	7,2	17,5	889,2	9,77
3ème trimestre	875,7	7,0	16,6	899,3	9,78
4ème trimestre	920,0	7,0	17,3	944,3	10,27
1981					
1er trimestre	887,0	6,8	16,7	910,5	10,12
2ème trimestre	910,6	6,8	12,4	929,8	10,22
3ème trimestre	902,6	6,7	7,0	916,3	9,96
4ème trimestre	813,0	6,7	9,5	829,2	9,01
1982					
1er trimestre <sup>1</sup>	712,7	6,3 <sup>1</sup>	7,2	726,2	8,07

Sources : ministère du Pétrole et des Ressources minérales, Agence monétaire de l'Arabie Saoudite et diverses publications de l'industrie pétrolière.

<sup>1</sup>Chiffres en partie estimatifs.

Tableau 23. Arabie Saoudite - Réserves estimées de pétrole brut<sup>1</sup> et production de l'Aramco, 1960-81

(Millions de barils)

	Production	Réserves en fin d'année		Réserves en années de production courante	
		Connues	Probables <sup>2</sup>	Connues	Probables
1960	456	45.598	...	100	...
1965	739	63.707	...	86	...
1970	1.295	88.063	123.908	68	96
1971	1.642	90.157	127.497	55	78
1972	2.098	92.992	156.393	44	75
1973	2.677	96.922	164.520	36	61
1974	2.997	103.480	172.529	35	58
1975	2.492	107.857	175.759	43	71
1976	3.054	110.187	177.532	36	58
1977	3.291	110.443	177.643	34	54
1978	2.944	113.284	177.758	38	60
1979	3.376	113.384	177.904	34	53
1980	3.525	113.491	178.729	32	51
1981	3.513	116.747	177.229	33	50

Sources : Aramco, Rapport annuel et Facts and Figures, livraisons diverses.

<sup>1</sup>Réserves dans la zone de l'Aramco seulement.

<sup>2</sup>Y compris les réserves connues.

Tableau 24. Arabie Saoudite - Prix de vente officiels du brut Aramco  
(f.o.b. Ras Tanura), 1975-82

(Dollars E.U. le baril)

nsité API <sup>1</sup>	Léger arabe <sup>2</sup> (34)	Moyen arabe (31)	Lourd arabe (27)	Berri (39)
75				
1er janvier	10,4630	10,3800	10,2680	11,1140
1er octobre	11,5100	11,3310	11,1400	11,8740
76				
1er juin	11,5100	11,2800	11,0400	11,8740
77				
1er janvier	12,090	11,6900	11,3700	12,4800
1er juillet	12,7000	12,3200	12,0200	13,2200
78				
1er janvier	12,7038	12,3225	12,0156	13,2246
79				
1er janvier <sup>3</sup>	13,3390	12,8861	12,5114	14,0600
1er avril	14,5460	14,0520	13,6434	16,4700
15 mai	14,5460	14,0520	13,6434	17,8700
1er juin <sup>4</sup>	18,0000	17,5471	17,1724	21,3240
1er novembre <sup>5</sup>	24,0000	23,5471	23,1724	24,7210
80				
1er janvier <sup>6</sup>	26,0000	25,4541	25,0000	27,5200
1er avril <sup>7</sup>	28,0000	27,4541	27,0000	29,5200
1er août <sup>8</sup>	30,0000	29,4541	29,0000	31,5200
1er novembre <sup>9</sup>	32,0000	31,4541	31,0000	33,5200
81				
1er octobre <sup>10</sup>	34,0000 <sup>11</sup>	33,0000	31,5000	35,6000
82				
1er janvier	34,0000 <sup>11</sup>	32,4000	31,0000	35,4000
20 mars	34,0000 <sup>11</sup>	32,4000	31,0000	34,5200

Sources : ministère du Pétrole et des Ressources minérales et diverses publications de l'industrie pétrolière.

<sup>1</sup>Données approximatives.

<sup>2</sup>Brut de référence OPEP.

<sup>3</sup>Les nouveaux prix qui devaient entrer en vigueur au quatrième trimestre 1979, conformément à la décision de la réunion de l'OPEP de décembre 1978 s'appliquaient à la production de l'Aramco du premier trimestre 1979 à partir de 8,5 millions de barils par jour.

<sup>4</sup>Prix annoncés fin juin 1979 et rétroactifs au 1<sup>er</sup> juin 1979.

<sup>5</sup>Prix annoncés à la mi-décembre 1979 et rétroactifs au 1<sup>er</sup> novembre 1979.

<sup>6</sup>Prix annoncés fin janvier 1980 et rétroactifs au 1<sup>er</sup> janvier 1980.

<sup>7</sup>Prix annoncés au milieu de mai 1980 et rétroactifs au 1<sup>er</sup> avril 1980.

<sup>8</sup>Prix annoncés le 21 septembre 1980 et rétroactifs au 1<sup>er</sup> août 1980.

<sup>9</sup>Prix annoncés à la mi-décembre 1980 et rétroactifs au 1<sup>er</sup> novembre 1980.

<sup>10</sup>Prix annoncés à la fin d'octobre 1981 et rétroactifs au 1<sup>er</sup> octobre 1981.

<sup>11</sup>Exporté de Yanbu (mer Rouge) depuis la fin de 1981 au prix de 34,60 dollars le baril avec effet au 1<sup>er</sup> octobre 1981, et au prix de 34,50 dollars le baril avec effet au 1<sup>er</sup> février 1982.

Tableau 25. Arabie Saoudite - Production d'hydrocarbures raffinés,  
1975-81

(Millions de barils)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Produit							
Gaz de pétrole liquide (GPL)	39,8	47,0	57,6	65,3	79,5	74,9	69,5
Essence super	3,4	4,7	5,1	13,0	14,7	19,0	24,5
Essence ordinaire	5,0	4,2	7,5	6,7	6,6	7,8	7,7
Naphte	35,9	52,1	49,0	48,3	51,3	45,5	38,9
Carburant diesel	24,9	26,9	32,1	37,5	35,0	44,5	54,2
Fuel	87,0	104,5	98,3	95,4	98,0	89,0	85,5
Carburant aviation	3,6	4,4	2,1	0,2	0,2	0,3	0,2
Kérosène	8,8	8,5	8,6	9,9	9,9	11,7	12,0
Divers	2,5	5,1	6,7	7,3	9,5	9,7	12,0
Total	210,9	257,5	267,0	283,6	304,7	302,7	304,5
Par raffinerie							
Ras Tanura <sup>1</sup>	180,6	223,7	225,4	232,8	248,2	251,9	240,0
Jeddah <sup>2</sup>	6,7	9,3	11,6	21,6	30,1	30,9	29,5
Riyad <sup>2</sup>	3,2	3,4	5,5	5,4	7,4	5,4	24,3
Mina Saud <sup>3</sup>	13,4	11,0	13,4	13,8	10,4	7,3	6,0
Ras Al-Khafji <sup>4</sup>	7,0	10,1	11,1	10,0	8,6	6,9	4,7
Total	210,9	257,5	267,0	283,6	304,7	302,4	304,5

Source : ministère du Pétrole et des Ressources minérales.

<sup>1</sup>Aramco.<sup>2</sup>Pétromin.<sup>3</sup>Getty Oil Company.<sup>4</sup>Arabian Oil Company.

Tableau 26. Arabie Saoudite - Consommation intérieure d'hydrocarbures raffinés, 1975-80<sup>1</sup>

(Milliers de barils)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Combustibles industriels <sup>2</sup>	23.166	31.565	47.607	58.077	81.657	119.096
Essence pour moteurs	9.722	12.934	16.640	20.145	24.412	31.869
Essence pour avions	4.584	5.784	7.804	8.809	10.398	11.535
Kérosène	1.285	1.214	1.123	1.016	904	1.266
Divers	<u>4.041</u>	<u>6.347</u>	<u>3.984</u>	<u>6.432</u>	<u>7.275</u>	<u>9.868</u>
Total	42.798	57.844	77.158	94.479	124.646	173.684

Source : ministère du Pétrole et des Ressources minérales.

<sup>1</sup>Non compris la consommation par l'industrie pétrolière.<sup>2</sup>Principalement carburant diesel et fuel.

Tableau 27 Arabie Saoudite - Volume des exportations pétrolières, 1965-82

(Millions de barils)

	Aramco		Getty Oil Co		Arabian Oil Co		Toutes compagnies		Fuel de soude	Exportations totales de pétrole, fuel de soude non compris
	Brut <sup>1</sup>	Raffiné <sup>2</sup>	Brut	Raffiné <sup>2</sup>	Brut	Raffiné <sup>2</sup>	Brut <sup>1</sup>	Raffiné <sup>2</sup>		
1965	623,5	104,0	22,7	6,5	32,6	--	678,8	110,5	789,3	..
1966	759,6	106,0	23,7	8,1	46,0	0,1	829,3	113,2	942,5	..
1967	822,0	111,7	18,0	7,0	48,5	3,5	888,6	122,2	1 010,8	..
1968	893,5	137,8	23,7	7,8	51,2	6,1	968,4	151,7	1 120,1	..
1969	938,5	146,1	25,9	6,2	55,6	5,9	1 020,0	158,2	1 178,2	..
1970	1 096,7	192,6	18,8	8,2	58,6	7,1	1 174,1	207,9	1 382,0	1 300,8
1971	1 443,3	175,9	23,8	10,1	61,1	7,9	1 528,2	193,9	1 722,1	1 635,5
1972	1 904,6	187,8	16,9	11,3	66,4	8,2	1 987,9	207,2	2 195,1	2 103,9
1973	2 479,2	197,2	12,9	8,6	64,8	6,6	2 557,0	212,4	2 769,4	2 677,5
1974	2 808,7	191,7	17,7	10,8	62,0	5,9	2 888,3	210,3	3 098,6	3 005,4
1975	2 336,0	155,5	18,5	13,0	51,3	6,8	2 405,8	175,3	2 581,1	2 525,9
1976	2 868,1	184,3	19,8	11,0	46,6	10,5	2 934,5	205,8	3 140,3	3 077,1
1977	3 094,9	164,8	17,9	13,0	23,2	10,5	3 136,0	188,3	3 324,3	3 260,2
1978	2 745,7	155,0	15,3	13,6	46,4	9,6	2 807,4	178,2	2 985,6	2 937,6
1979	3 132,0	160,0	19,2	10,1	63,3	8,4	3 214,5	178,5	3 393,0	3 349,0
1980	3 288,0	167,0	20,6	7,3	65,4	6,5	3 374,0	180,8	3 554,8	..
1981	3 234,8	185,3	19,5	5,2	37,4	4,2	3 291,7	194,7	3 486,4	..
1979										
1er trimestre	796,0	41,0	3,8	3,6	16,0	2,1	815,8	46,7	862,5	811,3
2ème trimestre	716,0	39,0	4,7	2,8	16,3	2,3	737,0	44,1	781,1	710,1
3ème trimestre	810,0	38,0	4,7	2,2	15,4	2,3	830,1	43,5	873,6	862,6
4ème trimestre	810,0	41,0	6,0	1,5	15,6	1,7	831,6	44,2	875,8	864,8
1980										
1er trimestre	807,0	40,0	5,3	0,9	17,0	1,7	823,3	42,6	865,9	..
2ème trimestre	809,0	45,0	5,0	3,0	17,5	1,4	831,5	49,4	880,9	..
3ème trimestre	809,0	37,0	5,3	1,1	14,8	1,5	829,1	39,6	868,7	..
4ème trimestre	869,0	45,0	5,0	2,3	16,1	1,9	890,1	49,2	939,3	..
1981										
1er trimestre	832,1	46,1	5,2	1,0	15,0	1,4	852,3	48,5	900,8	..
2ème trimestre	834,7	43,7	4,1	1,5	8,9	1,1	847,7	46,3	894,0	..
3ème trimestre	829,0	44,8	5,2	1,6	6,5	1,4	839,7	47,8	887,5	..
4ème trimestre	740,0	50,7	5,0	1,1	7,0	0,3	752,0	52,1	804,1	..
1982										
1er trimestre	635,0	46,0	...	...	6,9	0,7	...	...	..	..

Sources : Ministère du Pétrole et des Ressources minérales et Agence monétaire de l'Arabie Saoudite

1Y compris les exportations de la Pétrolein

2Y compris le fuel de soude.

3Estimations.

4Chiffres provisoires.



Tableau 28. Arabie Saoudite - Exportations de pétrole par destination, 1975-81

(Pourcentage du total)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Amérique du Nord	5,0	5,8	11,1	17,4	19,3	17,7	14,9
Amérique latine	14,0	16,2	11,5	4,8	3,5	3,7	4,3
Europe occidentale	44,5	41,6	40,1	37,7	40,5	41,7	41,7
Moyen-Orient	2,7	2,8	3,6	3,3	3,1	2,9	3,5
Afrique	1,8	1,2	0,7	0,6	1,0	1,2	1,6
Asie et Océanie	<u>32,1</u>	<u>32,4</u>	<u>33,1</u>	<u>36,3</u>	<u>32,5</u>	<u>32,8</u>	<u>34,0</u>
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : ministère du Pétrole et des Ressources minérales.

Tableau 29. Arabie Saoudite - Recettes pétrolières de l'Etat,  
par compagnies, 1965-82

(Millions de dollars E.U.)

	Aramco	Getty Oil Co.	Arabian Oil Co.	Divers <sup>1</sup>	Total
5	618,7	23,8	20,4	1,2	664,1
6	745,8	20,6	21,4	2,1	789,9
7	853,2	17,8	31,8	0,8	903,6
8	872,0	13,6	34,3	6,5	926,4
9	895,1	15,2	37,1	1,7	949,1
0	1.148,4	17,2	40,3	8,1	1.214,0
1	1.806,4	20,6	44,2	13,7	1.884,9
2	2.643,2	28,0	68,7	4,7	2.744,6
3	4.195,0	22,0	91,4	31,7	4.340,1
4	22.375,0	53,3	113,6	31,6	22.573,5
5	24.838,6	191,1	642,7	3,8	25.676,2
6	29.937,3	247,5	559,3	3,3	30.747,4
7	35.703,8	263,4	571,6	1,3	36.540,0
8	31.609,0	286,6	338,2	--	32.233,8
9	47.589,0	272,0	574,3	--	48.435,3
0	82.716,4	469,6	1.280,4	--	84.466,4
31	99.187,0	756,5	1.869,5	--	101.813,0
78					
1er trimestre	8.933,9	74,2	336,9	--	9.345,0
2ème trimestre	7.542,3	69,9	1,3	--	7.613,5
3ème trimestre	7.338,6	71,3	--	--	7.409,9
4ème trimestre	7.794,2	71,2	--	--	7.865,4
79					
1er trimestre	10.018,6	67,0	573,2	--	10.658,8
2ème trimestre	9.606,0	68,0	1,1	--	9.675,1
3ème trimestre	13.755,7	71,4	--	--	13.827,1
4ème trimestre	14.208,7	65,6	--	--	14.274,3
80					
1er trimestre	18.475,3	110,9	1.274,4	--	19.860,6
2ème trimestre	19.514,4	109,9	6,0	--	19.630,3
3ème trimestre	21.030,8	128,7	--	--	21.159,5
4ème trimestre	23.695,9	120,1	--	--	23.816,0
81					
1er trimestre	25.489,5	230,1	1.867,7	--	27.587,3
2ème trimestre	24.435,0	175,8	0,5	--	24.611,3
3ème trimestre	25.523,0	176,1	1,3	--	25.700,4
4ème trimestre	23.739,5	174,5	--	--	23.914,0
82					
1er trimestre	21.769,5	...	...	...	...

Sources : ministère du Pétrole et des Ressources minérales; Agence monétaire de l'Arabie saoudite.

<sup>1</sup>Y compris les recettes provenant de compagnies non productrices et de la Tapline.

Tableau 30. Arabie Saoudite - Production de trois des principales industries, 1976-81<sup>1</sup>

	1396 1976	1397 1977	1398 1978	1399 1979	1400 1980	1401 <sup>2</sup> 1981
Electricité (millions de kWh)	5.334	6.417	9.435	13.747	17.597	21.392
Ciment (milliers de tonnes)	1.121	1.293	1.791	2.648	3.202	4.300
Engrais <sup>3</sup> (milliers de tonnes)	...	387	451	514	570	592

Source : Agence monétaire de l'Arabie Saoudite, Annual Report 1980.

<sup>1</sup>Les données de ce tableau se rapportent aux années de l'hégire. On trouvera la correspondance entre le calendrier de l'hégire et le calendrier grégorien au tableau 16 de la présente annexe.

<sup>2</sup>Chiffres provisoires.

<sup>3</sup>Urée, ammoniac, soufre et acide sulfurique.

Tableau 31. Arabie Saoudite - Principaux projets industriels que la Saudi Basic Industries Corporation est en train de réaliser

Projets	Société étrangère associée	Emplacement de l'usine et date du contrat	Produit d'alimentation	Capacité annuelle (tonnes métriques)	Produits
<u>Métallurgie</u> Saudi Iron & Steel Co	Korf-Sthal AG (Allemagne de l'Ouest)	Jubail (mars 1979)	Minéral de fer et gaz naturel	800.000	Tiges et barres d'acier
Jiddah Steel Rolling Mill Co	Korf Industrie (Allemagne de l'Ouest)	Jiddah (mai 1979)	Billets d'acier	140.000	Tiges et barres d'acier
<u>Engrais</u> Al-Jubayl Fertilizer Co. (SAMAD)	Taiwan Fertilizer Co.	Jubail (déc. 1979)	Méthane	500 000	Urée
<u>Pétrochimique</u> Saudi Methanol Company	Consortium japonaise	Jubail (nov. 1979)	Méthane	600.000	Méthanol
Saudi Yanbu Petrochemical (YANPET)	Mobil (E.U.)	Yanbu (avril 1980)	Ethane	450.000 200.000 200.000 90.000	Ethylène Ethylène Glycol Polyéthylène P.D. Polyéthylène H.D.
Al-Jubayl Petrochemical Company (KEMYA)	Paxon (E.U.)	Jubail (avril 1980)	Ethylène	260.000	Polyéthylène P.D.
Saudi Petrochemical Company (SADAP)	Pecten Arabian (Filiiale de Shell, E.U.)	Jubail (sept. 1980)	Ethane	656.000 456.000 295 000 281.000 377.000	Ethylène Ethylène dychloride Styrène Ethanol Soudes caustiques
National Methanol Co.	Celanese-Texas Eastern	Jubail (fév. 1981)	Méthane	650.000	Méthanol
Arabian Petrochemical Company (PETROKEMYA)	Dow Chemical Co (E.U.)	Jubail (mai 1981)	Ethane	500.000 180.000	Ethylène Polyéthylène P.D. et H.D.
Eastern Petrochemical Company (SHARQ)	Consortium japonaise	Jubail (mai 1981)	Ethylène	130.000 300.000	Polyéthylène P.D. Ethylène glycol

Sources : Saudi Basic Industries Corporation, et informations parues dans la presse.

Tableau 32. Arabie Saoudite - Total cumulatif des licences délivrées pour le développement industriel par le ministère de l'Industrie et de l'Electricité jusqu'au 8 novembre 1980

	Licences délivrées		Entreprises créées	
	Nombre de Licences	Capital autorisé (Millions de riyals)	Nombre de projets	Capital autorisé (Millions de riyals)
Alimentation et boissons	379	6.533,5	195	2.545,0
Textiles et habillement	45	795,7	18	163,3
Produits du cuir	16	148,4	5	31,7
Produits du bois	66	892,3	39	260,0
Produits du papier et imprimerie	104	1.505,0	68	462,6
Produits chimiques, caoutchouc, matières plastiques	309	24.737,8	148	2.151,2
Industrie de la céramique et du verre	13	623,6	3	378,2
Matériaux de construction	550	15.733,3	387	8.647,4
Métal, machines et outillage	543	9.458,1	299	2.172,6
Autres industries manufacturières	31	282,3	8	20,6
Total	2.056	60.710,0	1.170	16.832,6

Source : ministère de l'Industrie et de l'Electricité.

Tableau 33. Arabie Saoudite - Superficie plantée et production des principales cultures, 1975/76-1979/80

(Superficie plantée en milliers d'hectares; production en milliers de tonnes; rendements en tonnes d'hectares)<sup>1</sup>

	1395/96 1975/76	1396/97 1976/77	1397/98 1977/78	1398/99 <sup>2</sup> 1978/79	1399/1400 <sup>2</sup> 1979/80
<b>Blé</b>					
Production	93	125	120	147	158
Superficie plantée	74	72	60	79	84
Rendement	1,3	1,7	2,0	1,9	1,9
<b>Sorgho<sup>3</sup></b>					
Production	153	139	152	194	215
Superficie plantée	301	273	302	371	405
Rendement	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
<b>Orge</b>					
Production	12	14	15	16	17
Superficie plantée	10	8	8	7	6
Rendement	1,3	1,7	1,9	2,4	2,8
<b>Millet<sup>3</sup></b>					
Production	17	13	13	13	13
Superficie plantée	33	32	34	41	44
Rendement	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3
<b>Tomates<sup>3</sup></b>					
Production	165	197	167	212	218
Superficie plantée	16	18	16	20	21
Rendement	10,4	11,0	10,7	10,6	10,3
<b>Oignons</b>					
Production	74	106	95	118	128
Superficie plantée	4	5	4	5	5
Rendement	16,6	20,9	26,0	23,1	25,6
<b>Aubergines<sup>3</sup></b>					
Production	21	25	21	29	31
Superficie plantée	3	3	2	4	4
Rendement	6,4	7,4	9,7	7,8	7,8
<b>Pastèques</b>					
Production	248	283	140	179	168
Superficie cultivée	12	14	10	15	16
Rendement	19,9	19,6	13,3	11,9	10,2
<b>Dattes</b>					
Production	257	382	411	416	441
Superficie plantée	60	54	58	64	68
Rendement	4,3	7,1	7,0	6,5	6,5
<b>Raisins</b>					
Production	42	42	56	53	57
Superficie plantée	5	5	4	6	6
Rendement	9,3	8,5	12,8	9,5	9,2
<b>Agrumes</b>					
Production	21	25	29	31	34
Superficie plantée	3	4	4	5	5
Rendement	6,0	6,1	7,5	6,9	6,8
<b>Pour mémoire</b>					
Superficie totale plantée <sup>4</sup>	586	558	561	...	...

Sources : Département central de la statistique, ministère des Finances et de l'Economie, Statistical Yearbook 1980; Agence monétaire de l'Arabie Saoudite, Annual Report 1981.

<sup>1</sup> Les chiffres relatifs au rendement sont calculés sur la base des données non arrondies relatives à la production et à la superficie plantée.

<sup>2</sup> Chiffres provisoires.

<sup>3</sup> Se compose des récoltes d'hiver et d'été.

<sup>4</sup> Y compris les polyrécoltes.

Tableau 34. Arabie Saoudite - Indices du coût de la vie, 1972-80

	Alimentation	Logement	Habillement et chaussures	Divers	Indice général	Taux de variation (Pourcentage)
<u>Ancien indice<sup>1</sup></u> (1970 = 100; anciennes pondérations)						
Pondérations	(52,19)	(24,88)	(6,58)	(16,35)	(100,00)	
1972	104,44	121,55	117,55	102,89	109,32	4,3
1973	121,06	136,18	134,96	128,78	127,00	16,2
1974	142,72	189,22	152,73	138,08	154,19	21,4
1975	170,94	332,81	155,10	154,84	207,55	34,6
1976	210,28	479,80	192,51	191,03	273,02	31,5
1977	254,83	490,67	210,94	215,38	304,17	11,4
1978	248,58	460,39	237,34	241,32	299,40	-1,6
1978 <sup>2</sup>						
1 <sup>er</sup> trimestre	246,84	493,37	223,56	214,96	301,43	1,4
2 <sup>ème</sup> trimestre	237,89	451,30	239,64	238,49	291,20	-2,1
3 <sup>ème</sup> trimestre	249,21	447,92	242,62	245,69	297,64	-3,6
4 <sup>ème</sup> trimestre	260,79	448,96	243,56	266,14	307,34	-1,9
<u>Indice du coût de la vie pour les ménages à revenus moyens<sup>3</sup></u> (1970 = 100; nouvelles pondérations)						
Pondérations	(39,14)	(35,68)	(8,80)	(16,38)	(100,00)	
1978	246,07	468,02	312,89	290,18	338,36	...
1979	253,75	467,26	306,55	315,12	344,62	1,8
1980	268,66	475,62	324,74	317,26	355,40	3,1
1978 <sup>2</sup>						
1 <sup>er</sup> trimestre	240,82	500,43	305,70	252,86	341,13	1,4
2 <sup>ème</sup> trimestre	238,13	459,22	306,87	279,66	329,86	-2,0
3 <sup>ème</sup> trimestre	247,35	455,64	323,02	305,39	337,83	-3,6
4 <sup>ème</sup> trimestre	257,99	456,77	315,95	322,79	344,63	-1,9
1979 <sup>2</sup>						
1 <sup>er</sup> trimestre	256,03	456,65	308,91	326,78	343,85	0,8
2 <sup>ème</sup> trimestre	247,23	468,62	296,70	312,80	341,31	3,5
3 <sup>ème</sup> trimestre	250,38	471,42	299,62	309,46	343,25	1,6
4 <sup>ème</sup> trimestre	261,36	472,36	320,95	311,45	350,09	1,6
1980 <sup>2</sup>						
1 <sup>er</sup> trimestre	258,36	472,36	333,48	309,36	349,68	1,7
2 <sup>ème</sup> trimestre	263,95	481,17	322,17	326,90	356,88	4,6
3 <sup>ème</sup> trimestre	270,68	481,68	317,29	314,28	357,21	4,1
4 <sup>ème</sup> trimestre	281,64	467,27	326,00	318,48	357,81	2,2

Sources : Département central de la statistique, ministère des Finances et de l'Economie nationale, Cost of Living Index, livraisons diverses.

<sup>1</sup>L'ancien indice du coût de la vie est basé sur la structure des dépenses des ménages urbains gagnant 600-899 riyals par mois en 1970, et tiré des prix de 175 articles à Riyad.

<sup>2</sup>Variations par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

<sup>3</sup>Basé sur les pondérations qui ont été mises à jour en utilisant le document 1976/77 Urban Expenditures Survey. Le groupe à revenus moyens comprend les ménages dont les dépenses mensuelles atteignent 2.000-7.000 riyals.

Tableau 35 Arabie Saoudite - Indices du coût de la vie ménages à revenu moyen, 1979-82  
(1979 = 100)

	Alimentation et boissons	Loyer et services d'utilité publique	Habillage	Ameublement	Soins médicaux	Transports et communications	Divers	Indice global
Pondérations (jusqu'en février 1982)	(52,42)	(24,95)	(9,20)	(5,48)	(2,49)	(14,28)	(8,20)	(100,0)
Pondérations pour mars 1982 <sup>1</sup>	(34,86)	(20,08)	(10,00)	(5,81)	(3,30)	(14,08)	(8,71)	(100,0)
1979 (moyenne)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1980 (moyenne) <sup>2</sup>	107,1	100,1	109,0	98,8	100,2	103,4	102,3	103,6
Janvier	...	...	...	...	...	...	...	...
Février	96,5	100,9	107,4	97,6	100,2	102,8	102,3	100,2
Mars	104,0	100,9	106,4	98,7	100,3	102,7	102,5	102,5
Avril	105,1	100,9	107,3	98,7	100,3	103,7	97,8	102,5
Mai	106,8	101,0	106,1	99,1	100,2	103,5	97,7	103,1
Juin	106,6	98,9	107,7	99,0	100,2	103,3	98,5	102,7
Juillet	108,0	99,0	109,0	97,8	100,2	103,6	96,7	103,3
Août	109,6	109,0	110,5	98,3	100,2	103,6	104,1	104,1
Septembre	109,9	98,7	110,9	99,0	100,2	103,7	95,3	104,6
Octobre	110,6	100,3	111,5	99,3	100,2	103,4	106,2	105,4
Novembre	110,9	100,4	110,7	99,4	100,2	103,3	106,6	105,5
Décembre	110,1	100,7	112,0	99,5	100,3	104,1	105,3	105,4
1981 (moyenne)	113,4	99,3	113,7	100,6	101,1	107,4	99,3	106,2
Janvier	109,7	101,6	112,7	100,1	99,8	103,9	105,3	105,5
Février	108,8	101,9	112,0	100,6	99,8	105,3	101,1	105,0
Mars	112,6	102,2	112,3	110,7	99,8	107,1	101,2	106,6
Avril	113,4	104,1	112,6	100,8	100,6	107,1	101,1	107,4
Mai	111,8	102,4	112,6	100,8	100,6	107,2	101,1	106,5
Juin	111,6	99,1	114,0	100,7	100,6	108,5	98,2	105,7
Juillet	113,5	99,2	114,7	100,7	100,7	108,6	98,4	106,4
Août	114,7	99,7	114,3	100,5	100,7	108,8	97,0	106,7
Septembre	115,8	99,9	114,3	100,4	100,7	108,6	97,0	107,1
Octobre	115,4	95,2	114,5	100,6	100,7	107,8	96,9	105,8
Novembre	114,7	93,4	115,0	100,5	104,6	108,0	97,5	105,4
Décembre	117,5	92,6	115,5	100,4	104,6	108,4	96,7	106,1
1982								
Janvier	114,6	92,3	115,6	100,2	104,6	108,3	97,2	105,1
Février	113,9	90,7	116,6	100,0	111,3	111,9	96,3	105,1
Mars	116,0	90,2	117,0	100,0	112,7	112,1	95,4	105,1
Postes pour mémoire								
1980/81 (moyenne)	110,0	100,6	110,9	99,5	100,1	104,4	102,8	105,0
1981/82 (moyenne) <sup>3</sup>	114,6	95,8	114,9	100,4	103,8	108,9	97,3	105,9

Source : Département de la statistique, ministère des Finances et de l'Economie nationale.

<sup>1</sup> Les pondérations ont été révisées en mars 1982 sur la base des enquêtes effectuées en décembre 1981.

<sup>2</sup> Pour la période février-décembre 1980.

<sup>3</sup> Jusqu'au 31 mars 1982



Tableau 36. Arabie Saoudite - Indices du coût de la vie agglomérations urbaines, 1979-82  
(1979 = 100)

	Alimentation et boissons	Loyer et services d'utilité publique	Habillage	Ameublement	Soins médicaux	Transports et communications	Divertissements et éducation	Autres	Indice global
Fondérations (jusqu'en février 1982)	(23,15)	(23,55)	(8,38)	(6,22)	(2,17)	(25,32)	(3,08)	(8,13)	(100,0)
Pondérations pour mars 1982 <sup>1</sup>	(25,30)	(18,34)	(9,77)	(7,13)	(2,91)	(24,99)	(3,36)	(8,15)	(100,0)
1979 (moyenne)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1980 (moyenne) <sup>2</sup>	106,9	99,4	112,5	99,5	100,9	105,5	98,4	103,0	103,9
Janvier	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Février	102,7	100,7	107,5	97,5	100,2	102,8	98,9	103,3	100,6
Mars	106,6	100,2	108,4	97,1	103,2	102,9	98,3	103,4	103,2
Avril	104,9	100,3	110,3	97,7	103,2	106,8	95,6	98,0	103,3
Mai	106,9	100,7	109,1	98,5	100,2	106,7	99,3	98,1	103,8
Juin	106,0	98,1	111,2	99,0	100,2	105,6	99,0	99,3	103,1
Juillet	106,3	98,2	112,8	99,7	100,4	105,8	99,1	99,7	103,5
Août	108,6	98,2	114,6	101,1	100,4	105,8	97,2	104,9	104,6
Septembre	107,2	98,4	115,4	100,9	100,4	105,7	97,4	105,2	104,5
Octobre	108,4	98,4	115,9	101,0	100,4	105,5	97,9	106,6	104,9
Novembre	109,4	100,1	116,0	101,0	100,4	105,4	98,4	107,6	105,5
Décembre	109,3	100,0	116,7	101,4	100,5	107,0	98,1	106,7	105,9
1981 (moyenne)	112,0	98,1	119,4	102,0	100,5	110,4	98,2	100,3	106,6
Janvier	108,2	101,0	117,6	101,7	100,1	106,9	98,2	106,9	105,9
Février	107,8	101,5	117,8	102,1	100,1	107,7	98,1	102,5	105,6
Mars	111,1	101,9	118,3	102,2	99,8	110,6	98,3	102,5	107,4
Avril	112,0	104,1	118,7	102,1	99,8	110,3	98,6	101,9	107,8
Mai	110,9	102,0	118,6	102,1	100,0	110,5	98,4	101,9	107,3
Juin	110,4	97,5	119,5	101,9	100,0	111,1	98,0	99,4	106,2
Juillet	112,1	97,7	120,2	101,9	100,0	111,1	98,1	99,5	106,7
Août	113,7	98,7	120,2	101,9	100,0	111,2	98,1	98,4	107,2
Septembre	113,9	99,1	120,2	101,9	100,0	111,1	98,4	98,2	107,3
Octobre	113,8	93,0	119,9	102,0	100,0	111,1	98,1	97,7	105,9
Novembre	113,5	90,9	120,3	102,1	103,1	111,2	98,2	97,8	105,5
Décembre	116,5	90,1	121,0	102,1	103,1	111,5	97,3	96,8	106,1
1982									
Janvier	113,8	89,9	121,3	102,2	103,8	111,4	97,4	97,4	105,5
Février	113,4	87,1	121,9	102,3	105,5	115,5	97,7	95,1	105,6
Mars	115,2	86,4	122,5	102,3	105,5	115,8	97,7	94,0	106,0
Postes pour mémoire									
1980/81 (moyenne)	108,5	100,0	115,6	101,0	100,2	107,0	98,3	103,7	105,3
1981/82 (moyenne) <sup>3</sup>	113,4	93,8	120,5	102,1	101,9	111,9	97,9	98,2	106,3

Source: Département de la statistique, ministère des Finances et de l'économie nationale.

<sup>1</sup> Les pondérations ont été révisées en mars 1982 sur la base des enquêtes effectuées en décembre 1981.

<sup>2</sup> Pour la période février-décembre 1980.

<sup>3</sup> Jusqu'au 31 mars 1982

Tableau 37. Arabie Saoudite - Rémunérations hebdomadaires moyennes dans les établissements privés de Riyad dans les principales catégories professionnelles, 1976-80

(Riyals saoudiens)

	1976		1977		1978		1979		1980	
	Janv.	Juil.	Janv.	Juil.	Janv.	Juil.	Janv.	Juil.	Janv.	Juil.
Cadres, techniciens et assimilés	730	786	935	948	1.067	1.003	1.074	1.083	1.152	1.174
P.-D.G., administrateurs de sociétés, directeurs et cadres administratifs	1.161	1.159	1.371	1.262	1.847	1.651	1.909	1.657	1.895	2.048
Employés de bureau	430	488	558	545	740	679	737	745	805	838
Employés "ventes"	404	495	517	613	720	620	801	828	757	804
Employés "service"	169	186	224	270	348	317	337	372	341	401
Employés de production et assimilés, conducteurs de véhicules et de machines, ouvriers et manoeuvres	276	307	391	412	438	460	478	439	454	482
Moyenne pondérée	<u>343</u>	<u>385</u>	<u>464</u>	<u>500</u>	<u>563</u>	<u>570</u>	<u>589</u>	<u>580</u>	<u>597</u>	<u>536</u>

Source : Département central de la statistique, ministère des Finances et de l'Economie nationale.

Tableau 38. Arabie Saoudite - Variations des dépenses intérieures publiques nettes, de la liquidité du secteur privé et du PIB non pétrolier, 1973/74-1980/81

(Pourcentage)

Exercices	1973/74	1974/75	1975/76	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81
Variations dans :								
Dépenses publiques intérieures nettes	32	123	129	48	51	1	33	14
Liquidité	40	61	74	53	44	15	18	20
PIB, pétrole exclu (aux prix courants)	35	82	68	43	33	19	22	21

Sources : ministère des Finances et de l'Economie nationale; Agence monétaire de l'Arabie Saoudite; estimations des services du Fonds.

Exercices	1396/97 1976/77	1397/98 1977/78	1398/99 1978/79	1399/1400 1979/80	1400/01 1980/81	1401/02 1981/82	1402/03 1982/83
Conseil des ministres et rubriques connexes	11.060	11.433	13.546	27.660	39.102	51.068	51.256
Plan	97	88	104	82	86	104	111
Affaires municipales et rurales	16.078	13.384	10.267	12.224	19.745	26.292	26.224
Travaux publics et Logement	9.131	7.948	5.810	3.191	5.759	6.444	4.102
Information	1.165	1.357	1.136	1.055	1.443	1.573	1.581
Affaires étrangères	351	373	450	542	736	1.006	1.114
Défense et aviation	31.906	31.602	35.203	47.060	59.366	65.084	65.880
Intérieur	5.854	7.985	9.030	9.839	12.963	17.280	21.139
Travail et Affaires sociales	3.693	4.422	3.290	4.182	5.732	4.818	5.279
Santé	2.973	3.384	4.040	4.177	5.656	6.832	8.931
Education	14.030	15.167	15.222	16.411	21.485	26.132	31.846
Communications	16.568	8.542	8.346	10.779	16.089	19.150	18.568
Finances et Economie nationale	4.373	4.162	3.862	8.436	11.421	16.014	19.718
Pétrole et Ressources minérales	429	587	622	1.000	1.225	1.294	1.498
Commerce, Industrie et Electricité	1.431	856	1.380	4.506 <sup>2</sup>	4.658 <sup>2</sup>	4.746 <sup>2</sup>	8.317
Agriculture et Ressources hydrauliques	2.336	2.188	2.940	4.169	4.161	3.963	12.371 <sup>3</sup>
Pèlerinage et Fondations	557	1.029	1.113	1.102	1.308	1.957	1.962
Justice et Affaires religieuses	419	557	676	814	1.089	1.224	1.370
Subventions et transferts <sup>4</sup>	8.647	19.191	31.638	23.029	32.976	43.020	32.113
Moins : montant prévu de la sous-dépense	-20.361	-22.854	-18.676	-20.259	--	--	--
Dépenses totales	110.935	111.400	130.000	160.000	245.000	298.000	313.400

Source : Agence monétaire de l'Arabie Saoudite.

<sup>1</sup>Total des dépenses de fonctionnement et des dépenses spécifiques. Y compris les transferts aux institutions de crédit spécialisées.

<sup>2</sup>Y compris le projet d'extraction et de liquéfaction de gaz.

<sup>3</sup>Y compris 7.815 millions de riyals pour la Saline Water Conversion Corporation.

<sup>4</sup>Subventions et transferts non inclus dans les postes ci-dessus.

Tableau 40. Arabie Saoudite - Transferts et subventions budgétaires, 1976/77-1982/83

(Millions de riyals saoudiens)

Exercices	Chiffres réels					Estimations budgétaires	
	1396/97 1976/77	1397/98 1977/78	1398/99 1978/79	1399/1400 1979/80	1400/01 1980/81	1401/02 1981/82	1402/03 1982/83
Institutions de crédit spécialisées et Fonds saoudien de développement	15.624 <sup>1</sup>	840	17.215	25.448	23.705	28.181	23.250
Fonds d'investissement public	5.849	--	4.000	7.870	5.396	12.500	10.000
Fonds de développement immobilier	5.215	13	5.058	6.013	8.078	5.000	5.000
Fonds de développement industriel	500	--	6.900	8.650	6.500	5.400	5.000
Fonds de développement agricole	937	748	1.257	891	1.672	1.531	2.000
Banque saoudienne de crédit	123	79	--	24	57	250	250
Fonds saoudien de développement	3.000	--	--	2.000	2.000	3.500	1.000
Autres institutions publiques	10.000	20.880	14.873	20.091	20.247	27.037	30.991
Petromin	47	56	295	356	356	185	312
Chemins de fer	544	331	214	411	137	772	987
Universités et institutions pédagogiques	1.921	3.627	3.678	3.900	3.012	5.466	9.443
Institut de désalinisation	726	1.804	1.586	4.624	5.007	8.324	7.815
Municipalités	958	1.212	1.428	1.670	1.100	1.766	5.339
Commission royale pour Jubail et Yanbu	674	4.170	151	2.910	8.523	10.524	7.095
Plan d'extraction de gaz	--	--	--	6.220	2.112	--	--
Divers	5.130	9.680	7.521	--	--	--	--
Divers	2.363	2.953	2.779	4.054	7.904	12.869	11.390
Subventions alimentaires	600	700	800	1.450	3.000	5.000	4.000
Subventions agricoles <sup>2</sup>	422	531	445	150	131	1.508 <sup>3</sup>	1.150 <sup>4</sup>
Contributions aux pensions et aux programmes de sécurité sociale	513	541	--	700	2.553	1.380	1.200
Versements au titre de l'aide sociale	653	869	971	1.005	986	1.481	1.000
Subventions à l'électricité	175	312	563	749	1.234	3.500	3.000
Total	28.423	24.673	34.867	49.593	51.856	68.007	65.631

Source : ministère des Finances et de l'Economie nationale.

<sup>1</sup> Non compris le transfert de 15 milliards de riyals aux institutions de crédit spécialisées fin 1976/77 (on ne dispose pas de détails).<sup>2</sup> Décaissées par le ministère de l'Agriculture.<sup>3</sup> Y compris 1.368 millions de riyals décaissés par le Fonds de développement agricole.<sup>4</sup> Y compris les subventions gérées par le Fonds de développement agricole.

Tableau 41. Arabie Saoudite - Situation monétaire, 1975/76-1981/82

(Millions de riyals saoudiens)

Fin de période	Juinad 1 <sup>1</sup>				
	1395/96 1975/76	1396/97 1976/77	1397/98 1977/78	1398/99 1978/79	1400/01 1980/81
Avoirs extérieurs (net)					
AMAS	159.595	208.054	210.436	192.257	373.254
Banques commerciales	156.904	202.545	200.585	184.994	340.792
	2.691	5.509	9.851	7.263	32.462
Créances sur le secteur privé	8.507	8.313	11.217	19.739	40.252
Avoirs = engagements	168.102	216.467	221.653	211.996	413.506
Monnaie et quasi-monnaie	24.453	37.335	53.617	61.380	87.483 <sup>3</sup>
Monnaie	19.570	31.217	45.297	50.486	63.409
Monnaie en circulation	(8.558)	(13.608)	(17.970)	(21.010)	(26.144)
Dépôts à vue	(11.012)	(17.610)	(27.327)	(29.476)	(37.265)
Quasi-monnaie	4.882	6.118	8.320	10.894	24.074 <sup>3</sup>
Dépôts à terme et dépôts d'épargne	(1.572)	(1.811)	(3.060)	(4.165)	(13.097) <sup>3</sup>
Divers	(3.310)	(4.308)	(5.260)	(6.729)	(10.977)
Dépôts de l'Etat	137.650	168.911	154.557	139.010	290.280
Autres postes (net)	6.000	10.221	13.480	11.607	35.743
					22.781
					34.612

Sources : tableaux 41 et 43 de l'annexe.

<sup>1</sup>Juinad 1 est le onzième mois de l'exercice. En 1400/01, il a pris fin le 4 avril 1981 et en 1401/02, le 25 mars 1982.<sup>2</sup>Chiffres provisoires.<sup>3</sup>Non compris les dépôts des organismes publics autonomes d'un montant total de 6.471 millions de riyals; un contre-ajustement de même montant a été effectué dans "Autres postes (net)".<sup>4</sup>Non compris les dépôts des organismes publics autonomes d'un montant total de 5.969 millions de riyals; un contre-ajustement de même montant a été effectué dans "Autres postes (net)".

Tableau 42 Arabie Saoudite - Bilan consolidé de l'AMAS, 1975/76-1981/82  
(Millions de riyals saoudiens)

Fin de période	1995/96 1975/76	1996/97 1976/77	1997/98 1977/78	1998/99 1978/79	1999/00 1979/80	1400/01 1980/81	Juin 1982	
							1400/01 1980/81	1401/02 1981/82
Avoirs extérieurs <sup>3</sup> Or, argent, devises Investissements	156.904 (82.584) (74.320)	202.545 (99.609) (102.936)	200.545 (84.719) (116.106)	184.994 (76.634) (108.360)	220.196 (82.748) (137.448)	340.792 (111.191) (228.811)	336.039 (116.576) (219.463)	451.749 (133.983) (317.766)
Autres avoirs <sup>4</sup>	2.534	2.661	3.638	6.415	2.588	6.713	17.413	15.223
Avoirs - engagements	159.438	205.207	204.223	191.409	222.784	347.505	353.452	466.972
Monnaie de réserve Dont monnaie en circulation	14.255 (8.558)	26.698 (13.608)	36.788 (17.970)	39.538 (21.010)	35.880 (25.19,1)	34.425 (26.144)	35.871 (25.126)	38.711 (29.912)
Dépôts de l'Etat <sup>5</sup> Dont : dépôts pour lettres de crédit	137.650 (12.794)	168.911 (18.998)	154.557 (24.463)	139.010 (28.162)	171.770 (30.476)	290.280 (29.467)	295.481 (32.399)	402.243 (25.161)
Comptes capital	3	3	3	3	106	106	106	106
Autres engagements	7.529	9.595	12.875	12.859	15.028	22.693	21.995	25.912

Sources : Agence monétaire de l'Arabie Saoudite

<sup>1</sup> Juin 1982 est le onzième mois de l'exercice. En 1400/01, il a pris fin le 4 avril 1981 et en 1401/02, le 25 mars 1982.

<sup>2</sup> Chiffres provisoires.

<sup>3</sup> Non compris l'or et l'argent détenus par le service bancaire de l'AMAS pour les exercices postérieurs à 1975/76, qui sont repris sous "autres avoirs".

<sup>4</sup> Y compris "autres comptes" et comptes courants des banques locales.

<sup>5</sup> Y compris les dépôts des institutions de crédit spécialisées et du Fonds saoudien pour le développement (FSD).

(Millions de riyals saoudiens)

Fin de période	1395/96 1975/76	1396/97 1976/77	1397/98 1977/78	1398/99 1978/79	1399/1400 1979/80	1400/01 1980/81	Juin <sup>1</sup>	
							1400/01 1980/81	1401/02 <sup>2</sup> 1981/82
Réserves	6.038	12.288	18.324	17.298	8.997	7.931	9.617	8.370
Réserves libres	(3.466)	(5.255)	(7.243)	(5.852)	(5.293)	(4.952)	(5.163)	(3.912)
Réserves réglementaires	(2.572)	(7.033)	(11.081)	(11.466)	(3.704)	(2.979)	(4.454)	(4.458)
Avoirs extérieurs	5.425	9.432	14.689	12.962	23.937	41.010	36.177	53.301
Créances sur le secteur privé	8.507	8.413	11.217	19.739	29.240	40.252	40.036	40.524
Avoirs non classés	1.720	5.059	8.203	2.562	3.337	4.425	4.636	3.599
Avoirs = engagements	21.690	35.192	52.513	52.561	65.511	93.622	90.465	113.794
Dépôts à vue <sup>1</sup>	11.012	17.610	27.327	29.476	30.448	37.265	37.055	41.944
Dépôts en quasi-monnaie	4.882	6.118	8.320	10.894	17.021	24.074 <sup>3</sup>	23.896	31.498 <sup>4</sup>
Dépôts à terme et dépôts d'épargne	(1.572)	(1.811)	(3.060)	(4.165)	(9.510)	(13.097) <sup>3</sup>	(13.926)	(20.065) <sup>4</sup>
Dépôts en devises	(501)	(818)	(1.108)	(1.737)	(2.480)	(5.456)	(4.915)	(6.919)
Dépôts pour lettres de crédit	(1.359)	(1.764)	(1.879)	(2.836)	(2.787)	(2.817)	(2.434)	(3.984)
Dépôts de garantie	(1.450)	(1.726)	(2.272)	(2.155)	(2.245)	(2.105)	(2.621)	(3.510)
Engagements extérieurs	2.734	3.923	4.838	5.699	5.938	8.548	7.913	7.365
Comptes de capital	807	1.114	1.360	1.990	3.520	4.840	4.706	6.435
Engagements non classés	2.255	6.427	10.669	4.500	8.584	18.895	16.895	22.552

Source Agence monétaire de l'Arabie Saoudite.

<sup>1</sup>Juin 1 est le onzième mois de l'exercice. En 1400/01, il a pris fin le 4 avril 1981 et en 1401/02 le 25 mars 1982.

<sup>2</sup>Chiffres provisoires.

<sup>3</sup>Non compris les dépôts des organismes publics autonomes, d'un montant total de 6.471 millions de riyals; un contre-ajustement de même montant a été effectué dans "Engagements non classés".

<sup>4</sup>Non compris les dépôts des organismes publics autonomes, d'un montant total de 5.969 millions de riyals; un contre-ajustement de même montant a été effectué dans "Engagements non classés".



Tableau 44. Arabie Saoudite - Bilan consolidé des institutions de crédit spécialisées, 1975/76-1980/81<sup>1</sup>

(Millions de riyals saoudiens)

Fin de période	1395/96 1975/76	1396/97 1976/77	1397/98 1977/78	1398/99 1978/79	1399/1400 1979/80	1400/01 1980/81
Encaisse	--	--	--	--	1	1
Avoirs extérieurs	538	891	927	1.074	994	1.158
Devises	(--)	(--)	(--)	(120)	(--)	(--)
Investissements à l'étranger	(538)	(891)	(927)	(954)	(994)	(1.158)
Créances sur le secteur intérieur non bancaire	6.244	22.848	41.170	57.844	74.195	93.805
Prêts	(6.225)	(20.935)	(35.768)	(51.396)	(68.343)	(88.043)
Investissements	(19)	(1.913)	(5.402)	(6.448)	(5.852)	(5.762)
Créances sur l'AMAS	9.244	3.795	3.891	3.671	10.992	11.192
Créances sur les banques commerciales	550	179	459	615	305	649
Avoirs non classés	191	1.278	216	639	442	793
Avoirs = engagements	16.767	28.991	46.723	63.843	86.929	107.597
Emprunts à l'Etat	10	14	10	6	4	9
Emprunts à l'AMAS	--	--	--	10	--	--
Fonds à rembourser aux banques commerciales	4	51	--	--	292	--
Engagements extérieurs	--	--	2	--	--	--
Comptes de capital <sup>2</sup>	15.434	22.966	38.046	49.378	86.311	107.305
Engagements non classés	1.319	5.960	8.666	14.449	322	284

Source : Agence monétaire de l'Arabie Saoudite.

<sup>1</sup>Y compris la Banque agricole saoudienne, la Banque de crédit saoudienne, la Caisse de crédit pour entrepreneurs, le Fonds d'investissement public, le Fonds de développement industriel et le Fonds de développement immobilier.

<sup>2</sup>Y compris les réserves frappées d'affectation spéciale.

Tableau 45. Arabie Saoudite - Balance des paiements, 1973-1980

(Millions de dollars E.U.)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
1. Commerce de marchandises, f.o.b.								
Exportations								
Pétrole	7.497	30.054	27 080	35.406	40.143	36.847	57.861	100.563
Autres	26	80	119	121	122	144	150	156
Importations	-1.861	-3.570	-6.003	-10.354	-14.697	-20.020	-23.531	-28.737
2. Services et transferts privés (net)								
Recettes	-2 629	-2 525	-3 779	-7 562	-9 762	-15 284	-19 902	-25 576
Transferts divers	777	2 602	3 274	4 643	6 097	6 717	7 717	11 267
Secteur pétrolier - fuel de soude	303	896	860	1 042	1 225	1 066	1 536	2 304
Autres	(215)	(737)	(593)	(687)	(700)	(542)	(762)	(858)
Voyages	(88)	(119)	(267)	(359)	(525)	(524)	(774)	(1 536)
Revenu des investissements	256	516	559	688	826	1 074	1 196	1 344
Administration publique, n.i.e	206	1 218	1 859	2 884	3 988	4 301	4 915	7 443
Paiements	10	12	16	29	58	66	70	86
Prêt et assurance	-3 406	-5 127	-7 053	-12 205	-15 859	-21 751	-27 619	-36 843
Transferts divers	-186	-428	-900	-2 077	-2 979	-3 404	-4 700	-5 083
Voyages	-69	-103	-292	-340	-486	-700	-852	-1 015
Revenu des investissements	-214	-268	-344	-671	-950	-2 412	-3 037	-2 454
Secteur pétrolier	-2 058	-2 445	-2 122	-3 281	-4 080	-4 513	-6 171	-10 041
Autres	(-1 990)	(-2 363)	(-1 614)	(-2 206)	(-2 446)	(-1 163)	(-1 984)	(-5 781)
Administration publique, n.i.e	(-68)	(-82)	(-508)	(-1 075)	(-1 634)	(-3 350)	(-4 187)	(-4 260)
Autres services privés	-310	-1 089	-2 270	-4 195	-5 130	-7 181	-10 203	-14 137
Transferts privés	-178	-277	-572	-651	-788	-696	-42	-49
3. Biens, services et transferts privés (1+2)	-391	-517	-553	-990	-1 506	-2 845	-3 564	-4 064
4. Aide extérieure officielle <sup>1</sup>	3 033	24 039	17 417	17 581	15 806	1 687	14 578	46 906
5. Biens, services, transferts privés et aide extérieure officielle	-498	-1 015	-3 128	-3 328	-3 900	-3 900	-3 500	-5 510
6. Autres mouvements de capitaux et réserves								
Investissement direct	2 535	23 024	14 289	14 253	11 906	-2 213	11 078	41 406
Secteur pétrolier	-2 535	-23 024	-14 289	-14 253	-11 906	-2 213	-11 078	-41 406
Autres secteurs	-625	-3 731	1 866	-396	782	557	-1 350	3 196
Banques commerciales (net)	(-627)	(-3 735)	(1 815)	-607	(374)	(-113)	(-2 187)	(-4 048)
Avoirs	(2)	(4)	(51)	(211)	(408)	(670)	(857)	(852)
Engagements	14	-89	-132	-507	-688	-631	-1 560	-3 713
Autres capitaux privés, erreurs et omissions	(-12)	(-244)	(-392)	(-1 324)	(-398)	(-1 155)	(-1 977)	(-4 219)
Capitaux officiels et réserves	(26)	(155)	(260)	(817)	(-30)	(154)	(417)	(506)
Position de réserve au FMI	-264	-1 324	308	-1 326	-1 462	907	-7 813	-8 141
Dépôts en devises	-1 660	-17 880	-16 351	-12 024	-10 538	1 380	-355	-26 153
Autres <sup>2</sup>	(-4)	(-689)	(-1 109)	(-725)	(-662)	(221)	(771)	(-719)
	(-1 410)	(-11 561)	(-7 614)	(-3 158)	(-662)	(1 046)	(...)	(...)
	(-246)	(-5 630)	(-7 608)	(-8 141)	(-9 748)	(113)	(...)	(...)

Sources: Agence monétaire de l'Arabie Saoudite, Fonds monétaire international, Annuaire de la balance des paiements, estimations des services du Fonds. Pour les facteurs de conversion entre riyals saoudiens et dollars E.U. se reporter aux données de base, note 5.

1) compris les dons et prêts à des conditions libérales aux pays en développement, ainsi que les souscriptions au capital des institutions de développement multilatérales.  
2) Surtout les avoirs à long terme.

bleau 46. Arabie Saoudite - Composition des importations,  
par produits, 1975-81<sup>1</sup>

(Millions de riyals saoudiens)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
2	2.301	3.536	5.365	7.802	10.511	14.192	17.279
uits	(642)	(925)	(1.465)	(2.057)	(2.840)	(4.121)	(4.874)
aux	(934)	(1.478)	(1.647)	(2.730)	(3.906)	(5.345)	(7.144)
res	(100)	(147)	(224)	(296)	(386)	(554)	(407)
	(119)	(148)	(202)	(217)	(238)	(728)	(1.237)
	(256)	(366)	(315)	(430)	(590)	(703)	(286)
	(250)	(472)	(1.512)	(2.072)	(2.551)	(2.741)	(3.331)
llement	1.921	2.170	3.496	4.178	4.996	6.571	7.294
es	1.044	1.524	2.910	3.730	4.761	6.270	7.032
	169	589	1.334	1.511	1.436	2.138	1.806
vre et	372	1.535	2.138	2.058	2.332	2.597	2.650
is	429	1.374	1.906	1.659	1.304	2.397	3.478
et							
x, etc.							
t							
liques	1.383	3.586	7.650	9.588	12.730	14.611	17.443
ils							
	2.883	7.454	13.961	19.844	22.552	24.534	30.323
biles							
par-							
rtobus	2.070	3.309	5.100	5.562	6.940	9.535	9.670
ie	993	2.323	1.507	3.474	4.052	4.389	7.572
ises	<u>1.888</u>	<u>3.291</u>	<u>6.295</u>	<u>9.774</u>	<u>10.609</u>	<u>13.116</u>	<u>14.751</u>
	14.823	30.691	51.662	69.180	82.223	100.350	119.298

artement central de la statistique, ministère des Finances et de l'Economie  
ign Trade Statistics, livraisons diverses; Agence monétaire de l'Arabie

ons (c.a.f.), base douanière, selon Nomenclature de Bruxelles. Relevé

les boissons et tabac.

Tableau 47. Arabie Saoudite - Importations financées par les banques commerciales, 1975-81<sup>1</sup>

(Millions de riyals saoudiens)

années de l'hégire <sup>2</sup>	1395 1975	1396 1976	1397 1977	1398 1978	1399 1979	1400 1980	1401 1981
roduits alimentaires	2.366	2.612	3.035	4.490	5.142	7.918	10.426
Céréales	(633)	(711)	(494)	(919)	(1.234)	(2.664)	(3.531)
Fruits et légumes	(107)	(92)	(96)	(91)	(154)	(169)	(270)
Sucre, thé et café	(475)	(241)	(243)	(428)	(373)	(640)	(1.543)
Bétail sur pied et viande	(254)	(314)	(308)	(600)	(675)	(1.087)	(1.251)
Autres produits alimentaires	(897)	(1.254)	(1.894)	(2.452)	(2.706)	(3.358)	(3.831)
extiles et habillement	1.043	1.479	1.943	2.246	2.839	4.120	4.952
atériaux de construction	918	1.906	2.624	2.847	4.696	5.702	6.095
éhicules automobiles	2.495	4.059	3.900	4.519	4.414	5.953	7.714
achines et appareils	2.980	4.515	5.992	7.094	7.079	8.465	10.400
utres marchandises	3.478	5.646	7.572	9.008	11.835	14.534	15.410
Total	<u>13.280</u>	<u>20.217</u>	<u>25.066</u>	<u>30.204</u>	<u>36.005</u>	<u>46.692</u>	<u>54.997</u>
er trimestre	2.996	4.025	5.820	6.979	7.739	11.260	13.169
ème trimestre	3.460	5.678	6.434	8.209	8.337	10.619	13.853
ème trimestre	3.293	5.374	6.048	7.707	9.958	13.389	14.321
ème trimestre	3.531	5.140	6.764	7.309	9.971	11.424	13.654

Source : Agence monétaire de l'Arabie Saoudite.

<sup>1</sup>Somme des lettres de crédit acquittées et factures mises au recouvrement par les banques commerciales. Non compris les importations non financées par l'un ou l'autre de ces instruments et les importations de l'Etat financées par l'AMAS.

<sup>2</sup>Voir tableau 16 de l'annexe.

Tableau 4A. Arabie Saoudite - Exportations mensuelles à destination de l'Arabie Saoudite déclarées par les pays industriels, 1975-81

(Millions de dollars E.U.)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 <sup>1</sup>
Janvier	272	439	718	1.002	1.363	1.515	1.807
Février	306	499	762	1.086	1.347	1.757	1.859
Mars	390	593	914	1.432	1.575	1.874	2.167
Avril	382	676	936	1.255	1.484	1.882	2.292
Mai	368	782	1.032	1.354	1.667	1.926	2.184
Juin	381	800	1.154	1.474	1.703	1.924	2.265
Juillet	484	799	1.037	1.377	1.670	2.057	2.323
Août	430	801	980	1.301	1.575	1.925	2.066
Septembre	479	755	1.029	1.452	1.644	1.994	2.356
Octobre	471	858	1.080	1.534	1.766	2.158	2.644
Novembre	459	848	1.095	1.487	1.760	1.869	2.378
Décembre	<u>594</u>	<u>981</u>	<u>1.386</u>	<u>1.654</u>	<u>1.932</u>	<u>2.277</u>	<u>2.666</u>
Total	5.016	8.831	12.123	16.408	19.486	23.158	27.007

Source : FMI, Direction of Trade (données communiquées par les pays partenaires),

<sup>1</sup>Chiffres en partie estimatifs.

Tableau 49. Arabie Saoudite - Répartition des importations originaires  
des pays industriels, 1973-81

(Pourcentage du total)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 <sup>1</sup>
ats-Unis	30,3	30,1	29,9	31,8	29,5	26,6	25,0	24,9	27,2
nada	0,9	0,6	0,7	1,2	0,8	1,3	1,1	1,1	1,4
stralie	1,6	1,6	0,8	0,6	0,7	0,7	1,0	1,2	1,3
pon	26,7	24,4	26,9	21,7	19,5	20,0	19,5	21,2	21,7
ouvelle-Zélande	0,1	--	0,1	--	--	0,1	0,1	0,1	0,2
lemagne, Rép. féd. d'	8,6	10,3	11,3	13,6	14,1	12,7	12,4	10,2	10,1
triche	0,5	0,6	0,5	0,9	0,9	0,6	0,5	0,4	0,6
lgique	3,1	3,2	2,4	2,0	2,9	2,9	2,5	2,3	2,5
nemark	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6	0,5	0,7	0,6	0,6
pagne	0,3	0,5	0,7	0,6	0,9	1,2	1,9	2,0	1,9
nlande	0,2	0,3	0,1	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4
ance	3,8	4,3	4,0	3,9	5,1	5,3	5,6	6,3	6,8
lande	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2
alie	5,3	4,9	6,4	7,5	8,9	8,9	9,7	9,0	8,4
orvège	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1
ys-Bas	4,0	4,1	2,7	3,1	2,8	4,2	4,3	4,7	4,0
ède	1,7	1,7	1,8	2,0	1,4	1,8	2,4	2,1	1,9
isse	2,1	2,3	2,2	1,6	2,7	3,2	3,0	2,7	2,2
oyaume-Uni	<u>9,8</u>	<u>10,1</u>	<u>8,8</u>	<u>8,1</u>	<u>8,3</u>	<u>9,2</u>	<u>9,7</u>	<u>10,6</u>	<u>8,5</u>
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : FMI, Direction of Trade (données communiquées par les pays partenaires).

<sup>1</sup>Chiffres en partie estimatifs.

ANNEXE

Tableau 90. Arabie Saoudite - Evolution du taux de change,  
décembre 1975-avril 1982

Date	Taux riyal/ dollar E.U. <sup>1</sup>	Taux dollar E.U./ DTS <sup>2</sup>	Taux riyal/ DTS	Prime (+) ou décote du riyal en pourcentage <sup>3</sup>
1975				
31 décembre	3,530	1,17066	4,13243	-3,51
1976				
31 décembre	3,530	1,16183	4,10127	-4,23
1977				
31 juillet	3,525	1,17144	4,12933	-3,56
23 octobre	3,515	1,17293	4,12286	-3,73
28 novembre	3,505	1,18780	4,16325	-2,79
15 décembre	3,495	1,20555	4,21340	-1,61
31 décembre	3,495	1,21471	4,24540	-0,87
1978				
3 janvier	3,485	1,21667	4,24008	-0,99
5 janvier	3,465	1,22929	4,25950	-0,54
21 février	3,455	1,22452	4,23070	-1,21
5 avril	3,445	1,24186	4,27821	-0,10
12 juillet	3,435	1,24869	4,28925	0,16
16 juillet	3,425	1,24508	4,26439	-0,42
26 juillet	3,405	1,25454	4,27172	-0,25
6 août	3,385	1,26276	4,32910	1,09
13 août	3,365	1,27902	4,30390	0,50
14 août	3,345	1,28421	4,29568	0,31
16 août	3,325	1,27632	4,24378	-0,91
16 octobre	3,305	1,30597	4,31624	0,79
23 octobre	3,285	1,31077	4,30588	0,54
25 octobre	3,265	1,31358	4,28884	0,15
30 octobre	3,245	1,33704	4,33871	1,31
5 novembre	3,295	1,29349	4,27350	-0,21
18 novembre	3,345	1,27943	4,28073	-0,04
21 novembre	3,365	1,26933	4,27130	-0,26
12 décembre	3,355	1,27713	4,28477	0,05
17 décembre	3,345	1,28038	4,28290	0,01
20 décembre	3,325	1,29909	4,31948	0,86
31 décembre	3,295	1,30279	4,29270	0,24
1979				
7 janvier	3,315	1,29573	4,29535	0,30
14 janvier	3,335	1,28914	4,29928	0,39
31 janvier	3,345	1,28700	4,30502	0,53
4 février	3,365	1,27784	4,29993	0,41
12 février	3,355	1,29023	4,32872	1,08
13 février	3,345	1,29215	4,32224	0,93
14 février	3,355	1,28796	4,32111	0,90
4 avril	3,365	1,28116	4,31110	0,67
10 avril	3,375	1,27775	4,31241	0,70
21 mai	3,395	1,26796	4,20472	0,52
24 juin	3,375	1,28782	4,34639	1,49
8 juillet	3,355	1,29880	4,35747	1,75
30 septembre	3,345	1,31775	4,40787	2,93
10 octobre	3,355	1,29513	4,34516	1,46
25 octobre	3,365	1,28991	4,34055	1,35
31 décembre	3,365	1,31830	4,43608	3,59
1980				
6 janvier	3,355	1,32108	4,43222	3,49
9 mars	3,335	1,29273	4,31125	0,67
23 mars	3,325	1,26762	4,21484	-1,58
8 juillet	3,315	1,32802	4,40239	2,80
14 décembre	3,325	1,25350	4,16789	-2,68
31 décembre	3,325	1,27635	4,24386	-0,90
1981				
11 février	3,335	1,23834	4,12986	-3,57
3 mars	3,345	1,21578	4,06678	-5,04
22 avril	3,355	1,20341	4,03744	-5,72
14 mai	3,365	1,17968	3,96962	-7,31
18 mai	3,375	1,17475	3,96478	-7,42
25 mai	3,385	1,17164	3,96630	-7,39
7 juin	3,395	1,14400	3,88388	-9,31
22 juin	3,405	1,15402	3,92944	-8,25
8 août	3,415	1,11360	3,80294	-11,20
1982				
5 avril	3,425	1,11561	3,82096	-10,78
30 juin	3,435	1,08860	3,73934	12,68

Sources : Agence monétaire de l'Arabie Saoudite; FMI, International Financial Statistics.

<sup>1</sup>Point médian des taux d'achat et de vente officiels de l'AMAS.

<sup>2</sup>Par rapport au jour précédent.

<sup>3</sup>Par rapport au taux de rattachement de 4,28255 = 1 DTS.

## Bibliographie

### Publications

Royaume d'Arabie Saoudite

General Petroleum and Mineral Organization  
Petromin Handbook, 1382-1397 (1962-1977)

The Industrial Studies and Development Center

A Guide to Industrial Investment in Saudi Arabia, 5<sup>ème</sup> édition, 1977

Ministère des Finances et de l'Economie nationale, Département  
central de la statistique

Cost of Living Index, livraisons diverses

National Accounts of Saudi Arabia, 1391/92-1399/1400, 11 mars 1981

Foreign Trade Statistics, livraisons diverses

Employment and Wage Level Statistics in Privately Owned Establish-  
ments, janvier 1973

Statistical Yearbook, 1978, 1979 et 1980

Ministère du Pétrole et des Mines, Services économiques

Petroleum Statistical Bulletin, livraisons diverses

Ministère du Plan

Second Development Plan, 1395-1400 (1975-1980)

Third Development Plan, 1400-1405 (1980-1985)

Ministère du Travail et des Affaires sociales

Statistical Publication about Workers, Occupations, Wages, and  
Working Hours in the Private Establishments in the Kingdom,  
1977-1980

Agence monétaire de l'Arabie Saoudite

Annual Report, 1979, 1980 et 1981

Statistical Summary, livraisons diverses

Commission royale pour Jubail et Yanbu

Annual Report, 1980-1981

Saudi Basic Industries Corporation

Annual Report, 1400 (1980)

Fonds saoudien pour le développement

Annual Report, livraisons diverses

Middle East Economic Digest, Londres, livraisons diverses

Middle East Economic Survey, Nicosia, livraisons diverses

Petroleum Intelligence Weekly, New York, livraisons diverses

Saudi Economic Survey, Riyad, livraisons diverses



Documents du FMI

SM/78/220 (17/8/78) - Saudi Arabia--An Economic and Financial Survey  
SM/79/94 (12/4/79) - Arabie Saoudite - Evolution récente de l'économie  
SM/80/95 (23/4/80) - Arabie Saoudite - Evolution récente de l'économie  
SM/81/134 (11/6/81) - Arabie Saoudite - Evolution récente de  
l'économie